



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 avril 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 24th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
36322 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the last three days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
36322 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10700-54)

Abbotsford Poultry Farm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième mars 1954, constituant en corporation: Charles Coderre, avocat, d'Outremont, Paule Mathieu, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Coderre, avocat, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Jacques Coderre, avocat, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'animaux et de produits de la ferme, sous le nom de "Abbotsford Poultry Farm Inc.", avec un capital total de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Paul d'Abbotsford, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

Letters Patent

(A.G. 10700-54)

Abbotsford Poultry Farm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1954, incorporating: Charles Coderre, advocate, of Outremont, Paule Mathieu, secretary, wife separate as to property of Jacques Coderre, advocate, and duly authorized by the latter for these presents, Jacques Coderre, advocate, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in animals and in farm products, under the name of "Abbotsford Poultry Farm Inc.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Paul of Abbotsford, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

37025

(P.G. 10776-54)

A. Brouillard Tire Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: David Belhumeur, comptable agréé, Jacques Charette, Gaston Bellerive, comptables, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "A. Brouillard Tire Service Inc.", avec un capital total de \$90,000, divisé en 450 actions ordinaires de \$100 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général.

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10776-54)

A. Brouillard Tire Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1954, incorporating: David Belhumeur, chartered accountant, Jacques Charette, Gaston Bellerive, accountants, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a garage-keeper, under the name of "A. Brouillard Tire Service Inc.", with a total capital stock of \$90,000, divided into 450 common shares of \$100 each and into 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P.G. 10725-54)

**Acadian Mining & Smelting Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1954, constituant en corporation: John McGlinchey Home, c.r., avocat, Robert S. C. O'Brien, étudiant en droit, Enid Mary Roberts, Joan A. Sioui, A. Pierrette Tourangeau, toutes trois secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Acadian Mining & Smelting Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général.

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10725-54)

**Acadian Mining & Smelting Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the twenty-fourth day of March 1954, incorporating: John McGlinchey Home, Q.C., advocate, Robert S. C. O'Brien, student at law, Enid Mary Roberts, Joan A. Sioui, A. Pierrette Tourangeau, all three secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Acadian Mining & Smelting Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders shall not incur any responsibility over and above the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P.G. 10548-54)

Ahuntsic General Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, de marchandises sèches, de tissus et chaussures, sous le nom de "Ahuntsic General Stores Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10853, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10548-54)

Ahuntsic General Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, dry goods, goods by the yard and footwear, under the name of "Ahuntsic General Stores Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10853, Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10684-54)

Canzos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Denis F. Mildon, entrepreneur, de Montréal-Ouest, Rolfe James, importateur, de Dorval, David M. Campbell, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de viandes, poissons et produits alimentaires ainsi que peaux, fourrure et cuir, sous le nom de "Canzos Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 63, Avenue Northview, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10756-54)

Charest Construction Cie. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: Adrien Charest, entrepreneur, Dame Bernadette B. Charest, ménagère, épouse dudit Adrien Charest, Simon Charest, camionneur, tous de la ville de Malartic, district judiciaire d'Abitibi pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général, sous le nom de "Charest Construction Cie Ltée.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 75 actions ordinaires de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10796-54)

Chez Marylin Ladies Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: Isidore Greebaum, avocat, Hathan Gesser, Milton Friefeld, tous deux comptables agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Chez Marylin Ladies Wear Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6603A, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10684-54)

Canzos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Denis F. Mildon, contractor, of Montreal-West, Rolfe James, importer, of Dorval, David M. Campbell, merchant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in meats, fish and food products, as well as skins, fur and leather, under the name of "Canzos Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each, and into 15,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 63, Northview Avenue, Montreal-West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10756-54)

Charest Construction Cie. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of March 1954, incorporating: Adrien Charest, contractor, Dame Bernadette B. Charest, house-keeper, wife of the said Adrien Charest, Simon Charest, trucker, all of the town of Malartic, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on business as general contractor, under the name of "Charest Construction Cie. Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 75 common shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10796-54)

Chez Marylin Ladies Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of March 1954, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, Nathan Gesser, Milton Friefeld, both chartered accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Chez Marylin Ladies Wear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6603A, St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10765-54)

Chez Zemel & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: Isaac Zemel, Thomas Zemel, tous deux marchands, Madame Mary Shiff Zemel, épouse séparée de biens dudit Isaac Zemel et dûment autorisée par ce dernier, tous d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, de marchandises à la verge, d'accessoires électriques et d'articles d'utilité domestique, sous le nom de "Chez Zemel & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10313-54)

Cité de L'Entr'aide

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Joseph Barcelo, Joseph-Eugène Rivard, Jean-Victor Cartier, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Aider les étudiants nécessiteux et les missionnaires, sous le nom de "Cité de l'Entr'aide".

Les montants et valeur des biens immobiliers que la nouvelle corporation pourra posséder, sont limités à \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à 38, Grande Côte, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10671-54)

Comité du Monument Marguerite Bourgeois

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Georgette Rivet, rentière, Yvette Rivet, artiste lyrique, Madame Manolita Del Vayo de Gallagher, professeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Elever une statue-monument à Marguerite Bourgeois, sous le nom de "Comité du Monument Marguerite Bourgeois".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10765-54)

Chez Zemel & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March 1954, incorporating: Isaac Zemel, Thomas Zemel, both merchants, Mrs. Shiff Zemel, wife separate as to property of the said Isaac Zemel and duly authorized by the latter, all of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of, and deal in wearing apparel, goods, by the yard, electrical appliances and articles of a domestic utility, under the name of "Chez Zemel & Fils Ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10313-54)

Cité de L'Entr'aide

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Joseph Barcelo, Joseph Eugène Rivard, Jean Victor Cartier, all three advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To help needy students and missionaries, under the name of "Cité de l'Entr'aide".

The amount to which the value of immoveable property which this corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the Company will be at 38 Grande Côte, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10671-54)

Comité du Monument Marguerite Bourgeois

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1954, incorporating without share capital: Georgette Rivet, annuitant, Yvette Rivet, lyrical singer, Madame Manolita Del Vayo de Gallagher, professor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect a monument-statue to Marguerite Bourgeois, under the of "Comité du Monument Marguerite Bourgeois".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à 1425 rue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10712-54)

Consolidated Maple Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Maurice Chabot, J.-Gustave Chabot, tous deux chefs de gares, et Paul Tremblay, comptable agréé, tous de Cowansville, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits de l'étable, sous le nom de "Consolidated Maple Products Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10867-54)

Construction A. Fraser Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1954, constituant en corporation: Jean-Baptiste Ducasse, entrepreneur, Anita Ducasse, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Baptiste Ducasse et dûment autorisée par ce dernier, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Émile Sansregret, rentier, des cité et district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Construire et exercer le commerce d'immeubles et faire la vente du sable, du ciment naturel et de blocs de ciment, sous le nom de "Construction A. Fraser Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10573-54)

Curved Wedge Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1954, constituant en corporation: Théodore Koulomzine, ingénieur minier, Vital Cliche, avocat, tous deux de Val d'Or, Léo Brossard, géologiste, Joseph Morin, notaire, tous deux de Bourlamaque, tous du district judiciaire d'Abitibi, et Frank Spencer, secrétaire de Bradley Brothers, de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'équipement de forage, sous le nom de "Curved Wedge Company Ltd.", avec un capital total de \$100,000 divisé en 100,000 actions de \$1 chacune.

The head office of the company will be at 1425 Bernard Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10712-54)

Consolidated Maple Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, incorporating: Maurice Chabot, J. Gustave Chabot, both station agents, and Paul Tremblay, chartered accountant, all of Cowansville, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To manufacture and deal in maple products, under the name of "Consolidated Maple Products Limited", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10867-54)

Construction A. Fraser Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April 1954, incorporating: Jean Baptiste Ducasse, contractor, Anita Ducasse, housewife, wife common as to property of the said Jean Baptiste Ducasse and duly authorized by the latter, both of the city and judicial district of Montreal, and Émile Sansregret, annuitant, of the city and judicial district of Joliette, for the following purposes:

To build and deal in immoveable property; sell sand, neat cement, and blocks of cement, under the name of "Construction A. Fraser Ltée", with a total capital of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10573-54)

Curved Wedge Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March 1954, incorporating: Theodore Koulomzine, mining engineer, Vital Cliche, advocate, both of Val d'Or, Léo Brossard, geologist, Joseph Morin, notary, both of Bourlamaque, all of the judicial district of Abitibi, and Frank Spencer, secretary of Bradley Brothers, of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To manufacture and deal in drilling equipment, under the name of "Curved Wedge Company Ltd", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10708-54)

**Fresnière Preserving Ltd.
Conserverie Fresnière Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Gilles Cossette, Luc Cossette, avocats, Yves Cossette, clerc-avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Fresnière Preserving Ltd." "Conserverie Fresnière Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10726-54)

Garage Touchette & Villeneuve Auto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1954, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Gilles Denis, avocats, Thérèse Servant, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes; manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de "Garage Touchette & Villeneuve Auto Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10729-54)

George Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: George Rothbart, vendeur, Gabriel Gold, marchand, Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, de marchandises à la verge, d'accessoires électriques et d'articles d'utilité domestique, sous le nom de "George Textiles Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-second day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10708-54)

**Fresnière Preserving Ltd.
Conserverie Fresnière Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, incorporating: Gilles Cossette, Luc Cossette, advocates, Yves Cossette, law clerc, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business or and deal in food products, under the name of "Fresnière Preserving Ltd." "Conserverie Fresnière Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10726-54)

Garage Touchette & Villeneuve Auto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March 1954, incorporating: Paul Galt Michaud, Gilles Denis, advocates, Thérèse Servant, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of garage-keepers; manufacture and deal in motor vehicles, under the name of "Garage Touchette & Villeneuve Auto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fourth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10729-54)

George Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March 1954, incorporating: George Rothbart, salesman, Gabriel Gold, merchant, Philip S. Garonce, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal in wearing apparel, goods by the yard, electrical appliances and articles of a domestic utility, under the name of "Georges Textiles Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10797-54)

Henri-F. Codere Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Henri-F. Codere, commerçant, Yolande Roy, sténographe, André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles de sport, de jouets, de ferronnerie, d'accessoires électriques, sous le nom de "Henri-F. Codere Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(P.G. 10736-54)

Hi-Poultry Farm Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: Armand Rousseau, c.r., Wesley Hyndman Bradley, c.r., et Douglas Stevens Howard, c.r., tous avocats, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits de la ferme, sous le nom de "Hi-Poultry Farm Ltd.", avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(P. G. 10858-54)

Hôpital Jean-Talon

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1954, constituant en corporation sans capital-actions: George Hori, médecin, Miyo Hori, ménagère, épouse commune en biens de George Hori, dûment autorisée par ce dernier, Romuald Belhumeur, agent, Kiwiaki Nakashima, comptable, Henri Courtemanche, avocat, tous de Montréal, et J. Roland Gendron, médecin, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Etablir, administrer et développer un hôpital, une école de gardes-malades, d'aides gardes-malades, d'infirmiers et d'aides-infirmiers, sous le nom de "Hôpital Jean-Talon".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10797-54)

Henri-F. Codere Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, incorporating: Henri F. Codere, merchant, Yolande Roy, stenographer, André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the business and deal in sport articles, toys, hardware, and electrical appliances, under the name of "Henri-F. Codere Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(A.G. 10736-54)

Hi-Poultry Farm Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1954, incorporating: Armand Rousseau, Q.C., Wesley Hyndman Bradley, Q.C., and Douglas Stevens Howard, Q.C., all advocates of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To deal in farm products, under the name of "Hi-Poultry Farm Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par or nominal value and into 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(A. G. 10858-54)

Hôpital Jean-Talon

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1954, to incorporate as a corporation without share capital: George Hori, physician, Niyo Hori, housekeeper, wife common as to property of George Hori, duly authorized by the latter, Romuald Belhumeur, agent, Kiwiaki Nakashima, accountant, Henri Courtemanche, advocate, all of Montreal, and J. Roland Gendron physician, of Rosemont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, manage and maintain an hospital, a training school for nurses, nurse attendants, male-nurses, and male-nurse attendants, under the name of "Hôpital Jean-Talon".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000,000.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the first day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P. G. 10784-54)

Household Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1954, constituant en corporation: Jack Klineberg, notaire, Leonard Liverman, Julius Briskin, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de vente, d'annonce et de distribution de toutes sortes de produits, sous le nom de "Household Equipment Co. Ltd.", avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair au nominale et en 150 actions privilégiées classe "A" de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées classe "B" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A. G. 10784-54)

Household Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1954, incorporating: Jack Klineberg, notary, Leonard Liverman, Julius Briskin, both advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in the distribution of all kinds of products as well as selling and advertising, under the name of "Household Equipment Co. Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares of no par or nominal value and into 150 preferred shares class "A" of \$100 each and into 600 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P.G. 10781-54)

Jardins Laval Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, Irwin S. Brodie, étudiant, tous deux d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Jardins Laval Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5185, Boulevard Decarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10781-54)

Jardins Laval Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, spinsters, all three of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, Irwin S. Brodie, student, both of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Jardins Laval Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5185, Boulevard Decarie, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P. G. 10777-54)

Jean Banville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1954, constituant en corporation: David Belhumeur, comptable agréé, Jacques Charette, Gaston Bellerive, comptables, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'entreprise de vente et réparation de machinerie, d'équipement et d'ameublement de bureau, sous le nom de "Jean Banville Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10777-54)

Jean Banville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1954, incorporating: David Belhumeur, chartered accountant, Jacques Charette, Gaston Bellerive, accountants, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a sales business, and to repair machinery, office furniture and equipment, under the name of "Jean Banville Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P. G. 10641-54)

J. E. McComber Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1954, constituant en corporation: Lucien Roux, c.r., Robert Dulude, tous deux avocats, Lorraine Côté, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fourrures, sous le nom de "J. E. McComber Furs Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(A. G. 10641-54)

J. E. McComber Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March 1954, incorporating: Lucien Roux, Q.C., Robert Dulude, both advocates, Lorraine Côté, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "J. E. McComber Furs Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,800 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-sixth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P. G. 10707-54)

Kover-Lip Mfg. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Cyrill E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles protecteurs de vêtements, sous le nom de "Kover-Lip Mfg. Co. Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1240, rue St-Antoine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(A. G. 10707-54)

Kover-Lip Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, fille majeure, both of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in protective articles for wearing apparel, under the name of "Kover-Lip Mfg. Co. Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1240, St. Antoine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10689-54)

La Compagnie Interurbaine d'Immeubles Ltée**Interurban Real Estate Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Pierre Lavery, Wilfrid-A. Plante, tous deux avocats, Roger Aumais, maître d'hôtel, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "La Compagnie Interurbaine d'Immeubles Ltée"—"Interurban Real Estate Company Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1575a, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10689-54)

La Compagnie Interurbaine d'Immeubles Ltée**Interurban Real Estate Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1954, incorporating: Pierre Lavery, Wilfrid A. Plante, both advocates, Roger Aumais, head waiter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate under the name of "La Compagnie Interurbaine d'Immeubles Ltée"—"Interurban Real Estate Company Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1575a, St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10570-54)

L'Amicale St-Ignace Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1954, constituant en corporation sans-capital-actions: René Veilleux, voyageur de commerce, Marcel Parent, instituteur, Roger Bédard, agronome, tous de Giffard, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Constituer, maintenir et développer une association groupant les anciens élèves masculins des écoles de la Commission scolaire de Giffard, sous le nom de "L'Amicale St-Ignace Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10570-54)

L'Amicale St-Ignace Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1954, incorporating, without share capital: René Veilleux, commercial traveller, Marcel Parent, teacher, Roger Bédard, agronomist, all of Giffard, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To incorporate, maintain and develop an association grouping former male students of the schools of the School Commission of Giffard, under the name of "L'Amicale St-Ignace Incorporée".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the company will be at Giffard, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P.G. 10388-54)

Langelier Fish and Game Club, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1954, constituant en corporation: William Hollister Wilson, avocat, de Westmount, Jean Miquelon, c.r., J.-Beaudoin Handfield, ces deux derniers avocats, Guy Lamoureux, comptable, Fernande Léonard, sténographe, tous quatre de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'un club de chasse et de pêche, sous le nom de "Langelier Fish and Game Club, Incorporated", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4, rue Notre-Dame Est, Suite 1005, Metropole Building, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10388-54)

Langelier Fish and Game Club, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1954, incorporating: William Hollister Wilson, advocate, of Westmount, Jean Miquelon, Q.C., J. Beaudoin Handfield, the latter two advocates, Guy Lamoureux, accountant, Fernande Léonard, stenographer, all four of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a fish and game club, under the name of "Langelier Fish and Game Club, Incorporated", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 4, Notre-Dame East, Suite 1005 Metropole Building, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P.G. 10747-54)

Les Entreprises Beauharnois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Pierre Bienjonetti, Jean-Robert Flynn, tous deux avocats, Robert Lavoie, agent d'assurances, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de biens-fonds, sous le nom de "Les Entreprises Beauharnois Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10747-54)

Les Entreprises Beauharnois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Pierre Bienjonetti, Jean-Robert Flynn, both advocates, Robert Lavoie, insurance agent, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Entreprises Beauharnois Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P. G. 10752-54)

**Les Matériaux de Construction de Saint
Hyacinthe Limitée**
St. Hyacinthe Builders Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Lucien Vadeboncoeur, entrepreneur général, Marie-Paule M. Vadeboncoeur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Vadeboncoeur et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Arthur Gousy, comptable, tous des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles et de matériaux nécessaires à la construction, sous le nom de "Les Matériaux de Construction de Saint Hyacinthe Limitée" "St. Hyacinthe Builders Supplies Limited", avec un capital total de \$60,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10636-54)

Les Placements Lemoyne Limitée
Lemoyne Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1954, constituant en corporation: Jacques Lambert, artisan, Edouard Bernard, avocat, Luce Lafontaine, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, de portefeuille et de placements, sous le nom de "Les Placements Lemoyne Limitée" "Lemoyne Holdings Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10753-54)

Lucien Vadeboncoeur & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation: Lucien Vadeboncoeur, entrepreneur général, Marie-Paule M. Vadeboncoeur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Vadeboncoeur, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Arthur Cousy, comptable, tous des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général, sous le nom de "Lucien Vadeboncoeur & Cie Ltée", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A. G. 10752-54)

**Les Matériaux de Construction de Saint
Hyacinthe Limitée**
St. Hyacinthe Builders Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, incorporating: Lucien Vadeboncoeur, general contractor, Marie Paule M. Vadeboncoeur, housewife, wife contractually separated as to property of Lucien Vadeboncoeur and duly authorized by the latter for the purposes herein set forth, Arthur Gousy, accountant, all of the city and judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in supplies and materials required for construction work, under the name of "Les Matériaux de Construction de Saint Hyacinthe Limitée" "St. Hyacinthe Builders Supplies Limited", with a total capital stock of \$60,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10636-54)

Les Placements Lemoyne Limitée
Lemoyne Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March 1954, incorporating: Jacques Lambert, craftsman, Edouard Bernard, advocate, Luce Lafontaine, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in real estate, holdings and investments, under the name of "Les Placements Lemoyne Limitée" "Lemoyne Holdings Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10753-54)

Lucien Vadeboncoeur & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March 1954, incorporating: Lucien Vadeboncoeur, general contractor, Marie-Paule M. Vadeboncoeur, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of Lucien Vadeboncoeur, and duly authorized by the latter for these purposes, Arthur Gousy, accountant, all of the city and judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as general contractor, under the name of "Lucien Vadeboncoeur & Cie, Ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10500-54)

Nortex Products Eastern Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mars 1954, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, Albert Gomberg, tous trois avocats, Barnet Buckman, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, de quincaillerie, de cadeaux, et d'ustensiles de ménage, sous le nom de "Nortex Products Eastern Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10805-54)

Old City Television Limitee

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1954, constituant en corporation: Jean-Marie Lever, hôtelier, E. Pierre Taché, voyageur de commerce, Dame Marthe Couturier Lever, ménagère, et dûment autorisée aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, d'accessoires de maison, d'appareils électriques et électroniques, radios et télévision, sous le nom de "Old City Television Limitee", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 631, 1ère Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10379-54)

**Propane Gas Center Company Limited
Le Centre du Gaz Propane Compagnie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1954, constituant en corporation: Adrienne Lafrenière, Marguerite Labrèche, Lucienne Maysenhoelder, toutes sténographes, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce du gaz propane et d'accessoires d'utilité domestique, sous le nom de "Propane Gas Center Company Limited" — "Le Centre du Gaz Propane Compagnie Limitée", avec un capital total de \$100,-

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10500-54)

Nortex Products Eastern Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March 1954, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, Albert Gomberg, all three advocates, Barnet Buckman, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, hardware, gifts, and household utensils, under the name of "Nortex Products Eastern Ltd.", with a total capital of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10805-54)

Old City Television Limitee

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March 1954, incorporating: Jean-Marie Lever, hotel-keeper, E. Pierre Taché, commercial traveller, Dame Marthe Couturier Lever, housewife, duly authorized for the purposes herein set forth, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, household furnishings, electric and electronic equipment, radios, and television sets, under the name of "Old City Television Limitee", with a total capital of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 631, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A. G. 10379-54)

**Propane Gas Center Company Limited
Le Centre du Gaz Propane Compagnie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March 1954, incorporating: Adrienne Lafrenière, Marguerite Labrèche, Lucienne Maysenhoelder, all three stenographers, filles majeures, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in propane gas and accessories of a domestic utility, under the name of "Propane Gas Center Company Limited" — "Le Centre du Gaz Propane Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divid-

000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le onze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10665-54)

Quebec Homes and Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1954, constituant en corporation: Colin A. Gravenor, gérant, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Jacqueline Roberge, sténographe, fille majeure, de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Quebec Homes and Mortgage Corporation", avec un capital total de \$2,5000, divisé en 250 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10710-54)

**Quebec Soaring Club
Club de Vol à Voile de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Morin, vendeur, Gordon Harding, ingénieur, tous deux de Ste-Foy, Mario Overhoff, physicien, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique et l'avancement de l'art et de la science du vol plané et de l'aviation en général, sous le nom de "Quebec Soaring Club"—"Club de Vol à voile de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10804-54)

Scierie Boivin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1954, constituant en corporation: Ulysse Boivin, Armand Boivin, Charles-Édouard Boivin, tous industriels, de Saint-Jérôme de Métabetchouan, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce général de bois, sous le nom de "Scierie Boivin Ltée",

ed into 5,000 common shares of \$10 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Saint Adèle, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10665-54)

Quebec Homes and Mortgage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1954, incorporating: Colin A. Gravenor, manager, Sureka Wasserman, secretary, spinster, both of the city and judicial district of Montreal, and Jacqueline Roberge, stenographer, spinster, of Rosemere, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To operate a real estate business, under the name of "Quebec Homes and Mortgage Corporation", with a total capital stock of \$2,500, divided into 250 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10710-54)

**Quebec Soaring Club
Club de Vol à Voile de Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Morin, salesman, Gordon Harding, engineer, both of St. Foye, Mario Overhoff, physicist, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To encourage the practice of, and to further the art and science of soaring, and of aviation in general, under the name of the "Quebec Soaring Club"—"Club de Vol à Voile de Québec."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the Company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10804-54)

Scierie Boivin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April 1954, incorporating: Ulysse Boivin, Armand Boivin, Charles Édouard Boivin, all three industrialists, of Saint Jérôme de Métabetchouan, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To manufacture and deal in the lumber business generally, under the name of "Scierie Boivin

avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme de Métabetchouan, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10443-54)

Shannon Social and Sports Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Aloysius Patrick Conway, Gentleman Farmer, Joseph Lannin, électricien, James King, fermier, tous de Shannon, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Former un centre social et récréatif au bénéfice des habitants de la municipalité de Shannon et de leurs amis, sous le nom de "Shannon Social and Sports Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est en la municipalité de Shannon, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10869-54)

Standard Motors (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1954, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, Charles Eric Humphrey, teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de "Standard Motors (Quebec) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Saint Jérôme de Métabetchouan, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the fifth day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10443-54)

Shannon Social and Sports Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the twenty-third day of March 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Aloysius Patrick Conway, Gentleman Farmer, Joseph Lannin, electrical operator, James King, farmer, all of Shannon, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To form a social and recreational centre for the benefit of the inhabitants of the Municipality of Shannon and their friends, under the name of "Shannon Social and Sports Association".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be in the municipality of Shannon, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10869-54)

Standard Motors (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March 1954, incorporating: David Henry Holland, advocate, Cecil Bruce Cooke, secretary, Charles Eric Humphrey, book-keeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in motor vehicles, under the name of "Standard Motors (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12549-53)

Airborne Footwear Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier avril 1954, changeant le nom de la compagnie "British Footwear Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12549-53)

Airborne Footwear Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: April first, 1954, changing the name of the company "British Footwear Company Limited", incorporated by virtue of the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent bearing date

compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 juin 1953, en celui de "Airborne Footwear Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10786-54)

Atlantic Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente mars 1954, à la compagnie "Atlantic Apartments Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er décembre 1949, a) changeant son nom en celui de "Atlantic Investments Inc."; b) changeant et étendant ses pouvoirs; c) augmentant son capital de \$100,000 à \$350,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 et en 23,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10890-54)

Beauce Trading Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux avril 1954, à la compagnie "Beauce Heel Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 avril 1945, a) changeant son nom en celui de "Beauce Trading Company"; b) réduisant le nombre de ses directeurs de sept (7) à trois (3); c) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10770-54)

Beaulieu Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois mars 1954, à la compagnie "Beaulieu Incorporated", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10580-54)

Blue Bonnets Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit mars 1954, à la compagnie "Blue Bonnets Automobile Ltd.",

the 6th day of June, 1953, into that of "Airborne Footwear Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10786-54)

Atlantic Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: March thirtieth, 1954, to the company "Atlantic Apartments Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 1st, 1949, a) changing its name into that of "Atlantic Investments Inc."; b) changing and extending its powers c) increasing its capital stock from \$100,000 to \$350,000: the additional capital stock being divided into 2,000 common shares of \$10 and into 23,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10890-54)

Beauce Trading Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: April second, 1954, to the company "Beauce Heel Company Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 18, 1945, a) changing its name into that of "Beauce Trading Company"; b) reducing the number of its Directors from seven (7) to three (3); c) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10770-54)

Beaulieu Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March 1954, to the company "Beaulieu Incorporated", increasing its capital: the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10580-54)

Blue Bonnets Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: eighteenth day of March, 1954, to the company "Blue Bonnet Automobile Ltd.", increasing its

augmentant son capital de \$40,000 à \$520,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10721-54)

Chateau Huntingdon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1954, à la compagnie "Chateau Huntingdon Inc.", réduisant son capital de \$500,000 à \$25,000: le capital-actions annulé étant divisé en 2,250 actions communes de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 43855-53)

Diamond Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier avril 1954, à la compagnie "Diamond Investment Corporation", modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10512-54)

Fortin Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1954, changeant le nom de la compagnie "Fortin & Audy Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 août 1949, en celui de "Fortin Lumber Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10645-54)

Fred Iddon Construction Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1954, changeant le nom de la compagnie "Iddon & Corneil Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 février 1946, en celui de "Fred Iddon Construction Co. Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

capital stock from \$40,000 to \$250,000: the additional capital stock being divided into 4800 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10721-54)

Chateau Huntingdon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, "Chateau Huntingdon Inc.", decreasing its capital stock of \$500,000 to \$25,000: the cancelled share capital being divided into 2,250 common shares of \$100 each, and 2,500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 43855-53)

Diamond Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1954, to the Company "Diamond Investment Corporation", modifying its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10521-54)

Fortin Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of March, 1954, changing the name of the company "Fortin & Audy Inc.", incorporated by virtue of the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 24, 1949, into that of "Fortin Lumber Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10645-54)

Fred Iddon Construction Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: the twenty-ninth day of March, 1954, changing the name of the company "Iddon & Corneil Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 18, 1946, into that of "Fred Iddon Construction Co. Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10616-54)

**Les Services Funéraires de
Québec Inc.
Quebec Funeral Services Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente mars 1954, à la compagnie "Adéard et Gustave Lépine, Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 avril 1953, 1° changeant son nom en celui de "Les Services Funéraires de Québec Inc.—Quebec Funeral Services Inc."; 2° modifiant certaines dispositions desdites lettres patentes originaires de la compagnie; 3° créant et émettant 200 actions de \$100 chacune du capital-actions de la compagnie sous forme de 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 41055-53)

**Québec Sporting Goods, Limited
Quebec Sportif, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1954, à la compagnie "Quebec Sporting Goods, Limited"—"Quebec Sportif, Limitée", augmentant son capital de \$40,000 à \$65,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10704-54)

Railway Exchange Building Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux avril 1954, confirmant un compromis ou arrangement daté du 15 novembre 1953, intervenu entre la compagnie "Railway Exchange Building Company" et ses actionnaires privilégiés et ordinaires. En vertu de ce compromis ou arrangement, approuvé par lesdits actionnaires le 24 février 1954, et sanctionné le 11 mars 1954 par l'honorable Juge André Montpetit, l'un des juges de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district judiciaire de Montréal, des dispositions des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires antérieures de ladite compagnie, relative aux privilèges et restriction attachés à ses actions privilégiées, sont modifiées.

Daté du bureau du secrétaire de la province le dix avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
27025-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10724-54)

Roger Girard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10616-54)

**Les Services Funéraires de
Québec Inc.
Quebec Funeral Services Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued, bearing date the thirtieth day of March 1954, to the Company "Adéard et Gustave Lépine, Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 30, 1953, 1° changing its name to that of "Les Services Funéraires de Québec Inc.—Quebec Funeral Services Inc."; 2° modifying certain provisions of the said Company's original letters patent; 3° creating and issuing 200 shares of \$100 each of the share capital of the company, under the form of 200 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 41055-53)

**Québec Sporting Goods, Limited
Quebec Sportif, Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-ninth, 1954, to the Company "Quebec Sporting Goods, Limited"—"Quebec Sportif Limitée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$65,000: the additional capital stock being divided into 250 preferred stock of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10704-54)

Railway Exchange Building Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April second 1954, confirming a compromise or arrangement dated November 15, 1953, concluded between the company "Railway Exchange Building Company", and its shareholders of preference and common shares. In accordance with said compromise or arrangement, approved by the said shareholders, on February 24, 1954, and sanctioned on March 11, 1954, by the Honourable Judge André Montpetit, one of the judges of the Superior Court sitting in and for the judicial district of Montréal, the provisions of former letters patent and supplementary letters patent of the said company, concerning the privileges and limitations attached to the company's preferred shares, are thereby modified.

Dated at the office of the Provincial Secretary the tenth day of April 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37025 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10714-54)

Roger Girard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mars 1954, changeant le nom de la compagnie "Girard & Caya Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 novembre 1953, en celui de "Roger Girard Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10838-54)

Simard & Frères Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq mars 1954, à la compagnie "Simco Industries Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 15 avril 1939, sous le nom originaire de "Simard & Frère Co. Ltée", et par lettres patentes supplémentaires, en date du 9 mars 1951, changeant, *inter alia*, ledit nom originaire en celui de "Simard & Frères, Cie Ltée", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 21 mai 1953, changeant ce dernier nom en celui de "Simco Industries Inc.", changeant de nouveau le nom de ladite compagnie en celui de "Simard & Frères Cie Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 25 mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10789-54)

United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1954, à la compagnie "United Auto Parts (Victoriaville) Ltd", a) réduisant son capital-actions de \$20,000 à \$5,000, par l'annulation de 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune; b) augmentant son capital de \$5,000 à \$45,000: le capital additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10802-54)

Vipond Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux avril 1954, à la compagnie "Vipond Coal Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du trente et un janvier 1947, a) changeant son nom en celui de "Vipond Ltd."; b) changeant et étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: the twenty-sixth day of March, 1954, changing the name of the company "Girard & Caya Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 4, 1953, into that of "Roger Girard Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.B. 10838-54)

Simard & Frères Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March 1954, to the company "Simco Industries Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by Letters Patent dated April 15, 1939, under the original name of "Simard & Frère Co. Ltée", and by Supplementary letters patent, dated March 9, 1951, changing, *inter alia*, the said original name to that of "Simard & Frères, Cie Ltée", and by additional supplementary letters patent dated May 21, 1953, changing again the name of the said company to that of "Simard & Frères Cie Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, the 25th day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10789-54)

United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March 1954, to the company "United Auto Parts (Victoriaville) Ltd", a) decreasing its share capital of \$20,000 to \$5,000, by the cancellation of 1,500 preferred shares of \$10 each; b) increasing the company's capital of \$5,000 to \$45,000: the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10802-54)

Vipond Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April 1954, to the company "Vipond Coal Company Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated the thirty-first day of January 1947, a) changing its name to that of "Vipond Ltd."; b) changing and extending the company's powers.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10771-54)

W. H. Currie Express and Storage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier avril 1954, changeant le nom de la compagnie "Trans-Canada Movers and Storage Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 juin 1953, en celui de "W. H. Currie Expresse and Storage Ltd."

Daté du bureau du Procureur général le premier avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10771-54)

W. H. Currie Express and Storage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1954, changing the name of the company "Trans-Canada Movers and Storage Ltd.", incorporating under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 29, 1953, to that of "W.H. Currie Express and Storage Ltd."

Dated at the office of the Attorney General the first day of April 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

(P.G. 10476-54)

Wood Preservation Industries Limited
Les Industries de Préservation du Bois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq avril 1954, à la compagnie "Wood Preservation Industries Limited—Industries de Préservation du Bois Limitée", tendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le cinq avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

37025-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 10476-54)

Wood Preservation Industries Limited
Les Industries de Préservation du Bois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: April fifth 1954, to the company "Wood Preservation Industries Limited—Les Industries de Préservation du Bois Limitée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1954.

L. DÉSILETS,

37025

Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 390

Québec, le 14 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs de Québec Inc., Section du Commerce et de l'Industrie du Bois Ouvré;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés du Bois Ouvré de Québec inc.;
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 avril 1953;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 390

Quebec, April 14, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the wood working industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs de Québec Inc., Section du Commerce et de l'Industrie du Bois ouvré";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés du Bois ouvré de Québec Inc.",
for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 4, 1953;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the industry and trades concerned,

métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 avril 1953.

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du présent décret les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "menuisier d'atelier", classe "A" désigne tout salarié qui de par ses propres connaissances peut exécuter ou exécuter tout travail de menuiserie suivant plans et réduits.

b) Le terme "menuisier d'atelier à l'établi" désigne tout salarié qui, au moyen d'outils, prépare le bois, fait l'assemblage des pièces de bois et exécute des travaux en bois aux fins de la fabrication et de réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiserie, étagères, bancs, comptoirs, etc.

c) Le terme "menuisier d'atelier sur machine" désigne tout salarié qui, au moyen de machines, prépare et assemble les pièces de bois nécessaires à la fabrication et à la réparation d'accessoires en bois, destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiserie, étagères, bancs, comptoirs, etc.

d) Le terme "préposé aux machines" désigne tout salarié qui fait la mise en place des pièces de bois sur les machines et sur les bancs de scies, afin d'exécuter les opérations nécessaires à la préparation desdites pièces de bois.

e) Le mot "machiniste" désigne tout salarié préposé à l'ajustement, à l'entretien et à la réparation des machines, à l'entretien et à la réparation de l'outillage, à la fabrication et à l'affilage des couteaux de machines et au limage des scies.

f) Le terme "mécanicien de machines fixes" désigne les mécaniciens et chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou au fonctionnement de celle-ci, au sens du paragraphe 5 de l'article 2, de la Loi des mécaniciens de machines fixes (chapitre 178, S.R.Q., 1941 et amendements).

g) Le mot "manœuvre ou journalier" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de livrer aux clients, le bois de construction, tous genres de moulures ou garnitures, de même que portes, châssis et accessoires en bois.

i) Le mot "receveur" désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de recevoir et de prendre en note toutes marchandises reçues telles que bois de construction, portes, châssis, etc.

II. *Juridiction professionnelle*: La juridiction professionnelle du présent décret comprend tous les travaux de menuiserie mobile, de préparation et d'assemblage de pièces de bois au moyen d'outils et de machines, pour la fabrication et la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, employés

and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 4, 1953.

I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the significance hereafter given to them:

a) The words "shop joiner, class 'A'" mean any employee who is competent to perform or carry out any joining operation according to plans and specifications.

b) The words "bench joiner in the shop" mean any employee who, by means of tools, prepares wood, assembles pieces of wood and does woodwork for purposes of making or repairing wooden accessories, intended for buildings of every description, such as doors, sashes, window and door frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscoting or panelling, shelves, benches, counters, etc.

c) The words "machine joiner in the shop" mean any employee who, by means of machines, prepares and assembles pieces of wood necessary to make and repair wooden accessories intended for buildings of every description, such as doors, sashes, door and window frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscoting, panelling, shelves, benches, counters, etc.

d) The words "machine operator" mean any employee who places the pieces of wood on the machines and saw-beds in order to perform the operations required to prepare the said pieces of wood.

e) The word "machinist" means any employee whose work consists in adjusting and repairing machines and keeping same in repair, keeping the equipment in good order and repairing same, making and sharpening machine irons, and filing saws.

f) The words "stationary enginemen" mean enginemen and firemen in charge of the supervising or operating of a power plant, in pursuance of subsection 5 of section 2 of the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178 and amendments).

g) The words "common labourer" mean any employee who performs unqualified labour and helper's work.

h) The word "shipper" means any employee who habitually delivers to customers lumber and all kinds of mouldings or trimmings, as well as doors frames and wooden accessories.

i) The words "receiving clerk" mean any employee whose work is generally concerned with the reception and checking of goods such as lumber, doors, frames, etc.

II. *Professional jurisdiction*: The professional jurisdiction of the decree includes all operations of movable joinery, the preparing and assembling of pieces of wood, by means of tools and machines, for the fabrication and repairing of wooden accessories intended for buildings of every description, including the operations of skilled and unskilled employees committed to

au transport, à la réception, à la livraison et à la manutention des pièces de bois de construction, de même que toute industrie ou commerce se livrant à la préparation et à la vente de bois de construction.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la préparation du bois en transit.

III. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Québec et les municipalités des comtés de Québec, Montmorency et Lévis dont les noms sont indiqués ci-après.

Aux fins d'application du décret, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les cités de Québec, Sillery et Giffard, les villes de Québec-Ouest, Beauport et Charlesbourg, les municipalités d'Orsainville, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Sainte-Monique-des-Saules, Notre-Dame-des-anges, la Petite-Rivière, Saint-Michel-Archange, Villeneuve, Beauport-Ouest et la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus.

Zone II: Les cités de Lévis et de Lauzon, les villes de Château-d'Eau, Sainte-Foy, Loretteville, Courville, Montmorency et Val Saint-Michel, les municipalités de Saint-Romuald d'Etchemin, Saint-Télesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis de Pintendre, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Saint-Félix du Cap-Rouge, l'Ancienne Lorette, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, Saint-Gérard-Majella, Saint-Gabriel-Ouest, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Émile, Lac Saint-Charles, Notre-Dame des Laurentides, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, Saint-Jean-de-Boischatel et l'Ange-Gardien.

IV. Taux de salaires: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacune des catégories ci-contre:

Catégories:	Salaires horaires Zones	
	I	II
Contremaître d'atelier de menuiserie.....	\$1.30	\$1.25
Menuisier d'atelier classe "A".....	1.20	1.15
Menuisier d'atelier à l'établi.....	1.15	1.10
Menuisier d'atelier sur machines.....	1.10	1.05
Menuisier d'atelier, compagnon jr 1 an.....	1.03	0.98
Mécanicien de machines fixes, maximum 72 heures par se- maine.....	1.00	0.95
Machiniste.....	1.10	1.05
Contremaître de moulin à pré- parer le bois.....	1.10	1.05
Préposé aux machines, premier semestre.....	1.00	0.95
Préposé aux machines, après le premier semestre.....	1.05	1.00
Aide préposé aux machines (moins de 19 ans).....	0.80	0.75
Aide préposé aux machines (19 ans et plus).....	1.00	0.95
Contremaître de cour à bois.....	1.10	1.05
Manœuvre ou journalier.....	1.00	0.95
Expéditeur et receveur.....	1.05	1.00
Conducteur de tracteur.....	1.00	0.95
Camionneur et charretier.....	1.00	0.95
Gardienn: nuit, jour, dimanche, ou fête, maximum 72 heures par semaine.....	0.80	0.75
Gardienn employé également com- me chauffeur et possédant un certificat de 4e classe.....	0.85	0.80

Les salariés présentement employés dans les établissements assujettis au décret qui bénéfi-

the transportation, receiving, delivery, and handling of lumber, as well as any industry or trade in connection with the preparation and sale of lumber. However, the decree does not apply to the preparation of wood in transit.

III. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree comprises the City of Quebec and the municipalities of the counties of Quebec and Lévis hereafter mentioned.

For the purposes of enforcement of the decree, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The cities of Quebec, Sillery and Giffard, the towns of Quebec-West, Beauport and Charlesbourg, the municipalities of Orsainville, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Sainte-Monique-des-Saules, Notre-Dame-des-anges, Petite-Rivière, Saint-Michel-Archange, Villeneuve, Beauport-Ouest and the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus.

Zone II: The cities of Lévis and Lauzon, the towns of Château-d'Eau, Sainte-Foy, Loretteville, Courville, Montmorency and Val Saint-Michel, the municipalities of Saint-Romuald d'Etchemin, St. Telesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis de Pintendre, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, L'Ancienne Lorette, Notre-Dame de Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, Saint-Gérard Majella, Saint-Gabriel-West, Saint-Gabriel-de-Valcartier, St-Émile, Lake St-Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Saint-Jean de Boischatel, l'Ange-Gardien and Ste-Thérèse de Lisieux.

IV. Wage rate: a) The following minimum wage rates shall be paid for each one of the following trades:

Categories:	Hourly rates Zones	
	I	II
Joining shop foreman.....	\$1.30	\$1.25
Shop joiner, class "A".....	1.20	1.15
Bench joiner in the shop.....	1.15	1.10
Machine joiner in the shop.....	1.10	1.05
Shop joiner, junior journeyman, one year.....	1.03	0.98
Stationary enginemen, maximum of 72 hours per week.....	1.00	0.95
Machinist.....	1.10	1.05
Woodworking mill foreman.....	1.10	1.05
Machine operators: 1st six months (6).....	1.00	0.95
after the 1st six months.....	1.05	1.00
Machine operator's helper: under 19 year of age.....	0.80	0.75
19 years of age or older.....	1.00	0.95
Lumber yard foreman.....	1.10	1.05
Labourer, common worker.....	1.00	0.95
Shipper and receiving clerk.....	1.05	1.00
Tractor operator.....	1.00	0.95
Truck driver and carter.....	1.00	0.95
Watchman, night, day, Sunday or holidays, maximum of 72 hours per week.....	0.80	0.75
Watchman also employed as fire- man and holding a 4th class certificate.....	0.85	0.80

Employees actually employed by establish-ments governed by the decree who receive wages

cient d'un salaire supérieur aux taux déterminés dans le présent décret ne doivent pas subir de rabais.

Le menuisier travaillant alternativement à l'établi et sur les machines doit recevoir le salaire le plus élevé de ces deux catégories de même que le menuisier qualifié pour travail à l'établi, s'il est employé constamment sur les machines.

V. *Durée du travail*: La durée maximum de travail est de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et cinq (5) heures le samedi, entre 7.00 a.m. et 12.30 p.m., le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine.

VI. *Temps supplémentaire*: Pour tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées à l'article précédent, les salariés doivent être payé au taux de salaire et demi.

VII. *Jours chômés*: Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint avant-midi, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté en ces jours doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier.

Après un an de service continu pour le même employeur, tout salarié doit recevoir une rémunération équivalente à une journée de salaire au taux régulier pour les jours de la Saint-Jean-Baptiste et de la Fête du Travail.

VIII. *Paiement des salaires*: Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine en argent ayant cours légal et de préférence le vendredi.

IX. *Nombre d'apprentis*: Pour les fins d'application du décret, le nombre d'apprentis dans les deux (2) zones doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

Menuisier d'atelier à l'établi et menuisier d'atelier sur machines: un (1) apprenti par quatre (4) compagnons;

Machiniste: un (1) apprenti par atelier assujéti au décret.

X. *Taux de salaire des apprentis*: Les taux de salaires minima des apprentis menuisiers d'atelier à l'établi, menuisiers d'atelier sur machines et machinistes sont les suivants:

	<i>Salaires horaires Zones I et II</i>
1ère année.....	\$0.50
2ème année.....	0.65
3ème année.....	0.80

XI. *Congé annuel payé*: Un congé annuel payé d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié, conformément aux dispositions de l'Ordonnance numéro 3 et ses amendements, de la Commission du Salaire Minimum de Québec.

Le congé annuel payé d'une semaine doit être accordé entre le 1er mai et le 1er octobre de chaque année. Cependant, par entente mutuelle les parties peuvent répartir la période des vacances d'une manière qui sera jugée plus accommodante et plus satisfaisante pour les intéressés.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congés annuels, les absences autorisées, si le salarié n'a pas occupé pendant ces journées un emploi rémunéré.

higher than those determined herein scale shall continue to receive such higher wages.

Joiners alternately doing bench work and machine work shall be paid the higher rate of these two categories and the same shall hold true in respect of bench joiners doing machine work continually.

V. *Duration of labour*: a) The maximum duration of work shall be one of nine (9) hours per day distributed between 7.00 am. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and five (5) hours on Saturday, between 7.00 a.m. and 12.30 p.m., constituting a maximum weekly duration of fifty (50) hours.

VI. *Overtime*: For work performed outside the regular hours mentioned in the foregoing section, the employees shall be paid time and one half.

VII. *Days kept as holidays*: a) No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday morning, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. John the Baptist Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on those days shall be paid double time based on the regular wage rates.

After one year of continuous service for the same employer, every employee shall receive a remuneration equal to one day's pay at regular rates for St. John the Baptist and Labour Day.

VIII. *Payment of wages*: Wages shall be paid regularly and entirely each week, in legal currency and, preferably, on Friday.

IX. *Number of apprentices*: For the purposes of enforcement of the decree, the number of apprentices in both zones shall be the following for each one of the following trades:

Bench joiners and machine joiners in the shop: one (1) apprentice to four (4) journeymen.

Machinist: One (1) apprentice per shop governed by the decree.

X. *Wage rates of apprentices*: The minimum wage rates of apprentices (machinists, bench and machine joiners in the shop) are as follows:

	<i>Hourly rates Zones I and II</i>
1st year.....	\$0.50
2nd year.....	0.65
3rd year.....	0.80

XI. *Annual vacation with pay*: One week's vacation with pay shall be granted by the employer to the employee in pursuance of the provisions of Ordinance No. 3, as amended, of the Minimum Wage Commission.

The vacation of one week with pay shall be given between May 1st and October 1st of each year. However, by mutual agreement, the parties may distribute the vacation period in a way deemed more convenient and satisfactory.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

XII. Observance du décret: L'observance du présent décret sera surveillée et assurée par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec qui a donné son consentement à cette fin.

XIII. Durée du décret: Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er mai 1955. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er mai de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
37052-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 391

Québec, 14 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec,

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 141 du 8 février 1951, amendé par les arrêtés numéros 68-G et 1336-D des 31 janvier et 23 décembre 1952, 374-A et 861-C des 26 mars et 23 juillet 1953 et prolongé par les arrêtés numéros 1378 du 23 décembre 1953 et 324 du 1er avril 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête le priant de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil des modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 décembre 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 141, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa 3° du paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

"3° La proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons s'applique de la façon prévue par le présent décret."

2° L'article V est radié et remplacé par le suivant:

"V. Taux de salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) Travail de jour:	L'heure
Classe "A"	
Typographe, opérateur de claviers et fondeuses, électrotypeur.....	\$1.625
Finisseur-doreur en reliure.....	1.625
Clicheur.....	1.61
Pressier.....	1.60
Relieur.....	1.56
Photographeur et opérateur de caméra....	1.56
Aide: 1ère année.....	0.60
2ème année.....	0.64

XII. Carrying out of the decree: The administration of the decree shall be supervised and insured by the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec which assented thereto.

XIII. Duration of the decree: The present decree comes into force from the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until May 1, 1955.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within that period extending from the 60th to the 30th day prior to May 1st of each year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

C. LARICHELIERE,
37052-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 391

Quebec, April 14, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing industry in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 141 of February 8, 1951, and amended by Orders-in-Council Nos. 68-G and 1336-D of January 31 and December 23, 1952, 374-A and 861-C of March 26 and July 23, 1953, and extended by Orders-in-Council Nos. 1378 of December 23, 1953 and 324 of April 1, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 19, 1953;

WHEREAS the objection set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, No. 141, be amended as follows:

1. Paragraph 3 of subsection "b" of section II is replaced by the following:

"3. The ratio of the number of apprentices with respect to that of journeyman shall be as determined in the present decree."

2. Section V is deleted and the following substituted therefor:

"V. Minimum wage rates: The minimum wage rates shall be as follows:

a) Day shift:	Per hour
Class "A"	
Typographer, keyboard and caster operator and electrotypeur.....	\$1.625
Bookbinding finisher-gilder.....	1.625
Steretyper.....	1.61
Pressman.....	1.60
Bookbinder.....	1.56
Photo-engraver and camera operator....	1.56
Helper: 1st year.....	0.60
2nd year.....	0.64

Classe "B"

Typographe, opérateur de clavier et fondeuses.....	\$1.595
Finisseur-doreur en reliure.....	1.595
Pressier à l'aniline (sacs en papier).....	1.60
Clicheur.....	1.59
Pressier.....	1.58
Relieur.....	1.55
Aide: 1ère année.....	0.60
2ème année.....	0.64

Classe "C":

Typographe, opérateur de clavier et fondeuses.....	1.555
Finisseur-doreur en reliure.....	1.555
Clicheur.....	1.55
Pressier.....	1.54
Relieur.....	1.52
Aide: 1ère année.....	0.60
2ème année.....	0.64

Classe "D":

Typographe.....	\$1.37
Pressier sur plateau.....	1.37

Classe "E":

Relieur.....	1.50
Finisseur-doreur en reliure.....	1.515

b) *Travail de nuit:* Tous les compagnons travaillant sur l'équipe de nuit doivent recevoir cinq dollars (\$5.00) de plus par semaine que le salaire régulier des salariés travaillant le jour.

c) *Contremaîtres:* Les salaires des contremaîtres, selon la branche du métier dans laquelle ils sont classifiés, doivent être d'au moins \$5.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans la classe "a", de \$4.00 dans les classes "B" et "C" et de \$3.00 dans les autres classes, et lesdits contremaîtres sont soumis aux mêmes heures et aux mêmes conditions que les compagnons.

d) *Apprentis:* Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants basés sur leur certificat de qualification.

	<i>Par semaine</i>		
	<i>Classes</i>		
	"A"	"B""C"	"D""E"
1ère année.....	\$21.00	\$19.50	\$19.50
2ème année.....	26.00	24.50	23.50
3ème année.....	30.50	29.00	27.00
4ème année.....	34.50	33.00	31.00
5ème année: 1er semestre.....	40.50	39.00	36.00
5ème année: 2ème semestre.....	47.00	46.00	42.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

e) Les aides sur fondeuses doivent recevoir le salaire prévu pour les apprentis jusqu'à concurrence de la quatrième année inclusivement. Après quatre (4) années de service, ils doivent recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) par année jusqu'à ce qu'il atteignent le salaire de compagnon; cette augmentation de dix pour cent (10%) doit être ajoutée au salaire hebdomadaire du salarié. Il n'est pas permis d'employer un aide-fondeur avant d'avoir au moins un (1) compagnon opérateur de fondeuse (casterman) au travail. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne doit pas être réduit par le nombre d'aides sur fondeuses.

f) *Travail de nuit des apprentis:* Les apprentis travaillant de nuit doivent recevoir trois (\$3.00) dollars de plus par semaine que le salaire régulier des apprentis travaillant de jour.

g) La main d'œuvre féminine du département de la reliure doit recevoir le salaire suivant:

	<i>Par semaine</i>
1ère année, 1er semestre.....	\$18.50
2ème semestre.....	19.50
2ème année, 1er semestre.....	22.00
2ème semestre.....	23.00

Class "B":

Typographer, keyboard and caster operator.....	1.595
Bookbinding finisher-gilder.....	1.595
Aniline press (paper bags).....	1.60
Stereotyper.....	1.59
Pressman.....	1.58
Bookbinder.....	1.55
Helper: 1st year.....	0.60
2nd year.....	0.64

Class "C":

Typographer, keyboard and caster operator.....	1.555
Bookbinding finisher-gilder.....	1.555
Stereotyper.....	1.55
Pressman.....	1.54
Bookbinder.....	1.52
Helper: 1st year.....	0.60
2nd year.....	0.64

Class "D":

Typographer.....	1.37
Pressman on platen press.....	1.37

Class "E":

Bookbinder.....	1.50
Bookbinding finisher-gilder.....	1.515

b) *Night shift:* Journeyman on night shifts shall receive \$5.00 more per week than the regular rates established for day workers.

c) *Foremen:* Wages of foremen, according to their particular trade, shall be at least five (\$5.00) dollars more per week than those of journeymen in class "A", four (\$4.00) in classes "B" and "C", and three (\$3.00) dollars in the other classes, and said foremen are subject to the same hours and working conditions as those of journeymen.

d) *Apprentices:* Apprentices shall receive the following minimum wages, based on their competency card:

	<i>Per week</i>		
	<i>Classes</i>		
	"A"	"B""C"	"D""E"
1st year.....	\$21.00	\$19.50	\$19.50
2nd year.....	26.00	24.50	23.50
3rd year.....	30.50	29.00	27.00
4th year.....	34.50	33.00	31.00
5th year:			
first six months....	40.50	39.00	36.00
5th year:			
second six months....	47.00	46.00	42.00

These wages are payable on an hourly basis.

e) Castermen's helpers shall receive the wages stipulated for apprentices up to the rate fixed for the fourth year inclusive. After four (4) years, their wages shall be increased by ten per cent (10%) every year until they attain the journeymen's rate. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the employee. No casterman's helper may be employed unless a minimum of one (1) journeyman casterman is working. The number of apprentices in other departments shall not be affected by the number of castermen's helpers.

f) *Night work of apprentice:* Apprentices doing night work shall receive three (\$3.00) dollars more per week than the regular wage rate of apprentices doing day work.

g) Bookbinding department female employees shall receive:

	<i>per week</i>
1st year, first six months.....	\$18.50
second six months.....	19.50
2nd year, first six months.....	22.00
second six months.....	23.00

3ème année, 1er semestre	24.00	3rd year, first six months	24.00
2ème semestre	28.00	second six months	28.00
4ème année, 1er semestre	30.00	4th year, first six months	30.00
2ème semestre	32.00	second six months	32.00

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

The above wages are payable on an hourly basis.

h) 1.— Dans les comtés de Lévis et Lotbinière, bien que faisant partie du district judiciaire de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois, être réduite de trois pour cent (3%).

h) 1. In Lévis and Lotbinière counties, although included in the judicial district of Québec, the wage scale may be reduced by three per cent (3%).

2. Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois, être réduite de dix pour cent (10%).

2. In judicial districts other than that of Québec, the wage scale may be reduced by ten per cent (10%).

3° Le paragraphe "d" de l'article VI est remplacé par le suivant:

3. Subsection "d" of section VI is replaced by the following:

"d) Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (anniversaire de la Confédération), et la fête du Travail."

"d) Double time shall be paid for all time worked on Sunday, St. Jean Baptist Day, July 1st, (Confederation anniversary) and Labour Day."

4° L'article VII est abrogé et remplacé par le suivant:

4. Section VII is deleted and the following substituted therefor:

"VII. *Congés payés*: a) *Compagnons*: Après un an de services continus pour le même employeur, au trente (30) avril de chaque année, tous les compagnons ainsi que les apprentis régis par la clause des 10% (paragraphe "f" de l'article IX) ont droit à deux (2) semaines de vacances payées et calculées sur deux (2) semaines régulières de travail établies par le décret au moment de la prise de leur congé ou de leur départ. Une durée minimum de sept (7) jours consécutifs doit constituer une partie de ces vacances, le choix des jours de l'autre partie étant laissé à la discrétion de l'employeur.

"VII. *Vacation with pay*:

a) *Journeyman*: After one year of continuous service for the same employer ending April 30th of each year, all journeymen as well as apprentices subject to the 10% clause (subsection f) of section IX) are entitled to two (2) weeks of vacation with pay computed on two (2) standard work weeks, as established by the decree at the time of vacation or departure. A minimum duration of seven (7) consecutive days shall constitute a part of such vacation; the days of the other part will be selected by the employer.

Dans le cas où, au trente (30) avril de chaque année, un compagnon ou un apprenti régit par la clause des 10% n'a pas un an de services continus pour son employeur, ce dernier doit lui accorder autant de jours de congés qu'il a de mois (30 jours de calendrier) à son service et lui verser en argent autant de douzièmes de salaire basé sur deux (2) semaines régulières de travail établies par le décret au moment de la prise de son congé ou de son départ, qu'il a de mois (30) jours de calendrier) de service à son emploi. S'il y a matière, une durée minimum de sept (7) jours consécutifs doit constituer une partie de ces vacances, le choix des jours de l'autre partie étant laissé à la discrétion de l'employeur.

In the event of a journeyman or an apprentice subject to the 10% clause not having completed one year of continuous service for his employer on April 30th, the employer shall give him as many days of vacation as he has months (30 calendar days) of service, and pay him as many twelfths of his wages (based on two (2) standard work weeks, as established by the decree at the time of vacation or departure) as he has months (30 calendar days) of service in his employ. If sufficient in number, a minimum of seven (7) consecutive days shall constitute a part of the vacation; the days of the other part will be selected by the employer.

b) *Apprentis, main-d'œuvre féminine du département de reliure et aides*: Après un an de services continus pour le même employeur au trente (30) avril de chaque année, les apprentis, la main-d'œuvre féminine du département de reliure de toutes qualifications (ou compétence) et les aides ont droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours et calculé sur le salaire d'une semaine régulière de travail établie par le décret au moment de la prise de leur congé ou de leur départ.

b) *Apprentices, bookbinding department female employees and helpers*: After one year of continuous service for the same employer ending April 30th of each year, apprentices, bookbinding female employees of any qualification (or competency) and helpers are entitled to an annual vacation with pay of at least seven (7) days; the pay shall be computed on the wages of a standard work week, as established by the decree at the time of vacation or departure.

Dans le cas où, au trente (30) avril de chaque année, un salarié tel que défini à l'alinéa précédent n'a pas un an de services continus pour son employeur, ce dernier doit lui accorder un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois (30 jours de calendrier) à son service et lui verser en argent autant de douzième de son salaire basé sur une semaine régulière de travail établie par le décret au moment de la prise de son congé ou de son départ, qu'il a de mois (30) jours de calendrier) de service à son emploi.

In the event of an employee, as defined in the foregoing paragraph, not having completed one year of continuous service for his employer on April 30th, the employer shall give him as many half-days of vacation as he has months (30 calendar days) of service, and pay him as many twelfths of his wages (based on one standard work week, as established by the decree at the time of vacation or departure) as he has months (30 calendar days) of service in his employ.

c) *Service continu*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

c) *Continuous service*: The duration of continuous service shall be the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

Ne saurait notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées et le salarié n'a pas occupé pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

d) *Période de services continus donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel payé, la période de services continus pour son employeur donnant droit à tel congé, s'établit au premier (1er) mai d'une année au trente (30) avril de l'année subséquente.

e) *Echéance de la rémunération*: Avant le départ du salarié visé par les paragraphes "a" et "b" du présent article, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

f) *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année.

g) *Fixation de la période de congé*: Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé. Toutefois, lorsqu'il y a une entente intervenue entre l'employeur et ses salariés cette entente doit être maintenue.

h) *Congé obligatoire*: Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice tout congé annuel payé prescrit par le décret, sauf dans le cas du départ d'un salarié pour cause de résiliation de contrat où une remise immédiate en argent doit être versée par l'employeur audit salarié.

5° Le paragraphe "a" de l'article VIII est modifié en ajoutant les mots: "le 1er juillet" après le mot "l'Épiphanie".

6° Le paragraphe "d" de l'article VIII est abrogé.

7° L'expression "filles de reliure" est remplacée par "main-d'œuvre féminine du département de reliure", dans tous les articles du décret où elle apparaît.

8° D'accord avec l'article 8 de la Loi, le présent décret est prolongé jusqu'au 31 décembre 1954 et, en conséquence, son article XVII est remplacé par le suivant:

"XVII. *Durée du décret*: Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1954 inclusivement.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre de l'année 1954 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

9° Le nouvel article XVIII suivant est ajouté: "XVIII. *Section des Imprimeries de Journaux hebdomadaires*.

Nonobstant toute autre disposition du présent décret et de ses amendements, sauf celles concernant la juridiction professionnelle, les définitions et la durée, les conditions suivantes gouvernent et régissent les imprimeries de journaux hebdomadaires en activité à la date du 1er avril 1954, dans toute la juridiction territoriale décrite à son article II, sauf la cité de Québec.

1° *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures réparties sur cinq jours.

b) Elle se répartit en périodes quotidiennes n'excédant pas dix (10) heures chacune, entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. pour les équipes de jour et entre 6.00 p.m. et 7.00 a.m. pour les équipes de nuit.

The duration of continuous service should not be considered as being interrupted especially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences if, during these days, the employee has not done remunerated work.

"d) *Period of continuous service which gives right to vacation*: The period of continuous service for an employer which entitles an employee to an annual vacation with pay extends from May 1st of one year to April 30 of the following year.

e) *Payment of vacation remuneration*. The employees referred to in subsections "a" and "b" hereof shall be given their vacation pay by their employer before they leave for said vacation.

f) *Period of vacation*. Every vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired, i.e. May 1st of each year.

g) *Fixing of date of vacation*: The employee has the right to know the date of his vacation at least fifteen days in advance. However, in the event of an agreement between the employer and his employees to that effect, such agreement shall be maintained."

h) *Compulsory vacation*: No employer may replace by a compensation indemnity any annual vacation with pay provided for under the decree, except in the case of departure of an employee as a result of cancellation of the labour contract, in which case an immediate cash payment shall be made by the employer to the said employee."

5. Subsection "a" of section VIII is amended by adding the words: July 1st after the words "Epiphany Day".

6. Subsection "d" of section VIII is deleted.

7. The term "Bookbinding female employees" is replaced by the term "bookbinding department female employees" in every section of this decree where the said term appears.

8. Pursuant to section 8 of the Act, the present decree is extended until December 31, 1954, and, consequently, its section XVII is replaced by the following:

"XVII. *Duration of the decree*: The present decree, as amended, remains in effect until December 31, 1954, inclusive.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to December 31, 1954 or prior to the expiration of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

9. The following new section XVIII is added:

XVIII. *Provisions applying to weekly newspapers printing departments*. Notwithstanding any other provisions of the present decree, as amended, excepting those concerning the professional jurisdiction, the definitions and the duration, the following conditions shall apply and extend to the printing departments of weekly newspapers operating on April 1st, 1954, in the entire territorial jurisdiction described in section II, with the exception of the city of Québec.

1. *Duration of work*: a) The standard work week shall consist of forty-four (44) hours distributed over five days.

b) It is divided into daily periods not exceeding ten (10) hours each, between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. for day shifts, and between 6.00 p.m. and 7.00 a.m. for night shifts.

2° *Travail supplémentaire*: a) Tout travail supplémentaire exécuté en plus de dix (10) heures par jour ou en plus de quarante-quatre (44) heures par semaine doit être payé taux et demi.

b) Le taux doublé doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes mentionnés ci-après comme jours de fêtes payés.

c) Dans le cas où un salarié serait ainsi payé pour du travail exécuté l'un de ces jours de fêtes, il n'aura pas droit à la paye prévue au paragraphe 3 suivant.

3° *Jours de fêtes payés*: a) Les jours de fêtes suivants sont des jours de fêtes payés lorsqu'ils tombent un jour ouvrable:

Le Premier de l'An, l'Épiphanie, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Saint-Jean Baptiste et le jour de Noël.

b) Pour avoir droit de recevoir cette paye, le salarié doit, à moins qu'il ne soit malade ou excusé par l'employeur, travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et celle qui suit le jour où la fête est observée.

c) Lorsqu'un salarié n'a pas travaillé la journée de travail précédant ou suivant la fête parce qu'il a été mis en chômage temporaire ou que l'atelier a été fermé pour une raison quelconque, il doit être payé pour les fêtes énumérées à l'alinéa "a" du présent paragraphe qui surviennent durant ladite période de chômage ou de fermeture, sauf si le salarié a été ainsi mis en chômage ou si l'établissement a été fermé pour plus de trois jours ouvrables avant ou après la fête.

d) Advenant le cas où le Premier de l'An et le jour de Noël tombent le dimanche et que le lendemain soit chômé par ordre de l'employeur, les salariés doivent être payés au taux des heures régulières de travail pour cette journée chômée.

4° *Rappel au travail*: Après avoir quitté l'atelier, tout salarié qui est rappelé pour exécuter un travail, soit durant les heures régulières ou supplémentaires, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins trois (3) heures d'ouvrages calculée sur la base du temps régulier ou du temps supplémentaire hebdomadaire, selon le cas, que l'ouvrier ait travaillé ou non durant ces trois heures.

5° *Nombre d'apprentis*: a) Le nombre maximum d'apprentis alloué à chaque équipe pour chaque département, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire, est le suivant: Pour 1, 2 ou 3 compagnons:

(employés régulièrement)..... 1 apprenti

Pour 4, 5 ou 6 compagnons:

(employés régulièrement)..... 2 apprentis

Pour 7, 8 ou 9 compagnons:

(employés régulièrement)..... 3 apprentis

Pour chaque groupe de trois (3)

compagnons additionnels:

(employés régulièrement)..... 1 apprenti

b) Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel des départements de Composition, Réglage, Coupage, Reliure ou Finition et des presses, lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans l'un ou l'autre des départements ci-haut mentionnés, entre dans sa sixième année d'apprentissage.

c) Les aides sur fondeuses n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis dans le département de la composition

d) Il n'est pas permis d'employer un aide (caster runner) avant d'avoir au travail au moins un compagnon opérateur de fondeuse (casterman) ou un compagnon opérateur de clavier et fondeuse combiné.

2. *Overtime*: a) All overtime worked in excess of ten (10) hours per day or in excess of forty-four (44) hours per week shall be paid time and one half.

b) Double time shall be paid for all time worked on Sunday and holidays hereafter mentioned as holidays with pay.

c) Should an employee be thus paid for time worked on one of those holidays, he is not entitled to the pay provided for under the following subsection 3.

3. *Holidays with pay*: a) The following shall be holidays with pay when they fall on a working day:

New Year's Day, Epiphany, Labour Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day, St. John the Baptist Day and Christmas Day.

b) To be entitled to that remuneration, the employee, unless he is sick or is so authorized by the employer, shall work or be at the disposal of the employer the work day that precedes and the one that follows the day on which the holiday is observed.

c) When an employee has not worked the work day preceding or following the holiday because he has been temporarily laid off or because the shop was closed for some reason, he shall be paid for the holidays enumerated in paragraph "a" of the present subsection that occur in the said layoff or closing period, except when the employee has been laid off or when the establishment has been closed for more than three working days prior to or after the holiday.

d) Should New Year's Day and Christmas Day fall on Sunday and should the following day not be worked by order of the employer, employees shall be paid at the rate of regular hours of work for such day that is not worked.

4. *Call back to work*: After he has left the shop, an employee who is called back to work, whether during the regular or overtime hours, shall receive a remuneration equivalent to at least three (3) hours of work, computed on the basis of regular or weekly overtime rates, as the case may be, whether the employee has actually worked or not during those three hours.

5. *Number of apprentices*: a) The maximum number of apprentices allowed to each shift and for each department, for regular hours as well as for overtime, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen
(employed regularly)

1 apprentice

For 4, 5 or 6 journeymen
(regularly employed)

2 apprentices

For 7, 8 or 9 journeymen
(regularly employed)

3 apprentices

For each group of three (3)
additional journeymen

(regularly employed)

1 apprentice

b) A first-year apprentice may be added to the staff of the composing, ruling, cutting, book-binding of finishing and press departments when an apprentice regularly employed in one of the departments above mentioned begins the sixth year of his apprenticeship.

c) Caster runners shall not be taken into account when determining the number of apprentices in the composing department.

d) No caster runner may be employed unless a minimum of one casterman or one combined keyboard and caster operator is at work.

e) Un aide sur fondeuse ne peut voir au fonctionnement de plus de deux fondeuses.

f) Les augmentations de gages des apprentis deviennent dues à l'expiration de chaque période de six (6) mois.

g) Dans l'atelier de reliure, le nombre d'apprentis ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariés. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme apprentie.

6° *Garantie des taux de salaires antérieurs*: Dans les cas où, antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, un salarié était rémunéré à un taux horaire de gages plus élevé que celui fixé par le présent décret, le taux horaire de gages de tel salarié ne peut pas être réduit tant que le présent décret demeure en vigueur.

7° *Travail à la pièce*: Le travail à la pièce est prohibé.

8° *Travail à l'extérieur*: Il est interdit aux employés réguliers d'un atelier de faire du travail supplémentaire dans un autre atelier, sans la permission de l'employeur régulier du salarié en question.

9° *Paiement des salaires*: Le paiement des salaires se fait hebdomadairement en argent dans tous les établissements assujettis au présent article.

Toute vente ou cession d'intérêts, d'actions ou d'obligations, en paiement du salaire stipulé par le présent article, à un salarié dans une industrie ou un commerce exploité par son employeur, est prohibée et nulle.

10° *Vacances payées*: a) Tout salarié régi par le présent article a droit:

Après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée de cinq (5) jours et en plus à cinq (5) jours additionnels avec paie; le choix de ces derniers jours étant laissé à la discrétion de l'employeur.

S'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois (30 jours) de service continu pour son employeur.

b) *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

c) *Période de services continus donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour son employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente (30) avril de l'année subséquente.

d) *Rémunération*: Le salarié a droit, pour son congé, à une rémunération équivalente:

Au salaire de la semaine régulière de travail établie par le présent article au moment de l'acquisition du droit à son congé (30 avril), s'il a une année de service continu pour le même employeur au trente avril.

Au salaire de la journée régulière de travail établie par le présent article pour chaque jour additionnel de congé:

A autant de douzièmes de son salaire basé sur la semaine régulière de travail établie par le pré-

e) A caster runner shall not attend to more than two casters.

f) Apprentices' wage increases come into effect at the expiration of each six month period.

g) In the bookbinding department, the number of apprentices shall not exceed one third of the total number of employees. Any person having less than thirty-six (36) months' experience is considered as an apprentice.

6. *Previous wages guaranteed*: If an employee was receiving, prior to the date of coming into force of the present decree, an hourly rate of pay higher than the one established by the present decree, such higher hourly rate of pay shall not be reduced so long as the present decree remains in force.

7. *Piece work*: Piece work is prohibited.

8. *Outside work*: No regular employee of an establishment may do overtime work in another establishment unless so authorized by his regular employer.

9. *Payment of wages*: Wages shall be paid weekly, in cash, in all establishments governed by the present section.

Any sale or transfer of shares or bonds in payment of the wages stipulated in the present section to any employee, in an industry or trade operated by his employer, is prohibited and invalid.

10. *Vacation with pay*: a) Every employee governed by the present section is entitled:

After one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of five (5) days and, also, to five (5) additional days with pay, the choice of which to be decided upon by the employer.

If he has less than one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least as many half-days as he has months (30 days) of continuous service for his employer.

b) *Continuous services*. The duration of continuous services shall mean the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

c) *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation*: For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

d) *Remuneration*: For his vacation, the employee is entitled to a remuneration equal to:

The wages for the standard work week, as established under the present section, at the time he acquires the right to his vacation (April 30th), if he has one year of continuous service for the same employer on April 30th;

The wages for a regular work day, as established under the present section, for each additional day of vacation;

As many twelfths of his wages based on the standard work week, as established under the

sent article au moment de l'acquisition du droit à son congé, qu'il a de mois (30 jours) de service continu pour le même employeur; et ce, s'il a moins d'un an d'emploi pour le dit employeur.

Si un jour de fête payée tombe durant le congé annuel d'un salarié celui-ci aura droit à une journée additionnelle de congé payé, à la discrétion de l'employeur quant au choix.

e) *Echéance de la rémunération*: Avant le départ du salarié visé par les alinéas "a" et "b" du présent paragraphe, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

f) *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année.

g) *Fixation de la période de congé*: Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

h) *Congé obligatoire*: Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice tout congé annuel prescrit par le présent article.

i) Si un salarié quitte son emploi avant d'avoir complété une année de service continu, il doit recevoir, pour tenir lieu de vacances, un montant équivalent à une demi-journée de salaire par trente (30) jours de travail.

j) Aucun salarié ne peut travailler dans un autre atelier durant la période de vacances payées qui lui est accordée en vertu de cet article.

11° *Taux de salaire pour le travail de nuit*: Tous les salariés des équipes de nuit doivent être rémunérés au taux de quinze pour cent (15%) de plus que les taux horaires des salariés de l'équipe de jour.

12° *Taux de salaires pour le travail de jour*: A compter du premier mai 1954 les taux de salaires sont les suivants:

<i>a) Atelier de composition:</i>	
Compagnon typographe.....	\$1.42
Compagnon opérateur de clavier.....	1.42
Compagnon opérateur de fondeuse (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier)...	1.42
<i>Aide sur fondeuse:</i>	
1ère année, 1er semestre.....	0.48
2ème semestre.....	0.49
2ème année, 1er semestre.....	0.54
2ème semestre.....	0.55
3ème année, 1er semestre.....	0.69
2ème semestre.....	0.74
<i>b) Atelier d'impression:</i>	
Compagnon pressier.....	1.42
Assistant-pressier.....	1.23
Margeur sur presses.....	1.04
<i>c) Atelier de reliure et de finition:</i>	
Compagnon relieur.....	1.42
Opérateur de machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques).....	1.42
Opérateur de machines.....	1.42
Opérateur sur rogneuses.....	0.97
Main-d'œuvre féminine experte: fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là à des opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin.....	0.74
Margeuse.....	0.74
Opératrice.....	0.74
<i>Apprentie:</i>	
1ère année, 1er semestre.....	0.45

present section, at the time he acquires the right to his vacation, as he has months (30 days) of continuous service for the same employer, if he has less than one year of service for the said employer.

Should a holiday with pay occur during the annual vacation of an employee, such employee shall be entitled to one additional day of vacation with pay, at a date chosen by the employer.

e) *Date of payment of remuneration*: The vacation pay shall be given by the employer to his employee governed by paragraphs "a" and "b" of the present subsection, before the said employee's departure on vacation.

f) *Period during which vacation is to be taken*: Every vacation shall be given within twelve months from the date on which the right to such vacation is acquired, i.e. the 1st of May of every year.

g) *Fixing the date of vacation*: The employee has the right to know the date of his vacation at least fifteen days in advance.

h) *Compulsory vacation*: No employer may replace by a compensating indemnity the annual vacation with pay prescribed by the present section.

i) When an employee leaves his employer before he has completed one year of continuous service, he shall receive, in lieu of vacation, an amount equal to the remuneration for one half day per thirty (30) days of work.

j) No employee may work in another establishment during the period of vacation with pay granted to him under this section.

11. *Rates of wages for night work*: All employees of night shifts shall receive fifteen per cent (15%) more than the hourly rates of employees of the day shift.

12. *Rates of wages for day work*: From May 1st, 1954, wage rates shall be as follows:

<i>a) Composing room:</i>	
Journeyman compositor.....	\$1.42
Journeyman machine keyboard operator..	1.42
Casterman (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator).....	1.42
<i>Caster runner:</i>	
1st year, 1st six months.....	0.48
2nd six months.....	0.49
2nd year, 1st six months.....	0.54
2nd six months.....	0.55
3rd year, 1st six months.....	0.69
2nd six months.....	0.74
<i>b) Press room:</i>	
Journeyman pressman.....	1.42
Assistant pressman.....	1.23
Feeder on presses.....	1.04
<i>c) Bookbinding and finishing department:</i>	
Journeyman bookbinder.....	1.42
Operator on paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives; ruling machines pen and/or disk.....	1.42
Machine operator.....	1.42
Paper trimmer and chopper operator....	0.97
<i>Skilled female employees: Female employee (or male employee when replacing female employee in hand operations of every description considered as women's work).....</i>	
Female feeder.....	0.74
Female operator.....	0.74
<i>Female apprentice:</i>	
1st year, 1st six months.....	0.43

2ème semestre.....	0.49	2nd six months.....	0.49
2ème année, 1er semestre.....	0.56	2nd year, 1st six months.....	0.56
2ème semestre.....	0.62	2nd six months.....	0.62
3ème année, 1er semestre.....	0.66	3rd year, 1st six months.....	0.66
2ème semestre.....	0.69	2nd six months.....	0.69
a) i. <i>Apprenti</i> : (Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition).		d) i. <i>Apprentice</i> (Composing, ruling, cutting, bookbinding and finishing departments):	
1ère année, 1er semestre.....	0.48	1st year, 1st six months.....	0.48
2ème semestre.....	0.49	2nd six months.....	0.49
2ème année, 1er semestre.....	0.54	2nd year, 1st six months.....	0.54
2ème semestre.....	0.55	2nd six months.....	0.55
3ème année, 1er semestre.....	0.69	3rd year, 1st six months.....	0.69
2ème semestre.....	0.74	2nd six months.....	0.74
4ème année, 1er semestre.....	0.80	4th year, 1st six months.....	0.80
2ème semestre.....	0.88	2nd six months.....	0.88
5ème année, 1er semestre.....	1.05	5th year, 1st six months.....	1.05
2ème semestre.....	1.08	2nd six months.....	1.08
6ème année, 1er semestre.....	1.14	6th year, 1st six months.....	1.14
2ème semestre.....	1.22	2nd six months.....	1.22
d) ii. <i>Atelier d'impression</i> (toutes presses).		a) ii. <i>Press room</i> (all presses).	
1ère année, 1er semestre.....	0.44	1st year, 1st six months.....	0.44
2ème semestre.....	0.54	2nd six months.....	0.54
2ème année, 1er semestre.....	0.64	2nd year, 1st six months.....	0.64
2ème semestre.....	0.74	2nd six months.....	0.74
3ème année, 1er semestre.....	0.84	3rd year, 1st six months.....	0.84
2ème semestre.....	0.93	2nd six months.....	0.93
4ème année, 1er semestre.....	1.03	4th year, 1st six months.....	1.03
2ème semestre.....	1.13	2nd six months.....	1.13
5ème année, 1er semestre.....	1.16	5th year, 1st six months.....	1.16
2ème semestre.....	1.19	2nd six months.....	1.19
Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif, 37052-o C. LARICHELIÈRE.		C. LARICHELIÈRE, 37052-o Acting Clerk of the Executive Council.	

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure, District de Bedford, N° 5379. Dame Hélène Allaire, de la cité et district de Montréal, épouse commune de biens de Édouard Casavant, de la ville de Ste-Anne de la Rochelle (Ste. Anne de Stukely) district de Bedford, demanderesse, vs le dit Édouard Casavant, de la ville de Ste. Anne de la Rochelle (Ste. Anne de Stukely), District de Bedford, défendeur et Dame Archelia Casavant, épouse séparée de biens de Émile Dorais, de la ville de Granby, district de Bedford, et le dit Émile Dorais pour autoriser sa femme pour ces procédures, mises-en-cause et maître Armand Boulay, notaire, de la ville de Waterloo, District de Bedford, dans sa qualité de registraire de district de Shefford, Province de Québec, mise-en-cause.

Une action en séparation de biens a été émise contre Édouard Casavant le 25ième mars, 1954.

Sweetsburg, 5 avril, 1954.

Les Procureurs pour la demanderesse,
37026-o LIGHTSTONE & RIBACK.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 350,368. Marcelle Rivet, ménagère, épouse commune en biens de Robert Stevenson, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Robert Stevenson, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ème jour d'avril 1954.

Montréal, le 15 avril 1954.

Le Procureur de la demanderesse,
37054-o ROLAND BOURRET,
G. BLANCHET,
D.P.C.S.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 5379. Dame Hélène Allaire, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Édouard Casavant, of the Town of Ste. Anne de la Rochelle (Ste. Anne de Stukely) District of Bedford, plaintiff, vs the said Édouard Casavant, of the Town of Ste. Anne de la Rochelle (Ste. Anne de Stukely), District of Bedford, defendant, and Dame Archelia Casavant, wife separate as to property of Émile Dorais, both of the Town of Granby, District of Bedford, and the said Émile Dorais to authorize his wife for purposes of these presents, mise-en-cause, and maître Armand Boulay, notary public, of the Town of Waterloo, District of Bedford, in his capacity as registrar of the Registry District of Shefford, Province of Quebec, mise-en-cause.

An action in separation of property has been issued against the Defendant Édouard Casavant on March 25th, 1954.

Sweetsburg, April 5th, 1954.

37026-o LIGHTSTONE & RIBACK,
Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 350,368, Marcelle Rivet, housewife, wife common as to property of Robert Stevenson, of the City and District of Montreal, plaintiff, vs Robert Stevenson, of the City and District of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the fifth day of April, 1954.

Montreal, April 15, 1954.

37054 ROLAND BOURRET,
Attorney for the plaintiff.
G. BLANCHET,
D.P.C.S.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 350-477. Thérèse Léonard, épouse commune en biens de Fernand Chartrand, propriétaire de taxis, tous deux domiciliés au N° 9125 de la rue Berri, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Fernand Chartrand, propriétaire de taxis, des mêmes lieux, défendeur.

Prenez avis que dame Thérèse Léonard, épouse de Fernand Chartrand, propriétaire de taxis de la Cité et du district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, ce 12e jour d'avril 1954.

Les Procureurs de la demanderesse,
37027-o GUÉRIN & PINARD.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 350-477. Thérèse Léonard, wife common as to property of Fernand Chartrand, taxi owner, both domiciled at 9124 Berri St., in the city and district of Montreal, Plaintiff, vs Fernand Chartrand, taxi owner, of the same place, defendant.

Take notice that Thérèse Léonard, wife of Fernand Chartrand, taxi owner, of the City and District of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, this 12th day of April, 1954.

37027-o GUÉRIN & PINARD,
Attorneys for the Plaintiff.

Assemblée

Les actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-sept avril 1954, à trois heures de l'après-midi, au numéro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1953, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

37006-16-2-o Le Secrétaire,
PAUL LAROQUE.

Meeting

The Annual Meeting of the Shareholders of The Alma & Jonquières Railway Company to receive the 1953 financial statements of the Company, to elect Directors and appoint Auditors for the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, April 27th, 1954, at three o'clock in the afternoon.

37006-16-2-o PAUL LAROQUE,
Secretary.

Avis divers

(Sec. P. 920-54)

ALBERMONT PETROLEUMS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Albermont Petroleum Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner ses actions titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs dans la province de Québec.

Le siège social dans la province de Québec est a/s Taschereau, Cannon & Frémont, Kent House, 25 rue St-Louis, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures intentées contre elle, est M. Jules Frémont, avocat, à l'adresse donné ci-haut.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 14e jour d'avril 1954.

37025 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Patmar Home Building Co-operative Society", en date du trente mars 1954, dont le siège social est situé à Hull, dans le district judiciaire de Hull, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatorze avril 1954.

37029-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

(P. Sec. 920-54)

ALBERMONT PETROLEUMS LIMITED

Notice is hereby given that "Albermont Petroleum Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is c/o Taschereau, Cannon & Frémont, Kent House, 25 St. Louis Street, in the City and judicial district of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving in proceedings against it is Mr. Jules Frémont, Barrister, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1954.

37025-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Patmar Home Building Co-operative Society" under date the thirtieth day of March, 1954, whereof the head office is at Hull, in the judicial district of Hull and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1954.

37029 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

HENRI NEILSON LTÉE

Règlement N° 3, concernant la distribution des actifs de Henri Neilson Ltée.

1° La compagnie est et sera par les présentes autorisée à disposer de ses biens et à distribuer ses actifs entre ses actionnaires, et subséquemment à procéder à la dissolution de la compagnie par abandon de la charte en vertu de l'article 26, de la loi des compagnies de Québec.

2° Les directeurs et les officiers de la compagnie sont par les présentes autorisés à et il leur est ordonné de faire toute chose ou exécuter tous documents nécessaires ou désirables pour en arriver à ces fins.

Edicté le 15 avril 1954.

Le Président,
SAM NEILSON,
Le Secrétaire,
JEAN NEILSON.

Sommaire d'un règlement N° 3, adopté par les directeurs de Henri Neilson Ltée à leur assemblée du 15 avril 1954 et subséquemment ratifié à une Assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie le 15 avril 1954.

Le Secrétaire,
JEAN NEILSON. 37030-o

HENRI NEILSON LTÉE

By Law No. 3, concerning the distribution of the assets of Henri Neilson Ltée.

1° The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its share holders and subsequently to proceed to dissolution of the company by surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies' Act.

2° The directors and officers are hereby authorized and directed to do all things and execute all documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted April 15, 1954.

SAM NEILSON,
President.
JEAN NEILSON,
Secretary.

Summary of a By Law bearing No. 3, enacted by the directors of Henri Neilson Ltée at their meeting of the 15th of April 1954, and subsequently ratified at a special general meeting of the fair holders of the company on April 15th, 1954.

JEAN NEILSON,
Secretary. 37030-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Economie St. Paul's Credit Union", en date du trente mars 1954, dont le siège social est situé à Aylmer, dans le comté de Gatineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI. 37031-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Economie St. Paul's Credit Union", on March thirtieth, 1954, whereof the head office is at Aylmer, in the county of Gatineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province. 37031

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Albert le Grand", en date du vingt-deux mars 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le sept avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI. 37032-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Albert le Grand" under date the twenty-second day of March, 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province. 37032

"Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de St-Elzéar-de-Linière, comté de Beauce, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé en date du 11 mars 1954, suivant un rapport du Comité de l'honorable exécutif le changement de nom de la municipalité de la paroisse de St-Elzéar-de-Linière, comté de Beauce en celui de "municipalité de Saint-Elzéar, comté de Beauce, en celui de de Saint-Elzéar-de-Beauce" St-Elzéar, ce 5 avril 1954.

Le Maire,
HONORIUS SIMARD,
Le Secrétaire-trésorier,
GEO. FLORENT LABONTÉ. 37035-o

"Notice is hereby given by the Mayor and Secretary-Treasurer of the Municipality of the Parish of St. Elzéar de Linière, county of Beauce, that the Lieutenant-Governor in Council has approved on March 11, 1954, in accordance with a report from the Honourable Executive Committee, the changing of the name of the Municipality of the Parish of St. Elzéar de Linière, county of Beauce, to that of "municipalité de Saint-Elzéar-de-Beauce".

St. Elzéar, April 5, 1954.

HONORIUS SIMARD,
Mayor.
GEO. FLORENT LABONTÉ,
Secretary-Treasurer. 37035

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Benedict Homebuilding Co-operative Society", en date du trente mars 1954, dont le siège social est situé à Hull, dans le district judiciaire de Hull, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quinze avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
27028-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 9352-52)

A. CROSBIE AND SONS LTD.

Extrait du règlement N° 24 de "A. Crosbie and Sons Ltd." diminuant le nombre des directeurs de quatre à trois.

b) Que la première phrase du règlement N° 6 soit révoquée et remplacée par la suivante:

6° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois directeurs dont deux formeront quorum.

Nous, les soussignés Alfred Crosbie et L. J. Kirkham, respectivement Président et Secrétaire de "A. Crosbie and Sons Ltd.", certifions, par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que le précédent est un extrait conforme du règlement N° 24 de "A. Crosbie and Sons Ltd.", lequel a été décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue le 20e jour de février 1954, et a été sanctionné, ratifié et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée aux fins de considérer cette affaire et tenue le 20e jour de février 1954.

En foi de quoi, nous avons apposé le sceau de la compagnie à Montréal, ce 1er jour de mars 1954.

(Sceau) Le Président,
A. CROSBIE.
Le Secrétaire,
37037 L. J. KIRKHAM.

(P.G. 7179-47)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le sept avril 1954, les règlements de "Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le neuf avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37038-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de St-Nazaire", en date du vingt-trois mars 1954, dont le siège social est situé à Saint-Nazaire, dans le comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le treize avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37040-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Benedict Homebuilding Co-operative Society" under date the thirtieth day of March, 1954, whereof the head office is at Hull, in the judicial district of Hull, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37028 Under Secretary of the Province.

(A.G. 9352-52)

A. CROSBIE AND SONS LTD.

Extract from By-law No. 24 of "A. Crosbie and Sons Ltd." reducing the number of Directors from four to three.

b) That the opening sentence of By-law No. 6 be repealed and replaced by the following:

6. The affairs of the company shall be managed by a Board of three Directors of whom two shall form a quorum.

We, the undersigned, Alfred Crosbie and L. J. Kirkham, respectively the President and Secretary of "A. Crosbie and Sons Ltd." hereby certify under the seal of the company that the foregoing is a true extract from By-law No. 24 of "A. Crosbie and Sons Ltd." which was enacted by the Directors of the company 1954, and was unanimously sanctioned, ratified and confirmed by a Special General Meeting of Shareholders of the company duly called for the purpose of considering the matter and held on the 29th day of February, 1954.

In witness whereof we have hereto set our hands and the seal of the company at Montreal this 1st day of March 1954.

(Seal) A. CROSBIE,
President.
37037-o L. J. KIRKHAM,
Secretary.

(A.G. 7179-47)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on April seventh, 1954, the by-laws of "Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane", and such, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on the ninth day of April 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37038 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de St-Nazaire", under date the twenty-third day of March 1954, whereof the head office is at St-Nazaire, in the judicial district of Chicoutimi, and the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37040 Under Secretary of the Province.

FLAX INDUSTRIES LIMITED
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE

Résumé du Règlement XXXII

Avis est par les présentes donné que le règlement XXXII a été adopté par les administrateurs de "Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée", le 9e jour d'avril 1954, en vertu des dispositions de la section 90 de la Loi des Compagnies du Québec, pourvoyant à la demande de permission d'abandonner la charte de la compagnie et de distribuer les biens de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, Qué., le 9 avril 1954.

FLAX INDUSTRIES LIMITED,
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE,
Le Secrétaire,

R. D. ARCHIBLAD.

37041-o

FLAX INDUSTRIES LIMITED
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE

Summary of By-law XXXII

Notice is hereby given that By-law XXXII was enacted by the Directors of "Flax Industries Limited — Industrie de Lin Limitée", on the 9th day of April, 1954, under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the application to surrender the Company's Charter and for the distribution of the assets of the Company among its shareholders.

Montreal, Que., April 9th, 1954.

FLAX INDUSTRIES LIMITED,
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE,
R. D. ARCHIBALD,

Secretary.

37041-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu l'un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Electricité des Colombiers", en date du dix-sept avril 1954, dont le siège social est situé à Sainte-Thérèse-de-Colombier, dans le comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt et un avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,

JEAN BRUCHÉSI.

37025-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the third copies of the declaration of the foundation of the "Coopérative d'Electricité des Colombiers" under date the seventeenth day of April, 1954, whereof the head office is situate at Sainte-Thérèse-de-Colombiers, in the county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 22, of the Rural Electrification Act, (9 George VI, chapter 48).

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

37025

CABELDU MOTORS (HULL) LIMITED

En vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Cabeldu Motors (Hull) Limited", donne, par les présentes, avis qu'elle se propose de partager son actif au pro rata entre ses actionnaires, et, subséquemment, demander au Procureur général de la province de Québec, l'acceptation de l'abandon de la charte de la compagnie.

Daté ce 31e jour de mars 1954.

CABELDU MOTORS (HULL) LIMITED,
Le Secrétaire,

R. W. SURGENOR.

342 rue Sparks, Ottawa, Ontario.

37053

CABELDU MOTORS (HULL) LIMITED

Under the Quebec Companies' Act, "Cabeldu Motors (Hull) Limited" hereby gives notice that it proposes to divide its assets rateably among its shareholders and thereafter will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of the charter of the Company.

Dated this 31st day of March, 1954.

CABELDU MOTORS (HULL) LIMITED,
R. W. SURGENOR,

Secretary.

342 Sparks St., Ottawa, Ontario.

37053-o

(P.G. 13995-52)

METRO INDUSTRIES LTD.
LES INDUSTRIES METRO LTÉE

Règlement N° XVII

Portant le nombre des directeurs de trois (3) à six (6)

"Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau, composé de six (6) directeurs, lesquels seront élus par les actionnaires, pour un an, à l'assemblée générale annuelle. Trois directeurs formeront le quorum nécessaire."

Montréal, le 27 janvier 1954.

Certifié conforme,

Le Secrétaire,

(signé) J. DANSEREAU.

37058-o

(A.G. 13995-53)

METRO INDUSTRIES LTD.
LES INDUSTRIES METRO LTÉE

By-law No. XVII

Increasing the number of directors from three (3) to six (6).

"The affairs of the Company shall be managed by a board composed of six (6) directors, which directors shall be elected by the shareholders, for one year, at the annual general meeting. Three directors shall form the required quorum."

Montreal, January 27, 1954.

Certified true copy,

J. DANSEREAU,

(Signed) Secretary.

37058

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fon-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

dation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation du Conseil Central de Joliette", en date du vingt avril 1954, dont le siège social est situé à Joliette, dans le comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-deux avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37063-o JEAN BRUCHÉSI.

foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation du Conseil Central de Joliette," under date April twentieth 1954, whereof the head offices at Joliette, in the County of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April twenty-second, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37063 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS

La compagnie à fonds Social "La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins Ltée", incorporée par lettres patentes émises respectivement le 7 septembre 1944 et le 28 décembre 1946, avec siège social à Québec, donne avis qu'elle présentera une requête adressée à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec le priant de lui accordé la permission d'abandonner sa charte.

Québec le 12 avril 1954.

La Secrétaire-trésorière,
37033-o JEANNE PRÉVOST.

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS

La compagnie à Fonds Social "Lake St. Joseph Lumber Ltd.", incorporé par lettres patentes émises le 5 septembre 1946, avec siège social à Québec, district de Québec, donne avis qu'elle présentera une requête adressée à l'Honorable Procureur Général de la Province de Québec le priant de lui accordé la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 12 avril 1954.

Le Secrétaire trésorier,
37034-o JEANNE PRÉVOST.

JOCOR MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Jocor Mines Limited" (No Personal Liability) à l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte aux fins d'annulation.

Montréal, P.Q., 14 avril 1954.

Le Secrétaire,
37036 E. W. MILDENHALL.

ASTOR AGENCIES LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Astor Agencies Limited", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 15 avril 1954.

Le Secrétaire,
37043 (signé) BASIL POWER.

Charters — Surrender of

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

NOTICE

The Pine River Lumber Co., Ltd., incorporated by letters patent respectively issued on the 7th of December 1946 and the 28 of December 1946, with head office in Quebec city gives notice that an application for leave to surrender its charter shall be submitted to the Honourable Attorney General for the Province of Quebec.

Quebec le 12 avril 1954.

JEANNE PRÉVOST,
37033-o Sec.-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

NOTICE

Lake St. Joseph Lumber Ltd., company incorporated by letters patent, issued September the 5th, 1946, with head office in Quebec city gives notice that an application for leave to surrender its charter shall be submitted to the Honourable Attorney General for the Province of Quebec.

Quebec, 12 avril 1954.

JEANNE PRÉVOST,
37034-o Sec.-Treasurer.

JOCOR MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Jocor Mines Limited" (No Personal Liability) intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation.

Montreal, P.Q., April 14th, 1954.

E. W. MILDENHALL,
37036-o Secretary.

ASTOR AGENCIES LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Astor Agencies Limited," hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, April 15th, 1954.

(sgd.) BASIL POWER,
37043-o Secretary.

FLAX INDUSTRIES LIMITED
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE

Avis de demande de permission d'abandonner
la Charte

Avis est par les présentes donné que "Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée" qui a son bureau-chef en la cité de Montréal, dans la province de Québec, fera une demande de permission pour abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies du Québec.

Montréal, Qué., le 9 avril 1954.

FLAX INDUSTRIES LIMITED,
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE,
Le Secrétaire,

37041-o

R. D. ARCHIBALD.

FLAX INDUSTRIES LIMITED
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE

Notice of application for leave to
surrender Charter

Notice is hereby given that "Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée" which has its head office in the City of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, Que., April 9th, 1954.

FLAX INDUSTRIES LIMITED,
INDUSTRIES DE LIN LIMITÉE,
R. D. ARCHIBALD,

37041-o

Secretary.

Commission du Salaire Minimum

Minimum Wage Commission

ERRATA

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 avril 1954, concernant l'ordonnance modificatrice de l'ordonnance N° 4, 1953 relative aux salariés de la Province;

Dans le paragraphe "d" (page 1335), il faut lire "l'article 23 de la dite ordonnance est abrogé." au lieu de "l'article 25 de la dite ordonnance est abrogé."

Dans le paragraphe "g" (page 1335) à la 13ème ligne de l'article 46, il faut lire "zone I" au lieu de "zone X".

Dans le paragraphe "k-ii" dudit avis concernant l'article 91 (page 1336), il faut lire "Le paragraphe e actuel est abrogé" au lieu de "Le paragraphe c actuel est abrogé"

Dans la version anglaise, dans le paragraphe "k-i" du dit avis concernant l'article 91 (page 1336), il faut lire "46c" au lieu de "56c" à la deuxième ligne du sous-paragraphe "b".

37025-x-o

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 avril 1954, concernant l'ordonnance de modification de l'ordonnance N° 42, 1953 relative aux mécaniciens de machines fixes et aux chauffeurs, dans le paragraphe "d" (page 1341), il faut lire "l'article 39 de la dite ordonnance est remplacé par les suivants: "au lieu de "l'article 38 de la dite ordonnance est remplacé par les suivants:"

37025-x-o

ERRATA

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of April 17, 1954, concerning the ordinance which amends Ordinance No. 4, 1953, concerning employees of the Province:

In subsection "d" (page 1335), French version, the words "l'article 25 de la dite ordonnance est abrogé" should read "l'article 23 de la dite ordonnance est abrogé";

In subsection "g" (page 1335), French version, on the thirteenth line of section 46, "zone X" should read "zone I";

In subsection "k-ii" of the said notice, concerning section 91, (page 1336), French version, the words "Le paragraphe c actuel est abrogé" should read "Le paragraphe e actuel est abrogé".

In the English version, in subsection "k-i" of the said notice, concerning section 91, (page 1336), the rate of 56c, mentioned in subsection "b" thereof, should read "46c".

37025-x-o

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of April 17, 1954, concerning the ordinance which amends Ordinance No. 42, 1953, relating to stationary enginemen and firemen, in subsection "d" (page 1341), French version, the words "L'article 38 de ladite ordonnance est remplacé par les suivants" should read "L'article 39 de ladite ordonnance est remplacé par les suivants".

37025-x-o

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

(P.G. 47891-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Allied Film Laboratories Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mai 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

(A.G. 47891-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Allied Film Laboratories Limited", incorporated by Letters Patent dated May 22, 1953.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of April 1954, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-et-un mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10095-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bluestone Realities Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47780-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Elger Nets & Lace Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 août 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47892-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Moca News Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 août 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10412-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Persilliers Development Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 octobre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10095-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bluestone Realities Inc.", incorporated by Letters Patent dated November 14, 1945.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of April 1954 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 47780-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Elger Nets & Lace Co. Ltd.", incorporated by Letters Patent dated August 11, 1952.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of April 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 47892-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Moca News Corporation", incorporated by letters patent August 21, 1952.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, twenty-first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(A.G. 10412-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Persilliers Development Company", incorporated by Letters Patent dated October 19, 1951.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of April 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 51968-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "P.G. Bussière Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 février 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(A.G. 51968-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "P. G. Bussière Limitée", incorporated by Letters Patent February 4, 1929.

Notice is also hereby given that from and after April fifteenth, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April twenty-first, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10495-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Torchin Dress Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10496-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Torchin Dress Co. Inc.", incorporated under Letters Patent on January 10, 1945.

Notice is also hereby given that from and after April fifteenth 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

(P.G. 10236-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "W. O. Tait & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1947.

Avis est donné qu'à compter du quinze avril 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37025-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10236-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "W. O. Tait & Fils Inc.", incorporated under Letters Patent on December 28, 1947.

Notice is also hereby given that from and after April fifteenth 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, twenty-first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
37025 Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture

Avis est donné, par les présentes, que le Cercle Agricole de la municipalité du Canton de Clifton, comté de Compton, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre, ce 21 avril 1954.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37061-o RENÉ TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of the Township of Clifton, County of Compton, having, for two years neglected to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act, (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Dated at the Minister's office, April 21, 1954.

RENE TRÉPANIER,
37061 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est donné, par les présentes, que le Cercle Agricole de la municipalité de la partie Nord du Canton d'Irlande, comté de Mégantic, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of the North Part of the Township of Ireland, County of Megantic, having, for two years, neglected to comply with the requirements of the "Farmers' Club Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of

déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre, ce 21 avril 1954.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37061-o RENÉ TRÉPANIÉ.

Avis est donné, par les présentes, que le Cercle Agricole de la paroisse St-Liguori, comté de Montcalm, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre, ce 21 avril 1954.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37061-o RENÉ TRÉPANIÉ.

Avis est donné, par les présentes, que le cercle agricole de la paroisse St-Damase, comté de St-Hyacinthe, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre, ce 21 avril 1954.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37061-o RENÉ TRÉPANIÉ.

Avis est donné, par les présentes, que le cercle agricole de la paroisse Ste-Trinité de Contrecoeur, comté de Verchères, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre, ce 21 avril 1954.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37061-o RENÉ TRÉPANIÉ.

Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Dated at the Minister's office, April 21, 1954.
RENÉ TRÉPANIÉ,
37061 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Parish of St. Liguori, County of Montcalm, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares the said Club dissolved, in accordance with the provisions of Section 44, of the said Act.

Dated at the Minister's office, April 21, 1954.
RENÉ TRÉPANIÉ,
37061 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Parish of St. Damase County of St. Hyacinthe, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in accordance with the provisions of Section 44 of the said Act.

Dated at the Minister's office, April 21, 1954.
RENÉ TRÉPANIÉ,
37061 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Parish of Ste-Trinité de Contrecoeur, County of Verchères, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in accordance with the provisions of Section 44 of the said Act.

Dated at the Minister's office, April 21, 1954.
RENÉ TRÉPANIÉ,
37061 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction Publique

N° 1309-51

Québec, le 9 avril 1954.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "St-Étienne-de-Languedoc, dans le comté d'Abitibi-Ouest", le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché des municipalités scolaires actuelles de St-Mathias et de Languedoc, dans le même comté.

Cette nouvelle municipalité scolaire comprendra tous les lots suivants, inclusivement du canton Languedoc, savoir:

31 à 62 des rangs II et III; 27 à 62 des rangs IV et V; 17 à 62 des rangs VI, VII, VIII, IX et X.

En référence au cadastre officiel du canton Guyenne, les lots 1 et 2 des rangs VI, VII, VIII, IX et X, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
37015-16-2-o O.J. DESAULNIERS.

N° 1252-52.

Québec, 7 avril 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Barford, dans le comté de Stanstead, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Coaticook, même comté.

Department of Education

No. 1309-51

Quebec, April 9, 1954.

Application is made to form into a separate school municipality, under the name of "St-Étienne-de-Languedoc, in the county of Abitibi-West", the territory herebelow described which shall be detached from the present school municipalities of St-Mathias and of Languedoc, in the same county.

This new school municipality will take in all the following lots, including the township of Languedoc, to wit:

31 to 62 of ranges II and III; 27 to 62 of ranges IV and V; 17 to 62 of ranges VI, VII, VIII, IX and X.

With reference to the official cadastre of the township of Guyenne, lots 1 and 2 of ranges VI, VII, VIII, IX and X, which are not as yet organized for school purposes.

O. J. DESAULNIERS,
37015-16-2 Superintendent of Education.

No. 1252-52.

Quebec, April 7, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of Barford, in the county of Stanstead, the territory herebelow described to annex it to the school municipality of Coaticook, same county.

Ce territoire comprend les lots suivants du cadastre officiel du canton de Barford: 15-A, 15-B, 15-C, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-B, 17-C, 17-E et 17-F du rang VIII; 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 17-A, 17-B et 17-C du rang VII; 15, 15-A, 15-B, 16-A et 17-A du rang VI.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37007-16-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1121-50.

Québec, le 14 avril 1954.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Mansfield, dans le comté de Pontiac" le territoire des deux municipalités scolaires actuelles de Mansfield et de London, dans le même comté.

Le territoire de cette nouvelle municipalité projetée est décrit comme suit, savoir: dans le canton Mansfield, les rangs A et B et 1 à 6 inclusivement ainsi que les villages de Fort-Coulong et Davidson; dans le canton Litchfield, les lots 1 à 10 inclusivement des rangs V et VI inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37051-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 280-54.

Québec, le 20 avril 1954.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de New-Richmond, dans le comté de Bonaventure", le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Commencant au lot 16-A du rang de la rivière Grand Caspédia et allant vers le nord en remontant ledite rivière jusqu'à la ligne entre les lots 301 et 303; de là vers l'est le long de la ligne entre les lots 301 et 303 et les lots 302 et 304 jusqu'à la limite ouest du lot 727 du 5ème rang de New-Richmond; de là dans une direction nord le long de la ligne entre les lots 728 et 730, 745 et 744, 827 et 828 et les lots 866 et 865 jusqu'au coin nord-ouest du lot 866 du rang VIII sud-est de New-Richmond; de là dans une direction est le long de la ligne nord du rang VIII sud-est de New-Richmond jusqu'à la ligne entre les lots 874 et 875; de là dans une direction sud le long de cette ligne jusqu'à la ligne entre les rangs VIII et VII sud-est de New-Richmond à la ligne entre les lots 811 et 810 du VII rang sud-est; de là vers le sud le long de cette ligne jusqu'à la ligne entre les rangs VII sud-est et VI de New-Richmond; de là dans une direction est le long de cette ligne jusqu'à la ligne est du lot 762; de là vers le sud le long de cette ligne jusqu'à la ligne entre les rangs VI et V; de là dans une direction est le long de ladite ligne jusqu'à la ligne entre les lots 670 et 669 du rang V; de là dans une direction sud en suivant cette ligne et la ligne entre les lots 651 et 652 jusqu'à la ligne entre les rangs IV et III est de New-Richmond; de là dans une direction ouest le long de cette ligne jusqu'à la ligne entre les lots 503 et 504; de là dans une direction sud en suivant cette ligne et la ligne entre les lots 467 et 466 jusqu'à la ligne entre le rang II est et le rang "partie sud-est" de là dans une direction est jusqu'à la ligne entre les lots 237 et 238; de là le long de cette ligne jusqu'à la rive de la Baie des Chaleurs; ed là, suivant ladite rive dans une direction ouest jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37057-17-2-o O. J. DESLAURIERS.

This territory is comprised of the following lots in the official cadastre of the township of Barford: 15-A, 15-B, 15-C, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-B, 17-C, 17-E, and 17-F of Range VIII; 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 17-A, 17-B and 17-C of Range VII; 15, 15-A, 15-B, 16-A and 17-A of Range VI.

O. J. DESAULNIERS,
37007-16-2 Superintendent of Education.

No. 1121-50.

Quebec, April 14, 1954.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestants School Municipality of Nansfield, in the county of Pontiac" the territory of the two present school municipalities of Mansfield and of London, in the same county.

The territory of this new municipality project is described as follows, to wit, in the Mansfield township, ranges A and B and 1 to 6 inclusively, as well as the villages of Fort-Coulonge and Davidson; in the Litchfield township, lots 1 to 10 inclusively of ranges V and VI inclusively.

O. J. DESAULNIERS,
37051-17-2 Superintendent of Education.

No. 280-54)

Quebec, April 20, 1954.

Application is made to erect into a separate school municipality, for protestant ratepayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of New-Richmond, in the County of Bonaventure," the territory hereinunder described, to wit:

"Commencing at lot 16-A of Range Grand Caspédia River running northwards up the said river as far as the line between lots 301 and 303; thence eastwards along the line between lots 301 and 303 and lots 302 and 304 as far as the west limit of lot 727 of Range five, New-Richmond; thence in a northerly direction along the line between lots 728 and 730, 745 and 744, 827 and 828 and lots 866 and 865 as far as the northwest corner of lot 866, Range VIII southeast of New Richmond; thence in an easterly direction along the north line of Range VIII southeast of New Richmond as far as the line between lots 874 and 875; thence in a southerly direction along said line as far as the line between lots 811 and 810 of Range VII southeast; thence southwards along said line as far as the line between Ranges VII southeast and VI of Rew Richmond; thence in an easterly direction along said line as far as the east line of lot 762; thence southwards along said line as far as the line between Ranges VI and V; thence in an easterly direction along the said line as far as the line between lots 670 and 669 of Range V; thence in a southerly direction following said line and that between lots 651 and 652 as far as the line between Ranges IV and III, east of New Richmond; thence in a easterly direction along said line as far as the line between lots 503 and 504; thence in a southerly direction following said line and that between lots 467 and 466 as far as the line between east Range II and Range "south-east part", thence in an easterly direction as far as the line between lots 237 and 238; thence along said line as far as the line between lots 237 and 238; thence along said line as far as the banks of Baie des Chaleurs; thence following said bank in a westerly direction as far as the point of commencement.

O. J. DESAULNIERS,
37057-17-2 Superintendent of Education.

N° 383-51.

Québec, le 20 avril 1954.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Beauport, dans le comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est actuellement pas organisé au point de vue scolaire.

Ce territoire, de forme triangulaire, étant partie du lot 565 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, situé immédiatement au nord de la route seigneuriale est borné comme suit: à l'est par le lot 560; au sud-est par la route seigneuriale, au nord par le lot 565.

Ce terrain mesure 168 pieds au nord, 240 pieds à l'est et 275 pieds au sud-ouest donnant une superficie totale de 20,110 pieds carrés.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37056-17-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 383-51

Quebec, April 20, 1954.

Application is made to annex to the school municipality of the Town of Beauport, in the County of Quebec, the territory hereinunder described, which is unorganized as far as schools are concerned.

This territory, of triangular form, being part of lot 565 of the official cadastre of the parish of Beauport, situate directly north of the seigniorial road, is bounded as follows: to the east by lot 560; southeast, by the seigniorial road, north, by lot 565.

This land measures 168 feet northwards, 240 feet eastwards and 275 feet to the southwest, covering a total area of 20,110 square feet.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 157-54.

Québec, le 20 avril 1954.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante du Lac St-Louis, dans le comté de Beauharnois" le territoire ci-dessous décrit qui comprend les municipalités du Village de Melocheville et de la paroisse de St-Clément, toutes deux connues comme étant la municipalité scolaire de St-Clément, la Cité de Beauharnois, la Ville de Maple Grove, toutes dans le comté de Beauharnois et la ville de Léry, dans le comté de Châteauguay, la limite étant décrite comme suit, savoir:

Commencant à un point sur la rive du Lac St-Louis, au coin nord-est du lot 296 du cadastre officiel de la ville de Léry, à l'embouchure de la Rivière St-Jean; allant dans une direction sud-est le long de la rive sud-ouest de ladite rivière St-Jean; suivant la ligne nord-est dudit lot 296 puis tournant vers le sud et longeant la ligne est de ce même lot jusqu'au coin est du lot 297 dudit cadastre officiel; de là, suivant la limite irrégulière entre la Ville de Léry et la concession nord-ouest de la Rivière Châteauguay dans une direction générale sud-ouest, passant successivement par les lignes étant en général les limites sud-est des lots suivants du cadastre officiel de la ville de Léry, 297, 298, 299, 300 puis traversant le chemin de fer New-York Central, lot 379 et continuant le long des lignes des lots 301, 303, 306, 307, 308, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 320, 313, 322, 324, 325, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 339, 344, 345, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 359, 360, 361, 363, 366, 367, 368, 369, 370 et 371 jusqu'au coin d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 371 avec la ligne limitative entre les comtés de Châteauguay et de Beauharnois; de là vers le sud-est le long de ladite ligne limitative jusqu'à son point d'intersection avec la ligne sud-est du lot 4 du cadastre officiel de la ville de Maple-Grove, dans le comté de Beauharnois; de là dans une direction générale sud-ouest le long de la ligne limitative irrégulière entre les comtés de Châteauguay et de Beauharnois, passant successivement par les lignes des lots suivants dudit cadastre officiel de la ville de Maple-Grove: 4, 5, 27, 28 et 29 jusqu'au coin sud du lot 29; de là dans une même direction générale sud-ouest le long de la ligne limitative irrégulière entre les comtés de Châteauguay et de Beauharnois; de là passant successivement le long des lignes des lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de St-Clément, dans le comté de Beauharnois, 68, 69, 70, 86, 87, 89, 90, 91, 93, 92, 94, 95, 96, 97, 98, traversant le chemin de fer 557 et continuant le long de la ligne sud-est des lots 191, 192, 193 et 194 jusqu'au

No. 157-54.

Quebec, April 20, 1954.

Application is made to erect into a separate school municipality, for the Protestant ratepayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Lake St-Louis, in the county of Beauharnois", the territory hereinbelow described which comprises the municipalities of the Village of Melocheville and of the parish of St-Clément, both known as being the school municipality of St-Clément, the City of Beauharnois, the Town of Maple Grove, all in the county of Beauharnois and the Town of de Léry, in the county of Châteauguay, the boundary being described as follows, to wit:

Beginning at a point on the shore of Lake St-Louis, at the northeast corner of lot 296 of the official cadastre of the Town of de Léry, at the mouth of the St-John River; going in a southeasterly direction along the southwestern shore of the said St-John River; following the northeast line of the said lot 296, then turning to the South and following the eastern line of this same lot to the eastern corner of lot 297 of the said official cadastre; thence, following the irregular limits between the Town of de Léry and the northwestern concession of the Châteauguay River in a general southwesterly direction, passing successively through the lines being in general the southeasterly limits of the following lots of the official cadastre of the Town of de Léry, 297, 298, 299, 300 then crossing the New York Central railroad, lot 379 and continuing along the lines of lots 301, 303, 306, 307, 308, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 320, 313, 322, 324, 325, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 339, 344, 345, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 359, 360, 361, 363, 366, 367, 368, 369, 370 and 371 to the corner of the intersection of the southwest line of lot 371 with the boundary line between the counties of Châteauguay and of Beauharnois; thence, on the southeast, along the line of the said boundary line to its point of intersection with the southeast line of lot 4 of the official cadastre of the Town of Maple-Grove, in the county of Beauharnois; thence, in a general southwesterly direction along the irregular boundary line between the counties of Châteauguay and of Beauharnois, passing successively through the lines of the following lots of the said official cadastre of the Town of Maple-Grove: 4, 5, 27, 28 and 29 to the south corner of lot 29; thence, in a same general southwesterly direction, along the irregular boundary line between the counties of Châteauguay and of Beauharnois; thence, passing successively along the lines of the following lots of the official parish of St-Clément, in the county of Beauharnois, 68, 69, 70, 86, 87, 89, 90, 91, 93, 92, 94, 95, 96, 97, 98, crossing the

coin sud du lot 194; de là dans une direction nord-ouest le long des lignes sud-ouest des lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de St-Clément, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220 jusqu'au coin ouest du lot 220; de là dans une direction sud-ouest le long des lignes sud-est des lots suivants dudit cadastre officiel: 242, 243, 246, 247, 250, 251, 254, 255, 258, 259, 262, 263 jusqu'au coin sud dudit lot 263; de là dans une direction nord-ouest le long des lignes sud-ouest des lots 263 et 264 de ce même cadastre jusqu'au point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 264 avec la rive sud de la rivière St-Louis; de là traversant ladite rivière Saint-Louis jusqu'au point d'intersection de la rive nord de ladite rivière avec la ligne sud-ouest du lot 520 dudit cadastre officiel; de là vers le nord-est le long des lignes sud-ouest des lots 520 et 519 jusqu'au coin ouest du lot 519; de là vers le sud-ouest le long des lignes sud-est des lots suivants, du même cadastre officiel: 518, 517, 516, 515, 514 et 513 jusqu'au point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 513 avec la ligne sud dudit lot 513; de là vers l'ouest le long des lignes sud des lots 513, 512, 510, 509, 508, 507, 506, 505 et 504 dudit cadastre officiel jusqu'au coin sud-ouest du lot 504; de là vers le nord le long de la ligne ouest du lot 504 jusqu'à son point d'intersection avec la rive sud-est du "Beauharnois Power Canal"; de là continuant à travers ledit canal le long des lignes ouest du lot 504 et du lot 503 jusqu'au point d'intersection de la ligne ouest dudit lot 503 avec la rive nord-ouest dudit "Beauharnois Power Canal"; de là continuant le long de la ligne ouest du lot 503 dudit cadastre officiel de la paroisse St-Clément jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 503; de là, continuant vers le nord le long des lignes ouest des lots 417 et 416 du cadastre officiel du village de Melocheville, dans le comté de Beauharnois, traversant le chemin de fer New-York Central, le lot 558 dudit cadastre officiel du village de Melocheville et continuant le long de la ligne ouest du lot 416, du même cadastre jusqu'à son point d'intersection avec la rive du vieux canal Beauharnois, lot 395; de là traversant ledit vieux canal jusqu'au point d'intersection de sa rive nord avec la ligne sud-ouest du lot 394 dudit cadastre officiel du village de Melocheville; de là vers le nord-ouest le long des lignes sud-ouest des lots 394, 393 jusqu'au point d'intersection de la ligne sud-ouest du lot 393 avec la rive sud du fleuve St-Laurent; de là, vers l'est le long de ladite rive sud du fleuve St-Laurent jusqu'au point de départ sur la rive du Lac St-Louis au coin nord du lot 296 du cadastre officiel de la ville de Léry.

railroad 557 and continuing along the southeast line of lots 191, 192, 193 and 194 as far as the south corner of lot 194; thence, in a northwesterly direction along the southwest lines of the following lots of the official cadastre of the parish of St-Clément, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220 to the western corner of lot 220; thence, in southwesterly direction along the southeast lines of the following lots of the said official cadastre: 242, 243, 246, 247, 250, 251, 254, 255, 258, 259, 262, 263 to the southern corner of the said lot 263; thence, in a northwesterly direction along the southwest lines of lots 263 and 264 of this same cadastre to the point of intersection of the southwest line of lot 264 with the south shore of the St-Louis River; thence, crossing the said Saint-Louis River to the point of intersection of the north shore of the said river with the southwest line of lot 520 of the said official cadastre; thence, on the northeast, along the southwest lines of lots 520 and 519 to the western corner of lot 519; thence, on the southwest, along the southeast lines of the following lots, of the same official cadastre: 518, 517, 516, 515, 514 and 513 to the point of intersection of the southwest line of lot 513 with the south line of the said lot 513; thence, on the west, along the south lines of lots 513, 512, 510, 509, 508, 507, 506, 505 and 504 of the said official cadastre to the southwest corner of lot 504; thence, on the north, along the west line of lot 504 to its point of intersection with the southeast shore of the Beauharnois Power Canal"; thence, continuing across the said canal along the western lines of lot 504 and of lot 503 to the point of intersection of the western line of the said lot 503 with the northwest shore of the said "Beauharnois Power Canal" thence, continuing along the western line of lot 503 of the said official cadastre of the parish of St-Clément to the northwest corner of the said lot 503; thence, continuing on the north along the western lines of lots 417 and 416 of the official cadastre of the village of Melocheville, in the county of Beauharnois, crossing the New York Central Railroad, lot 558 of the said official cadastre of the village of Melocheville and continuing along the western line of lot 416, of the same cadastre to its point of intersection with the shore of the old Beauharnois Canal, lot 395; thence, crossing the said old canal to the point of intersection of its north shore with the southwest line of lot 394 of the said official cadastre of the village of Melocheville; thence, on the northwest, along the southwestern lines of lots 394, 393 to the point of intersection of the southwest line of lot 393, with the south shore of the St-Lawrence River; thence, on the east along the said south shore of the St-Laurence River to the starting point on the shore of Lake St-Louis, at the northern corner of lot 296 of the official cadastre of the town of de Léry.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37062-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

O. J. DESAULNIERS,
37062-17-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Au paragraphe "a" de l'article IV:

i) A la zone I, les heures de travail, le lundi, pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, seront modifiées comme suit:

"Le lundi chômé toute la journée".

ii) A la zone II, les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, seront remplacées par les suivantes:

"Le lundi: chômé toute la journée.

Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le jeudi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 5.00 p.m.

La veille de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m."

iii) A la zone III, la note suivante sera ajoutée après les heures de travail des coiffeurs et coiffeuses pour dames:

"Note.—Durant les mois de juillet et août, les heures de travail, le samedi, sont de 8.00 a.m. à midi."

iv) A la zone IV, les heures de travail, le samedi et la veille de fêtes chômées, pour les barbiers-coiffeurs pour hommes, seront remplacées par les suivantes:

"Le samedi et la veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m."

v) A la zone VII, l'alinéa suivant sera ajouté:

"Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames sont réparties comme suit:

Le lundi: chômé toute la journée.

Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 5.00 p.m."

2° Au paragraphe "a" de l'article V, les alinéas 2 et 6 seront remplacés par les suivants:

"2. Dans la zone II, de \$33.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$40.00."

"6. Dans la zone XII, de \$35.00 par semaine."

3° A l'article VI, le paragraphe "a" sera remplacé par le suivant:

"a. Le salaire minimum des coiffeurs et coiffeuses pour dames est: de \$25.00 par semaine dans la zone II et de \$21.00 par semaine dans toutes les autres zones."

4° Au paragraphe "a" de l'article VIII:

i) A la zone II, les prix minima pour la coupe des cheveux, pour adultes et enfants, seront remplacés par les suivants:

"Cheveux pour adultes des deux sexes:

jusqu'au jeudi inclusivement..... \$0.65

vendredi, samedi et veille de fêtes chô-

mées..... 0.75

Cheveux pour enfants des deux sexes, au-

dessus de 14 ans:

jusqu'au jeudi inclusivement..... 0.40

vendredi, samedi et veille de fêtes chô-

mées..... 0.60"

ii) A la zone III:

a) Le prix minima pour la coupe de la barbe sera remplacé par le suivant:

"Barbe, tous les jours..... \$0.40"

b) Les prix minima de la coupe de cheveux

(R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree No. 2683 of October 9, 1941, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1° In subsection "a" of section IV:

i) In zone I, the hours of work, on Monday, for ladies' male and female hairdressers will be amended as follows:

"On Monday: no work".

ii) In zone II, the hours of work for ladies' male and female hairdressers will be replaced by the following:

"Monday: no work.

Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 9.00 a.m. to 8.00 p.m.

Thursday: 9.00 a.m. to 8.00 p.m.

Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 5.00 p.m.

Holiday eves: 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

iii) In zone III, the following note will be added after the hours of work of ladies' male and female hairdressers:

"Note.—During the months of July and August, the hours of work, on Saturday, shall be from 8.00 a.m. to 12.00 (noon)."

iv) In zone IV, the hours of work, on Saturday and holiday eves, for men's barbers and hairdressers, will be replaced by the following:

"On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m."

v) In zone VII, the following paragraph will be added:

"The hours of work for ladies' male and female hairdressers will be distributed as follows:

"Monday: no work.

Tuesday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 5.00 p.m."

2° In subsection "a" of section V, paragraphs 2 and 6 will be replaced by the following:

"2. In zone II, \$33.00 per week plus 50% of all gross receipts exceeding \$40.00."

6. In zone XII, \$35.00 per week."

3° In section VI, subsection "a" will be replaced by the following:

"a) The minimum weekly wage rate of ladies' male and female hairdressers shall be as follows: \$25.00 in zone II and \$21.00 in all other zones."

4° In subsection "a" of section VIII:

i) In zone II, the minimum prices of haircuts for adults and children will be replaced by the following:

"Haircut, male and female adults:

From Monday to Thursday inclusive. \$0.65

Friday, Saturday and holiday eves.... 0.75

Haircut, male and female children under

14 years of age:

From Monday to Thursday inclusive. 0.40

Friday, Saturday and holiday eves.... 0.60"

ii) In zone III:

a) The minimum price for a shave will be replaced by the following:

"Shave, every day..... \$0.40"

dite "Brosse", pour adultes et enfants, seront les suivants:

"Coupe de cheveux dite "brosse", tous les jours:

Adultes..... \$0.75
Enfants..... 0.60"

iii) A la zone XII:

a) Le prix minima de la barbe sera remplacé par le suivant:

"Barbe, tous les jours..... \$0.35"

b) Le prix minima pour la coupe des cheveux pour enfants, du lundi au jeudi inclusivement, sera remplacé par le suivant:

"Cheveux pour enfants des deux sexes au-dessous de 14 ans:

du lundi au jeudi inclusivement..... \$0.40"

5° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "a" de l'article VII:

"Nonobstant toutes dispositions contraires, les barbiers-coiffeurs pour hommes de la zone IV peuvent aller travailler les malades à leur domicile, en n'importe quel temps et doivent charger un prix minima de \$1.00 pour les cheveux et de \$1.00 pour la barbe."

6° Au paragraphe "b" de l'article VIII:

i) A la zone II, le prix minima de la coupe de cheveux ordinaire sera remplacé par le suivant: "Coupe de cheveux ordinaire..... \$1.00"

ii) A la zone VII, les prix minima suivants seront ajoutés:

"Permanente.....	\$4.00
Permanente à froid.....	7.00
Coupe de cheveux au rasoir.....	0.75
Coupe de cheveux aux ciseaux.....	0.50
Traitements à l'huile.....	0.50
Shampooing.....	0.35
Shampooing avec asséchage.....	0.50
Massage.....	0.75
Boucles.....	0.35
Boucles avec asséchage.....	0.50
Ondulation.....	0.75
Laque.....	0.15
Laque avec asséchage.....	0.25"

7° Au paragraphe "c" de l'article IX, l'alinéa "1" sera remplacé par le suivant:

"1. Dans les zones I et II, un (1) apprenti par coiffeuse ou coiffeur compétent par salon de coiffure. Il faut, toutefois, que la coiffeuse ou le coiffeur compétent travaille régulièrement dans ce salon et possède un certificat de qualification."

8° Au paragraphe "e" de l'article X, les mots: "le 2e lundi du mois de mars (excepté pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones III et IV),", apparaissant au texte de l'alinéa "1" seront remplacés par les suivants:

"le 2e lundi du mois de mars (excepté pour les barbiers-coiffeurs pour hommes de la zone III et les coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones III et IV)".

Dans les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 avril 1954.

37052-0

b) The minimum price for a brushcut for adults and children will be as follows:

"Brushcut, every day:

Adults.....	0.75
Children.....	0.60"

iii) In zone XII:

a) The minimum price for a shave will be replaced by the following:

"Shave, every day..... \$0.35"

b) The minimum price for a haircut for children, from Monday to Thursday inclusive, will be replaced by the following:

"Haircut for children, male and female, under 14 years of age:

From Monday to Thursday inclusive. \$0.40"

5° The following paragraph will be added to subsection "a" of section VII:

"Notwithstanding any contrary provisions, men's barbers and hairdressers of zone IV may, at any time, serve sick persons at home but they shall charge a minimum price of \$1.00 for a haircut and of \$1.00 for a shave."

6° In subsection "b" of section VIII:

i) In zone II, the minimum price for an ordinary haircut will be replaced by the following: "Ordinary haircut..... \$1.00"

ii) In zone VII, the following minimum prices will be added:

"Permanent wave.....	\$4.00
Cold wave.....	7.00
Haircut (with razor).....	0.75
Haircut (with scissors).....	0.50
Oil treatment.....	0.50
Shampoo.....	0.35
Shampoo, drying of the hair included....	0.50
Massage.....	0.75
Curls.....	0.35
Curls, drying of the hair included.....	0.50
Fingerware.....	0.75
Lacquer.....	0.15
Lacquer, including drying of the hair....	0.25"

7° In subsection "c" of section IX, paragraph "1" will be replaced by the following:

"1. In zones I and II, one (1) apprentice to each competent hairdresser in a hairdressing parlour. However, the competent hairdresser (male or female) shall work regularly in such parlour and shall hold a certificate of competency."

8° In subsection "e" of section X, the words "the second Monday of the month of March (except for ladies' hairdressers of zones III and IV)", appearing in paragraph 1 thereof, will be replaced by the following:

"the second Monday of the month of March (except for men's barbers and hairdressers of zone III and ladies' male and female hairdressers of zones III and IV)".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 24, 1954.

37052-0

Examens des Agronomes — Agronomists Examinations

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Benoit, Paul.....	22	Montréal.....	Institut Agricole d'Oka.
Cantin, Paul-Eugène.....	25	St-Jean-Chrysostôme.....	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Demers, Jacques.....	27	Val d'Espoir.....	Institut Agricole d'Oka.
Douville, Jacques.....	24	Montréal.....	Institut Agricole d'Oka.
Gauthier, Maurice.....	27	Ottawa.....	Institut Agricole d'Oka.
Langlois, Fabien.....	23	Saint-Jean, P. Q.....	Institut Agricole d'Oka.
Lapalme, Albert.....	25	St-Lin-des-Laurentides.....	Institut Agricole d'Oka.
L'Ecuyer, Paul.....	23	Dragon, P. Q.....	Institut Agricole d'Oka.
Mailloux, Marcel.....	22	Rivière-du-Loup.....	Institut Agricole d'Oka.
Moreau, Gilbert.....	21	Champlain.....	Institut Agricole d'Oka.
Nolin, Guy.....	28	Montréal.....	Institut Agricole d'Oka.
Paquin, Fernand-L.....	35	Montréal.....	Université du Manitoba.
Rémillard, Denis.....	24	Saint-Philippe.....	Institut Agricole d'Oka.
Richer, Simon.....	24	Montréal.....	Institut Agricole d'Oka.

Montréal, le 1er avril 1954
Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.
37021-16-2-o RENE MONETTE.

Montreal, April 1, 1954.
RENE MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 17 mars 1954.

Me Claude Baillargeon, avocat et membre du Barreau de la province, à Val d'Or: juge municipal de la ville de Val d'Or, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 52.

37025-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointment:

Quebec, March 17, 1954.

Me Claude Baillargeon, advocate and member of the Bar of the Province, at Val d'Or: Municipal Judge of the Town of Val d'Or, with the jurisdictions, attributions, rights, prerogatives, duties and powers attached to said post and to act as recorder with respect to the jurisdictions attributed to a recorder under the acts by the Parliament of Canada, in accordance with section 4 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52.

37025

Sièges sociaux

EDMOND SYLVAIN LIMITEE 1954

Avis est donné que la compagnie "Edmond Sylvain Limitee 1954," constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 mars 1954 et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau à 335 Rue Dorchester, cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec ce dix-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent cinquante-quatre.

(Seau)
37044-o

Le Président,
ÉMILE SYLVAIN.

Head Offices

EDMOND SYLVAIN LIMITEE 1954

Notice is hereby given that the company "Edmond Sylvain Limitee 1954," incorporated by letters patent dated March 26th, 1954, with head office in the city of Quebec, has established its office at 335 Dorchester Street, City of Quebec.

From and after the date of publication of this notice, the said office will be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the Quebec, this nineteenth day of the month of April, one thousand nine hundred and fifty-four.

(Seal)
37044

ÉMILE SYLVAIN,
President.

(P.G. 10734-54)

PREMIER PROPERTY LIMITED

Règlement N° 14

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme règlement de "Premier Property Limited" que la situation du siège social de la compagnie soit et est, par les présentes, transportée de 1540 édifice Sun Life, en la cité de Montréal, à 1320 boulevard Graham, en la Ville de Mont-Royal, province de Québec.

CERTIFICATION

Nous, John Barker Pennefather et Hamilton A. Stewart, respectivement Président et Secrétaire de "Premier Property Limited", certifiions, par les présentes, sous le sceau corporatif de la compagnie que le précédent est une vraie et authentique copie du Règlement N° 14 de la compagnie, adopté régulièrement par les directeurs de ladite compagnie, à une assemblée dûment convoquée et tenue au siège social de la compagnie, 1540 édifice Sun Life, Montréal, le 4e jour de mars 1954.

Qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue au siège social de la compagnie, le 4e jour de mars 1954, ledit règlement N° 14 a été approuvé.

Qu'à ladite assemblée générale spéciale des actionnaires, les actionnaires présents détenaient eux-mêmes ou représentaient 1998 actions du capital de la compagnie et que les actionnaires qui votèrent en faveur dudit règlement détenaient ou représentaient entre eux toutes lesdites 1998 actions.

Et nous avons signé, à Montréal, ce 24e jour de mars 1954.

(Sceau)

Le Président,
JOHN BARKER PENNEFATHER,
Le Secrétaire,

37039

HAMILTON A. STEWART.

(P.G. 50686-53)

SOEURS DE CHARITÉ DE SAINTE MARIE
SISTERS OF CHARITY OF SAINT MARY
Règlement N° 1 amendé

Transportant le siège social de la corporation ci-haut mentionnée du Collège Laval, St-Vincent de Paul, comté de Laval, à l'adresse ci après indiquée:

"Que le bureau principal de la corporation soit changé et qu'il soit fixé au numéro 3590 du Boulevard Gouin est, à Montréal-Nord, district de Montréal, province de Québec."

Certifié vrai copie.

La Secrétaire,

37064-o (signé) Sœur FILOMENA PINNA.

(P.G. 7737-53)

MICHAEL PALANGIO LTD.
Règlement N° 5

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Michael Palangio Ltd." que le siège social de la compagnie soit et il est transporté de 7279 avenue McEachran, Ville Mont-Royal à 806 rue St-Roch, en les cité et district de Montréal, province de Québec."

Certifié vraie copie.

Montréal, ce 8e jour de février 1954.

Le Président,
MICHAEL PALANGIO,
Le Secrétaire,
J. PALANGIO.

37059

(A.G. 10734-54)

PREMIER PROPERTY LIMITED

By-law No. 14

Be it and it is hereby enacted as By-law 14 of "Premier Property Limited" that the location of the Head Office of the Company be and the same is hereby changed from 1540 Sun Life Building in the City of Montreal to 1320 Graham Boulevard in the Town of Mount Royal, in the Province of Quebec.

CERTIFICATION

We, John Barker Pennefather and Hamilton A. Stewart respectively President and Secretary of "Premier Property Limited", do hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true faithful copy of By-law Number 14 of the Company regularly adopted by the Directors of the said Company at a meeting duly called and held at the Head Office of the Company, 1540 Sun Life Building, Montreal, on the 4th day of March, 1954.

That at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company duly called and held at the Head Office of the Company on the 4th day of March, 1954, the said By-law No. 14 was approved.

That at the said Special General Meeting of the Shareholders, the Shareholders present held themselves or represented 1998 shares of the capital stock of the Company and that the the shareholders who voted in favour of the said By-law held or represented amongst themselves all of the said 1998 shares.

And we have signed, at Montreal, this 24th day of March 1954.

JOHN BARKER PENNEFATHER,
(Seal) President.
HAMILTON A. STEWART,
Secretary.

37039-o

(A.G. 50686-53)

SOEURS DE CHARITÉ DE SAINTE MARIE
SISTERS OF CHARITY OF SAINT MARY
Amended By-law No. 1

Transferring the head office of the above mentioned corporation from Laval College, St-Vincent de Paul, county of Laval, to the address hereinafter indicated :

"That the head office of the corporation be changed and that it be fixed at number 3590 of Gouin Boulevard, East, at Montreal-North, district of Montreal, Province of Quebec."

Certified true copy.

(Signed) Sister FILOMENA PINNA,
37064 Secretary.

(A.G. 7737-53)

MICHAEL PALANGIO LTD.
By-law No. 5

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Michael Palangio Ltd. that the location of the Head Office of the company be and the same is changed from 7279 McEachran Ave., Town of Mount Royal to 806 St. Roch Street in the City and District of Montreal, Province of Quebec."

Certified true copy.

Montreal, this 8th day of February, 1954.

MICHAEL PALANGIO,
President.
J. PALANGIO,
Secretary.

37059-o

Soumissions

Province de Québec

ST-JEAN-BAPTISTE
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jacques Beaudoin, N.P., secrétaire-trésorier, 174 St-Damase, St-Jean-Baptiste, Cte Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 12 mai 1954, pour l'achat de \$85,000 d'obligations de St-Jean-Baptiste, comté de Drummond, datées du 1er avril 1954 et remboursables par séries du 1er avril 1955 au 1er avril 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 336 — Pavages, divers achats, consolidation de dettes, etc.

Tableau d'amortissement — \$85,000 — 20 ans

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Année	Capital
1er avril 1955.....	\$2,500.00
1er avril 1956.....	2,500.00
1er avril 1957.....	3,000.00
1er avril 1958.....	3,000.00
1er avril 1959.....	3,000.00
1er avril 1960.....	3,500.00
1er avril 1961.....	3,500.00
1er avril 1962.....	3,500.00
1er avril 1963.....	4,000.00
1er avril 1964.....	4,000.00
1er avril 1965.....	4,000.00
1er avril 1966.....	4,500.00
1er avril 1967.....	4,500.00
1er avril 1968.....	5,000.00
1er avril 1969.....	5,000.00
1er avril 1970.....	5,500.00
1er avril 1971.....	5,500.00
1er avril 1972.....	6,000.00
1er avril 1973.....	6,000.00
1er avril 1974.....	6,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph, Cte Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Joseph, Cte Drummond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi,

Tenders

Province of Quebec

ST-JEAN-BAPTISTE
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Beaudoin, N.P., Secretary-Treasurer, 174 St-Damase, St-Jean-Baptiste, county of Drummond, until 8 o'clock p.m. Wednesday, May 12, 1954, for the purchase of an issue of \$85,000 of bonds of St-Jean-Baptiste, County of Drummond, dated April 1st, 1954, and redeemable serially from April 1st, 1955 to April 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-Law No. 336 — Paving, miscellaneous purchases, consolidation of debts, etc.

Table of redemption — \$85,000 — 20 years

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Year	Capital
April 1st, 1955.....	\$2,500.00
April 1st, 1956.....	2,500.00
April 1st, 1957.....	3,000.00
April 1st, 1958.....	3,000.00
April 1st, 1959.....	3,000.00
April 1st, 1960.....	3,500.00
April 1st, 1961.....	3,500.00
April 1st, 1962.....	3,500.00
April 1st, 1963.....	4,000.00
April 1st, 1964.....	4,000.00
April 1st, 1965.....	4,000.00
April 1st, 1966.....	4,500.00
April 1st, 1967.....	4,500.00
April 1st, 1968.....	5,000.00
April 1st, 1969.....	5,000.00
April 1st, 1970.....	5,500.00
April 1st, 1971.....	5,500.00
April 1st, 1972.....	6,000.00
April 1st, 1973.....	6,000.00
April 1st, 1974.....	6,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Joseph, county of Drummond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Joseph, county of Drummond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday,

le 12 mai 1954, à 8 heures p.m., en la salle de l'école Ste-Marie, St-Jean-Baptiste, Cté Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Baptiste, (Comté de Drummond), ce 21 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES BEAUDOIN, N.P.

174 St-Damase, St-Jean-Baptiste,
(Cté Drummond), P.Q.

37060-0

Province de Québec

CANTON CHICOUTIMI
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Philippe Harvey, N.P., secrétaire-trésorier 365 est, rue Racine, Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 11 mai 1954, pour l'achat de \$100,000 d'obligations du canton Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 121 — Construction d'un réseau d'aqueduc et d'un système d'égouts dans une partie de la municipalité.

Tableau d'amortissement—\$100,000.00—15 ans
Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Année	Capital
1er juin 1955	\$1,500.00
1er juin 1956	1,500.00
1er juin 1957	1,500.00
1er juin 1958	1,500.00
1er juin 1959	2,000.00
1er juin 1960	2,000.00
1er juin 1961	2,000.00
1er juin 1962	2,000.00
1er juin 1963	2,000.00
1er juin 1964	2,500.00
1er juin 1965	2,500.00
1er juin 1966	2,500.00
1er juin 1967	2,500.00
1er juin 1968	3,000.00
1er juin 1969	71,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Chicoutimi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

day, May 12, 1954, at 8 o'clock p.m., at School Hall of Ste-Marie, St-Jean-Baptiste, County Drummond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Baptiste (County of Drummond), April 21, 1954.

JACQUES BEAUDOIN, N.P.,
Secretary-Treasurer.

174 St-Damase, St-Jean-Baptiste,
(County Drummond), P.Q.

37060

Province of Quebec

TOWNSHIP OF CHICOUTIMI
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Philippe Harvey, N.P., secretary-treasurer, 365 Racine Street, East, Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 11th, 1954, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June and December first of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-law number 121 — For the building of a system of water works and that of sewage, in a section of the municipality.

Table of redemption — \$100,000.00 — 15 years
For adjudication purposes only, the interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Year	Capital
June 1st, 1955	\$ 1,500.00
June 1st, 1956	1,500.00
June 1st, 1957	1,500.00
June 1st, 1958	1,500.00
June 1st, 1959	2,000.00
June 1st, 1960	2,000.00
June 1st, 1961	2,000.00
June 1st, 1962	2,000.00
June 1st, 1963	2,000.00
June 1st, 1964	2,500.00
June 1st, 1965	2,500.00
June 1st, 1966	2,500.00
June 1st, 1967	2,500.00
June 1st, 1968	3,000.00
June 1st, 1969	71,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Chicoutimi.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 11 mai 1954, à 8 heures p.m., en la salle publique, avenue Bégin, Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 22 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
PHILIPPE HARVEY, N.P.,

365 est. rue Racine,
Chicoutimi, P.Q.

37065-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE WARWICK Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilfrid Maillhot, secrétaire-trésorier, C.P. 64, Warwick, comté d'Arthabaska, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 10 mai 1954, pour l'achat de \$250,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Warwick, comté d'Arthabaska, datées du 1er mai 1954 et remboursables par séries du 1er mai 1955 au 1er mai 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 15 janvier 1954 — Construction d'une école de 12 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$250,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1955	x\$32,500.00
1er mai 1956	x 34,000.00
1er mai 1957	x 36,000.00
1er mai 1958	x 37,500.00
1er mai 1959	4,500.00
1er mai 1960	5,000.00
1er mai 1961	5,000.00
1er mai 1962	5,500.00
1er mai 1963	5,500.00
1er mai 1964	6,000.00
1er mai 1965	6,000.00
1er mai 1966	6,500.00
1er mai 1967	7,000.00
1er mai 1968	7,000.00
1er mai 1969	7,500.00
1er mai 1970	8,000.00
1er mai 1971	8,500.00
1er mai 1972	9,000.00
1er mai 1973	9,500.00
1er mai 1974	9,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$35,000 chacun, de 1955 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Warwick, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Warwick, comté d'Arthabaska.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 11th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Public Hall, Bégin Avenue, Chicoutimi.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi (county of Chicoutimi), this April 22nd, 1954.

PHILIPPE HARVEY, N.P.,
Secretary-Treasurer.

365 Racine Street, East,
Chicoutimi, P.Q.

37065

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY THE VILLAGE OF WARWICK (County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Wilfrid Maillhot, Secretary-Treasurer, P.O.B. 64, Warwick, County of Arthabaska, until 7.30 o'clock p.m., Monday May 10, 1954, for the purchase of an issue of \$250,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Village of Warwick, county of Arthabaska, dated May 1st, 1954 and redeemable serially from May 1st, 1955 and November 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated January 15, 1954 — Erection of a 12 class room school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$250,000 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1955	x\$32,500.00
May 1st, 1956	x 34,000.00
May 1st, 1957	x 36,000.00
May 1st, 1958	x 37,500.00
May 1st, 1959	4,500.00
May 1st, 1960	5,000.00
May 1st, 1961	5,000.00
May 1st, 1962	5,500.00
May 1st, 1963	5,500.00
May 1st, 1964	6,000.00
May 1st, 1965	6,000.00
May 1st, 1966	6,500.00
May 1st, 1967	7,000.00
May 1st, 1968	7,000.00
May 1st, 1969	7,500.00
May 1st, 1970	8,000.00
May 1st, 1971	8,500.00
May 1st, 1972	9,000.00
May 1st, 1973	9,500.00
May 1st, 1974	9,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,000 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$35,000 each, from 1955 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Warwick, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Warwick, county of Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 10 mai 1954, à 7.30 heures p.m., en la salle de l'Académie St-Médard, Warwick, comté d'Arthabaska.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Warwick, (Comté d'Arthabaska), ce 20 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID MAILHOT.

37045-o
C.P. 64, Warwick,
(Cté Arthabaska), P.Q.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, May 10, 1954, at 7.30 o'clock at the St-Médard Academy Hall, Warwick, county of Arthabaska.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Warwick (County of Arthabaska), April 20, 1954.

WILFRID MAILHOT,
Secretary-Treasurer.

37045
B.O.P. 64, Warwick,
(County of Arthabaska), P.Q.

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 10 mai 1954, pour l'achat de \$855,000.00 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 15 mars 1954 et remboursables par séries du 15 mars 1955 au 15 mars 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlements d'emprunts numéros 244 et 253 —
Egouts, aqueduc, pavages, trottoirs, protection contre l'incendie, etc.

Tableau d'amortissement — \$855,000.00 — 20 ans

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Année	Capital
15 mars 1955.....	\$ 26,000.00
15 mars 1956.....	27,000.00
15 mars 1957.....	28,500.00
15 mars 1958.....	29,500.00
15 mars 1959.....	31,500.00
15 mars 1960.....	33,000.00
15 mars 1961.....	34,500.00
15 mars 1962.....	36,000.00
15 mars 1963.....	38,500.00
15 mars 1964.....	40,000.00
15 mars 1965.....	42,000.00
15 mars 1966.....	44,500.00
15 mars 1967.....	46,500.00
15 mars 1968.....	48,500.00
15 mars 1969.....	51,500.00
15 mars 1970.....	54,000.00
15 mars 1971.....	56,500.00
15 mars 1972.....	59,500.00

Province of Quebec

CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, Clerk, City Hall, Granby, county of Shefford, until 8 o'clock p.m., Monday, May 10, 1954, for the purchase of an issue of \$855,000.00 of bonds of the city of Granby, county of Shefford, dated March 15, 1954 and redeemable serially from March 15, 1955 to March 15, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-laws numbers 244 and 253 — Sewers, waterworks, paving, sidewalks, fire protection, etc.

Table of redemption — \$855,000.00 — 20 years

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Year	Capital
March 15th, 1955.....	\$ 26,000.00
March 15th, 1956.....	27,000.00
March 15th, 1957.....	28,500.00
March 15th, 1958.....	29,500.00
March 15th, 1959.....	31,500.00
March 15th, 1960.....	33,000.00
March 15th, 1961.....	34,500.00
March 15th, 1962.....	36,000.00
March 15th, 1963.....	38,500.00
March 15th, 1964.....	40,000.00
March 15th, 1965.....	42,000.00
March 15th, 1966.....	44,500.00
March 15th, 1967.....	46,500.00
March 15th, 1968.....	48,500.00
March 15th, 1969.....	51,500.00
March 15th, 1970.....	54,000.00
March 15th, 1971.....	56,500.00
March 15th, 1972.....	59,500.00

15 mars 1973..... 62,000.00
15 mars 1974..... 65,500.00

March 15th, 1973..... 62,000.00
March 15th, 1974..... 65,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 10 mai 1954, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby (comté de Shefford), ce 21 avril 1954.

Le Greffier,

DONAT BROUSSEAU.

Hôtel de Ville,
Granby (comté de Shefford), P.Q. 37066-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Granby, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 10, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Granby, county of Shefford.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby (county of Shefford, April 21, 1954.

DONAT BROUSSEAU,

Clerk.

City Hall,
Granby (county of Shefford), P.Q. 37066

Province de Québec

CITÉ DE SOREL
(Comté de Richelieu)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Théodore Bardier, greffier, Hôtel de Ville, Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 4 heures p.m., lundi, le 10 mai 1954, pour l'achat de \$388,000.00 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt numéro 627 — Egouts, aqueduc, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$388,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1955.....	\$ 12,000.00
1er juin 1956.....	12,500.00
1er juin 1957.....	13,000.00
1er juin 1958.....	13,500.00
1er juin 1959.....	14,000.00
1er juin 1960.....	15,000.00
1er juin 1961.....	15,500.00
1er juin 1962.....	16,500.00
1er juin 1963.....	17,500.00
1er juin 1964.....	18,000.00
1er juin 1965.....	19,000.00
1er juin 1966.....	20,000.00
1er juin 1967.....	21,000.00

Province of Quebec

CITY OF SOREL
(County of Richelieu)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Théodore Bardier, clerk, Town Hall, Sorel, county of Richelieu, until 4 o'clock p.m., Monday, May 10th, 1954, for the purchase of an issue of \$388,000.00 of bonds of the city of Sorel, county of Richelieu, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-law number 627 — Sewers, water-works, roads, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$388,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1955.....	\$ 12,000.00
June 1st, 1956.....	12,500.00
June 1st, 1957.....	13,000.00
June 1st, 1958.....	13,500.00
June 1st, 1959.....	14,000.00
June 1st, 1960.....	15,000.00
June 1st, 1961.....	15,500.00
June 1st, 1962.....	16,500.00
June 1st, 1963.....	17,500.00
June 1st, 1964.....	18,000.00
June 1st, 1965.....	19,000.00
June 1st, 1966.....	20,000.00
June 1st, 1967.....	21,000.00

1er juin 1968.....	22,000.00
1er juin 1969.....	23,000.00
1er juin 1970.....	24,500.00
1er juin 1971.....	25,500.00
1er juin 1972.....	27,000.00
1er juin 1973.....	28,500.00
1er juin 1974.....	30,000.00

June 1st, 1968.....	22,000.00
June 1st, 1969.....	23,000.00
June 1st, 1970.....	24,500.00
June 1st, 1971.....	25,500.00
June 1st, 1972.....	27,000.00
June 1st, 1973.....	28,500.00
June 1st, 1974.....	30,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel, comté de Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Sorel, comté de Richelieu.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 10 mai 1954, à 4 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Sorel, comté de Richelieu.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel (comté de Richelieu), ce 20 avril 1954.

Le Greffier,

THÉODORE BARDIER.

Hôtel de Ville,
Sorel (comté de Richelieu), P.Q. 37067-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE SAINT-BLAISE
(Comité de Saint-Jean)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Urgel Chabot, secrétaire-trésorier, Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 11 mai 1954, pour l'achat de \$149,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, datées du 1er avril 1954 et remboursables par séries du 1er avril 1955 au 1er avril 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 25 février 1954—Construction d'une école centrale et dépenses incidentes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$149,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1955.....	\$ 15,500.00
1er avril 1956.....	16,500.00
1er avril 1957.....	17,000.00
1er avril 1958.....	18,000.00

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sorel, county of Richelieu.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Sorel, county of Richelieu.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, May 10th, 1954, at 4 o'clock p.m., at the City Hall, Sorel, county of Richelieu.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel (county of Richelieu), April 20th, 1954.

THÉODORE BARDIER,

Clerk.

Town Hall,
Sorel (county of Richelieu), P.Q. 37067

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST. BLAISE
(County of St. John)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Urgel Chabot, secretary-treasurer, St. Blaise, county of St. John, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 11th, 1954, for the purchase of an issue of \$149,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St. Blaise, county of St. John, dated April 1st, 1954, and redeemable serially from April 1st, 1955 to April 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-law dated February 25th, 1954 — For the building of a central school and incidental expenditures.

For adjudication purposes only, the interest will be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$149,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1955.....	\$ 15,500.00
April 1st, 1956.....	16,500.00
April 1st, 1957.....	17,000.00
April 1st, 1958.....	18,000.00

1er avril 1959.....x	18,500.00	April 1st, 1959.....x	18,500.00
1er avril 1960.....	3,000.00	April 1st, 1960.....	3,000.00
1er avril 1961.....	3,000.00	April 1st, 1961.....	3,000.00
1er avril 1962.....	3,500.00	April 1st, 1962.....	3,500.00
1er avril 1963.....	3,500.00	April 1st, 1963.....	3,500.00
1er avril 1964.....	3,500.00	April 1st, 1964.....	3,500.00
1er avril 1965.....	4,000.00	April 1st, 1965.....	4,000.00
1er avril 1966.....	4,000.00	April 1st, 1966.....	4,000.00
1er avril 1967.....	4,000.00	April 1st, 1967.....	4,000.00
1er avril 1968.....	4,500.00	April 1st, 1968.....	4,500.00
1er avril 1969.....	4,500.00	April 1st, 1969.....	4,500.00
1er avril 1970.....	5,000.00	April 1st, 1970.....	5,000.00
1er avril 1971.....	5,000.00	April 1st, 1971.....	5,000.00
1er avril 1972.....	5,000.00	April 1st, 1972.....	5,000.00
1er avril 1973.....	5,500.00	April 1st, 1973.....	5,500.00
1er avril 1974.....	5,500.00	April 1st, 1974.....	5,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$82,586, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$16,517.20 chacun, de 1955 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 11 mai 1954, à 8 heures p.m., au lieu ordinaire des séances, Saint-Blaise, comté de Saint-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Blaise (comté de Saint-Jean), ce 21 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
URGEL CHABOT.

Saint-Blaise (comté de Saint-Jean), P.Q. 37068-o

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$82,586.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$16,517.20 each, from 1955 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. John, county of St. John.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. John, county of St. John.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, May 11th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the place where meetings are usually held, St. Blaise, county of St. John.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Blaise (county of St. John), this April 21th, 1954.

URGEL CHABOT,
Secretary-Treasurer.

St. Blaise (county of St. John), P.Q. 37068

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mai 1953, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway, Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue St-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 19 mai 1954, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 30 mars 1954.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
36925-14-6-o J. E. TWEEDY.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of May 1953, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, May 19th, 1954, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that and all charges paid thereon.

Montreal, March 30th, 1954.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
per: J. E. TWEEDY,
36925-14-6-o Manager, Mail and Baggage traffic

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

Aux contribuables de la susdite municipalité

To the ratepayers of the above municipality

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Paul-E. Roy, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité du comté de Rivière-du-Loup, que JEUDI, le DIXIEME jour de JUIN mil neuf cent cinquante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, au chef-lieu du comté, à l'Hôtel-de-Ville de Rivière-du-Loup, en la cité de Rivière-du-Loup, seront vendus à l'enchère publique les immeubles ci-après désignés pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdits taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Notice is hereby given by the undersigned, Paul E. Roy, Secretary-treasurer of the above said municipality of the county of Rivière-du-Loup, that THURSDAY, the TENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-four, at TEN o'clock in the forenoon, at the County-seat, at the City Hall of Rivière-du-Loup, in the city of Rivière-du-Loup, shall be sold at public auction, the immovables herein-after designated for the non-payment of municipal, and school taxes, expenses and charges due on each of these immovables, unless the said taxes, expenses and charges be previously paid and acquitted with the costs incurred before the sale, to wit:

Municipalité de Raudot (Ste-Rita) — Municipality of Raudot (Ste-Rita)

Nom du propriétaire Name of proprietor	Occupation	Adresse Address	No des lots No. of lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
René Roussel.....	Cult.-Farmer	St-Jean-de-Dieu.	P. 40 O.-W.	1.....	\$ 3.78	\$22.08	\$ 4.78	\$30.64
René Roussel.....	"	"	P. 41 E.....	1.....	5.67	31.31	4.78	41.76
Louis Desjardins....	"	Ste-Rita	26.....	3.....	1.98	27.59	4.69	34.26
Louis Desjardins....	"	"	27.....	3.....	5.13	71.72	4.69	81.54
Louis Desjardins....	"	"	3.....	7.....	0.79	27.21	4.69	32.69

Municipalité de Notre-Dame-du-Portage — Municipality of Notre-Dame-du-Portage

Succ.-Est. Xavier Lévesque.		Ch. du Lac..	189-190.....	Ch. du Lac.	2.23	8.93	7.20	18.36
-----------------------------	-------	--------------	--------------	-------------	------	------	------	-------

Municipalité de St-Antoine — Municipality of St-Antoine

Léon Michaud.....	Cult.-Farmer	St-Antoine..	273.....	5.....	4.17	6.29	5.25	15.71
Léon Michaud.....	"	"	262.....	5.....	14.12	16.14	5.25	35.51

Donné à St-Arsène, ce douzième jour d'avril mil neuf cent cinquante-quatre.

Given at St-Arsène, this twelfth day of April, on thousand nine hundred and fifty-four.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation municipale
du comté de Rivière-du-Loup.

PAUL E. ROY,
Secretary-Treasurer
of the Municipal Corporation
of the County of Rivière-du-Loup.

37024-16-2-0

37024-16-2

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Avis est par le présent donné par Edouard Houde, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI le NEUF JUIN 1954, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquels ils sont affectés et des frais courus.

Public notice is hereby given by Édouard Houde, secretary-treasurer, that the under mentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the NINTH of JUNE 1954, at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law in default of payment of tax due thereon and costs incurred.

Municipalités Municipalities	Cantons Townships	Appartenant à Owning by	Rang Ranges	Lots	Etend. Surf.	Taxes
Irlande S.....	Irlande.....	Florent Veilleux.....	3.....	174.....	50 ac.....	\$ 40.76
Irlande S.....	Irlande.....	Florent Veilleux.....	3.....	P-131.....	1 ac.....	59.99
Plessisville par.....	Somerset-S.....	Louis Arton.....	5.....	P-E-17.....		55.13
Plessisville par.....	Somerset-S.....	Lionel Champagne.....	5.....	P-E-18.....		52.65
Plessisville par.....	Somerset-S.....	Henri Daigle.....	6.....	P-E-18.....		43.83
Plessisville par.....	Somerset-S.....	Arthur Pellerin.....	Gore.....	P-A-E.....		32.73
Plessisville par.....	Somerset-S.....	Arthur Pellerin.....	Gore.....	P-A-O.....		58.42
Plessisville par.....	Somerset-S.....	Arthur Pellerin.....	7.....	20-B-4.....		46.70
Plessisville par.....	Somerset-S.....	P-E. Perreault.....	5.....	P-O-18.....		42.03
Plessisville vil.....	Plessisville.....	Raymond Doyle.....		4-A-1-16.....		2.50
Plessisville vil.....	Plessisville.....	Wellie Vaillancourt.....		25.....		48.44
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Arthur Roseberry.....	2.....	12-B.....	50 ac.....	14.94
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Arthur Roseberry.....	2.....	12-D.....	50 ac.....	30.30
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-1.....	50' x 100'.....	6.07
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Succ.-Est. Aremis.....	5.....	16-B-2.....	50' x 100'.....	6.07
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Talbot.....				
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Succ.-Est. Aremis.....	5.....	16-B-3.....	50' x 100'.....	6.07
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-4.....	50' x 100'.....	6.07
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	André Ouellet.....	5.....	16-B-6.....	50' x 100'.....	13.43
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-8.....	50' x 100'.....	13.09
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-10.....	50' x 100'.....	13.08
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-11.....	50' x 100'.....	13.43
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-12.....	50' x 100'.....	13.43
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-22.....	50' x 100'.....	9.30
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-23.....	50' x 100'.....	9.01
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-139.....	50' x 95'.....	9.68
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-140.....	50' x 95'.....	9.61
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-141.....	50' x 95'.....	9.68
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-142.....	50' x 95'.....	9.61
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-144.....	50' x 95'.....	9.61
St-Ant. Pontbriand.....	Thetford.....	Inconnu-Unknown.....	5.....	16-B-150.....	50' x 95'.....	9.61
St-Joseph Coleraine.....	Coleraine.....	Paul St-Hilaire.....	A.....	7.....		101.75
St-Joseph Coleraine.....	Coleraine.....	Euclide Paré.....	10.....	16.....		149.95
St-Joseph Coleraine.....	Coleraine.....	Mme Raou. Fréchette.....	7.....	103.....		25.60

MUNICIPALITÉ DU CANTON D'IVERNESS

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF INVERNESS

Une propriété située au canton d'Inverness, contenant 100 acres en étendue, plus ou moins, connue au cadastre officiel du canton d'Inverness comme étant le lot 656, avec les bâtisses et avec un droit de passage de 36 pieds de largeur sur le lot 655 du même cadastre, selon les titres s'y rapportant. Connue comme appartenant à Rosario Grondin. Taxes dues: \$199.53.

A piece of land in the township of Inverness, containing 100 acres in surface, more or less, known at the official cadaster of the township of Inverness as being lot number 656, with buildings and with a right of way of 36 feet in width on lot 655 of the same cadaster, according to existing deeds. Known as belonging to Rosario Grondin. Taxes due: \$199.53.

Une propriété située au canton d'Inverness, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre de ce canton, comme étant le lot 658, sans bâtisse. A distraire de ce lot un morceau de terrain étant un banc de gravier mesurant 200 pieds de largeur par 200 pieds de profondeur, situé au sud-ouest du chemin public traversant ce lot et vendu à Robert Graham, et dont le titre n'est pas encore fait. A distraire également les parties de ce lot vendues à Philippe Poudrier, le long de la rivière, et appartenant maintenant à The Shawinigan Water & Power Company, suivant les titres s'y rapportant. Connue comme appartenant à Rosario Grondin. Taxes dues: \$37.32.

A piece of land in the township of Inverness, containing 100 acres in surface, more or less, known at the official cadaster of the township of Inverness, as being lot number 658, without building. Less a piece of land being a gravel pit of 200 feet by 200 feet, located at the south west of the public road going through that lot and sold to Robert Graham, which deed is not made yet, and less parts of the said lot sold to Philippe Poudrier, along the river, and now owned by the Shawinigan Water & Power Company according to the deeds. Known as belonging to Rosario Grondin. Taxes due: \$37.32.

MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN-BRÉBEUF

MUNICIPALITY OF ST-JEAN-BRÉBEUF

La partie sud-ouest du lot 143, située dans le rang 3 du cadastre du canton d'Inverness, bornée au nord-est par la demi-nord-est du lot 143, au sud-est par le lot 141, au sud-ouest par le chemin public, cordon des rangs 2 et 3 et au nord-ouest par le lot 144, comprenant 115 acres en superficie. Connue comme appartenant à Alfred Carrier. Taxes dues: \$67.20.

The part of lot 143, located on range 3rd of the cadaster of the township of Inverness, bounded at the north-east by the north east half of lot 143, at the south east by lot 141, at the south west by the public road being the line between ranges 2 and 3, and at the north west by lot 144, containing 115 acres in surface. Known as belonging to Alfred Carrier. Taxes due: \$67.20.

La partie sud-est du lot 82, située dans le 2ième rang du cadastre du canton d'Inverness, bornée au nord-est par le chemin public et le cordon entre les rangs 2 et 3, au sud-est par la moitié sud-est du lot 82, au sud-ouest par le cordon entre les rangs 1 et 2 et au nord-ouest par la moitié nord-ouest du lot 82, comprenant

The south east part of lot 82, located in the 2nd range of the township of Inverness, bounded at the north east by the public road and by the line between ranges 2 and 3, at the south east by the south east half of lot 82, at the south west by the line between ranges 1 and 2, and at the north west by the north west half of lot 82,

56 acres en étendue. Connue comme appartenant à Alfred Carrier. Taxes dues: \$30.80.

La demi sud-est du lot 660 situé sur le rang 12 du cadastre du canton d'Irlande d'une superficie de 100 acres, borné au nord-est par les lots 12 et 13 du rang 1 du canton de Leeds, au sud-est par le lot 659, au sud-ouest par le lot 661 et au nord-ouest par le lot 662. Connue comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: \$92.71.

La demie sud-est du lot 661 du rang 12 du cadastre du canton d'Irlande, d'une superficie de 100 acres, bornée au nord-est par le lot 660, au sud-est par le lot 659, au sud-ouest par le chemin public et au nord-ouest par le lot 662. Connue comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: \$286.90.

La demie sud-est du lot 662 du rang 12 du cadastre du canton d'Irlande, bornée au nord-est par le lot 12 du rang 1 du canton de Leeds, au sud-est par les lots 660-661, au sud-ouest par le chemin public et au nord-ouest par la partie nord-ouest du lot 662, d'une superficie de 100 acres. Connue comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: \$122.61.

Le lot 644 du rang 11 du cadastre du canton d'Irlande d'une superficie de 100 acres, borné au nord-est par le chemin public, au sud-est par le lot 645, au sud-ouest par les lots 595-596-597 du rang 10 et au nord-ouest par le lot 643. Connue comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: \$53.15.

MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH COLERAINE

Les 4/7 nord-ouest du lot 19 du rang 1 du canton de Coleraine. Connue comme appartenant à Adélard Lehoux. Taxes dues: \$65.05.

La 1/2 nord-ouest du lot 22 du rang 1 du canton de Coleraine. Connue comme appartenant à Ludger Levesque. Taxes dues: \$35.12.

La partie nord-ouest au nord du chemin de front du lot 24 du rang 1 de Coleraine. Connue comme appartenant à Roland Goudreau. Taxes dues: \$117.00.

Les 3/4 du lot 23 nord-ouest, rang 1, canton Coleraine, connue comme appartenant à Adélard Lehoux. Taxes dues: \$61.75.

MUNICIPALITÉ DE STE-SOPHIE

Une partie du numéro 837 du cadastre de la paroisse de Ste-Sophie dans le canton d'Halifax bornée au nord-ouest par le lot 838, au sud-est par le lot 836, au nord-est par le chemin du 10e rang, au sud-ouest par le chemin du 9e rang, d'une superficie totale de 71 acres, à distraire sur la largeur du lot dans la partie sud-est 15 acres étant la propriété d'Henry Giguère et laissant un résidu de 56 acres. Connue comme appartenant à Omer Daigle. Taxes dues: \$79.45.

MUNICIPALITÉ DE ST-JACQUES DE LEEDS

Un terrain d'environ 1/4 d'acre, plus ou moins, borné au nord par le chemin Craig, à l'est par le Mine Road, au sud par la partie du lot 16-A, appartenant à M. Emilien Lessard et à l'ouest par M. Gaudias Sylvain. Ce terrain fait partie du lot 16-A du 9e rang du cadastre du canton de Leeds. Connue comme appartenant à Jean-Thomas Champagne. Taxes dues: \$8.48.

containing 56 acres in surface. Known as belonging to Alfred Carrier. Taxes due: \$30.80.

The south east half of lot 660 located on range 12 of the cadaster of the township of Ireland, containing 100 acres in surface, bounded at the north east by lots 12 and 13 of range 1 of the township of Leeds, at the south east by lot 659, at the south west by lot 661 and at the north west by lot 662. Known as belonging to Mrs Alphonse Rouleau. Taxes due: \$92.71.

The south east part of lot 661 of range 12th of the cadaster of the township of Ireland, of 100 acres in surface, bounded at north east by lot 660, at the south east by lot 659, at the south west by the public road and at the north west by lot 662. Known as belonging to Mrs Alphonse Rouleau. Taxes due: \$286.90.

The south east part of lot 662 of the 12th range of the cadaster of the township of Ireland, bounded at the north east by lot 12 of the 1st range of the township of Leeds, at the south west by lots 660-661, at the south west by the public road, at the north west by the north west part of lot 662. Containing 100 acres in surface. Known as belonging to Mrs. Alphonse Rouleau. Taxes due: \$122.61.

Lot 644 of the 11th range of the cadaster of the township of Ireland of 100 acres in surface, bounded at the north east by the public road, at the south east by lot 645, at the south west by lots 595-596-597 of the 10th range and the north west by lot 643. Known as belonging to Mrs. Alphonse Rouleau. Taxes due: \$53.15.

MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH COLERAINE

The north west 4/7 of lot 19 of the 1st range of the township of Coleraine. Known as belonging to Adélard Lehoux. Taxes due: \$65.05.

The north west half of lot 22 of the 1st range of the township of Coleraine. Known as belonging to Ludger Levesque. Taxes due: \$35.12.

The north east part at the north of the front road of lot 24 of the 1st range of the township of Coleraine. Known as belonging to Roland Goudreau. Taxes due: \$117.00.

The 3/4 of lot 23 north west, range 1 of the township of Coleraine. Known as belonging to Adélard Lehoux. Taxes due: \$61.75.

MUNICIPALITY OF STE-SOPHIE

A part of lot 837 of the cadaster of the parish of Ste-Sophie in the township of Halifax, bounded at the north west by lot 838, at the south east by lot 836, at the north east by the road of the 10th range, at the south west by the road of 9th range, of a total surface of 71 acres, less on the width of the lot in the south east part 15 acres owned by Henry Giguère, and leaving a balance of 56 acres. Known as belonging to Omer Daigle. Taxes due: \$79.45.

MUNICIPALITY OF ST-JACQUES DE LEEDS

A piece of land of about 1/4 of an acre, more or less, bounded to the north by the Craig Road, to the east by the Mine Road, to the south by the part of lot 16-A, belonging to Emilien Lessard and to the west by Gaudias Sylvain. This piece of land is part of lot 16-A of the 9th range of the cadaster of the township of Leeds. Known as belonging to Jean-Thomas Champagne. Taxes due: \$8.48.

MUNICIPALITÉ DE ST-ANTOINE PONTBRIAND MUNICIPALITY OF ST-ANTOINE PONTBRIAND

Une partie du lot 14-A du 2e rang du canton de Thetford, d'une étendue de 80 acres, bornée

A part of lot 14-A of the 2nd range of the township of Thetford, of 80 acres in surface,

au nord-ouest à Edmond Perreault, au nord-est à Eleucippe Toussaint, au sud-est à Aimé Toussaint et au sud-ouest à Eugène Cimon. Connus comme appartenant à Arthur Roseberry. Taxes dues: \$61.89.

Plessisville, le 13 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier
de la corporation
du comté de Mégantic,
ÉDOUARD HOUDE.

37023-16-2-o

bounded at the north west by Edmond Perreault, at the north east by Eleucippe Toussaint, at the south east by Aimé Toussaint and at the south west by Eugène Cimon. Known as belonging to Arthur Roseberry. Taxes due: \$61.89.

Plessisville, April 13th, 1954.

EDOUARD HOUDE,
Secretary-Treasurer
of the Corporation
of the county of Megantic.

37023-16-2-o

Canada — Province de Québec

Canada — Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ NO 3 DE GASPÉ

MUNICIPALITY OF COUNTY NO. 3 OF GASPÉ

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné, Louis-Philippe Langelier, Secrétaire-trésorier du Conseil de la Municipalité de Comté No 3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Sainte-Anne des Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le DIXIEME de JUIN prochain, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles ils sont tenus et affectés, tel que ci-dessous mentionnés, ne soient plus tôt payés avec les frais encourus, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, Louis-Philippe Langelier, Secretary-Treasurer of the Council of Municipality No. 3 of Gaspé, that the immovables herebelow mentioned and described shall be sold by public auction at the Court House of Ste-Anne des Monts, at TEN o'clock in the forenoon, THURSDAY, the TENTH day of JUNE next, unless taxes, costs and other charges to which they are held and affected, as hereinafter mentioned, be paid with incurred costs before the sale, to wit:

Corporation municipale de Christie — Municipal Corporation of Christie

Propriétaire Proprietor	Lot	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes rel. Rel. taxes	Tota
Amédée Vallée	30.....	1er-1st..	Christie.....	34.43	\$47.47	.....	\$81.90
Anatole Daraiche.....	P. Est du lot 34 primitif — Pt. East of lot 34 pri	1st-1er.	Christie.....	16.75	39.48	.....	56.23
Madame Omer Dion.....	P. 38-C.....	1er-1st.	Christie.....	7.20	.....	.....	7.20
Yvon Lefrançois.....	53.....	2e-2nd.	Christie.....	15.12	.....	.....	15.12
Roland Lévesque.....	57.....	2e-2nd.	Christie.....	15.50	.....	.....	15.50

Corporation scolaire de Rivière à Marthe — School Corporation of Rivière à Marthe

Jean François Daraiche	29.....	1er-1st.	Christie.....	.....	39.84	.....	39.84
Adelard Gasse.....	31.....	1er-1st.	Christie.....	.....	45.75	.....	45.75
Hervé Gasse.....	P.42-C-Pt. 42-C	1er-1st.	Christie.....	.....	31.04	.....	31.04
René Dion.....	P.42-B-Pt. 42-B	1er-1st.	Christie.....	.....	27.38	.....	27.38
Charles Eugène Dion	P.42-B-Pt. 42-B	1er-1st.	Christie.....	.....	26.60	.....	26.60
Madame Nil Dion.....	P.42-B & 27 Pt. 42-B & 27	1er-1st.	Christie.....	.....	81.84	.....	81.84
Emile Lepage.....	35.....	2e-2nd.	Christie.....	.....	20.96	.....	20.96

Corporation municipale de St-Joachim de Tourelle — Municipal Corporation of St Joachim de Tourelle

Anthime Blanchette	P. 6-Pt. 6 ..	1er-1st.	Tourelle	5.33	40.20	116.53	162.06
Etant un terrain avec bâtisses, ledit terrain borné vers le Nord par le Golfe St-Laurent, vers l'Est par la propriété d'Henri Bélisle et vers le Sud par celle d'Edouard Miville (Jos.)							
Being a lot of land with buildings, the said lot bounded on the North by the Gulf of St-Laurence, on the East, by the property of Henri Bélisle, and on the South, by that of Edouard Miville (Jos.)							

Madame Norbert Marin.....	P.3-Pt.3 ..	1er-1st.	Tourelle	19.29	35.53	.....	54.82
Etant un terrain avec bâtisses y érigées, borné vers le Nord par le Boulevard Perron, vers l'Est par la propriété de Charles Dupuis, vers le Sud par celle d'Edmond Martial St-Laurent et vers l'Ouest par celle de Paul-Emile Servant.							
Being a lot of land with buildings erected thereon bounded on the North by the Perron Boulevard, on the East, by the property of Charles Dupuis, on the South, by that of Edmond Martial St-Laurent and on the West, by that of Paul-Emile Servant.							

Madame Alphonse Miville...	P. 14-A. Pt. 14-A	1er-1st.	Tourelle	1.96	23.58		25.54
----------------------------	---------------------------	----------	----------------	------	-------	-------	-------

Etant un terrain borné vers le Nord par le Boulevard Perron, vers l'Est par la propriété de Samuel Levesque, vers le Sud par partie du lot 14-A de Louis-Philippe Levesque et vers l'Ouest par partie du lot 14-A de Louis-Marie Therrien; avec bâtisses.

Being a lot of land bounded on the North by the Perron Boulevard, on the East, by the property of Samuel Levesque, on the South, by part of lot 14-A of Louis-Philippe Levesque and on the West, by part of lot 14-A, of Louis-Marie Therrien; with buildings.

Propriétaire Proprietor	Lot	Rang Rrange	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes rel. Rel. taxes	Total
Charles Edouard Miville	P.19-A & P.18-C— Pt.19-A & P.18-C	1er-1st.	Tourelle	4.27	38.51	.....	42.78
Etant un terrain borné au Nord par le bord d'une côte, à l'Est par la propriété d'Edgard Labrie, au Sud par celle d'Ephrem Labrie et à l'Ouest par celle d'Ed- gar Vallée; avec bâtisses. Being a lot of Land bounded on the North by the edge of a hill, on the West, by the property of Edgar Labrie, on the South, by that of Ephrem Labrie and on the West, by that of Edgar Vallée; with buildings.							
Fabien Normand	P.4-B-Pt. 4-B	1er-1st.	Gourelle	4.27	64.80	.....	69.07
Etant un terrain borné au Nord par le bord d'une côte, à l'Est par la propriété d'Edmond Miville Ed., au Sud par le Boulevard Perron et à l'Ouest par celle d'An- toine Savard; avec bâtisses. Being a lot of land bounded on the North by the edge of a hill, on the East, by the property of Edmond Miville Ed., on the South, by the Perron Boulevard and on the West, by that of Antoine Savard; with buildings.							
Ephrem St-Laurent	P.5-Pt.-5 . . .	1er-1st.	Tourelle	9.80	.....	.....	9.80
Etant un terrain borné au Nord par le bord d'une côte, à l'Est par la propriété d'Ovila Dugas, au Sud par le Boulevard Perron et à l'Ouest par la propriété d'Omer Therrien; avec bâtisses. Being a lot of land bounded on the North by the edge of a hill, on the East, by the property of Ovila Dugas, on the South, by the Perron Boulevard and on the West, by the property of Omer Therrien; with buildings.							
M. & Mme Roméo Therrien . .	P.17-Pt.17 . .	1er-1st.	Tourelle	8.89	58.19	.....	67.08
Etant un terrain borné au Nord par le bord d'une côte, à l'Est par la propriété de Philias Therrien, au Sud par le Boulevard Perron et à l'Ouest par la proprié- té de Samuel Levesque; avec bâtisses. Being a lot of land bounded on the North by the edge of a hill, on the East, by the property of Philias Therrien, on the South, by the Perron Boulevard, and on the West, by the property of Samuel Levesque; with buildings.							
Ephrem Soucy	26-C	2e-2nd.	Tourelle	0.82	3.20	.....	4.02
Hector Soucy	29-B & 30 . .	2e-2nd.	Tourelle	16.39	77.15	.....	93.54

Corporation scolaire de Sainte-Anne des Monts, Village
School Corporation of Sainte-Anne des Monts, Village

Lionel Bouchard	P.11 & P.12 & maison construite sur P.3 P.11 & Pt. & House built on Pt 3	1er Bloc 1st Bloc A	Tourelle	62.02	139.83	.....	202.85
Succ-Est. Georges Gaumond .	25-H-1	1er-1st.	Fief Ste-Anne des Monts	85.69	109.73	.....	195.42
Mme-Mrs. Alph. Sasseville . .	P.14-Pt.14 . .	1er Bl. A-1st	Tourelle	137.09	101.23	.....	238.32
Mme-Mrs. Laurient Servant . .	Block A P.23-A-3— Pt.23-A-3	1er-1st.	Fiel Ste-Anne des Monts	69.83	76.11	.....	145.94
Rodolphe Gaumond	Maison construite sur 26-C-5 House built no 26-C-5	1er-1st.	Fiel Ste-Anne des Monts	17.64	28.13	.....	45.77
Mlle-Miss Berthe Thibault . . Denis Pelletier (Occupant)	Logement construit sur 18-B-1— Dewling house built on 18-B-1	1er-1st.	Fief Ste-Anne des Monts	149.29	59.98	.....	209.27

Corporation municipale de Ste-Anne des Monts
Municipal Corporation of Ste Anne des Monts

René Béchard	Maison construite sur P.35— House built on Pt. 35	1er Bloc A-1st Block A	Tourelle	74.65	27.10	.....	101.75
Succ-Est. Robert Béchard . . .	Maison construite sur P.35— House built on Pt. 35	1er Bloc A-1st Block A	Tourelle	30.75	11.04	.....	41.79
Adhémar Boucher	P.40-Pt.40 . .	1er Bloc A-1st	Tourelle	48.80	34.74	.....	83.54
Succ.-Est. Alphée Dugas	P.33-Pt.33 . .	1er Bloc A-1st Block B	Tourelle	52.69	87.71	.....	140.40
Laurent Levesque	P.11-Pt.11 . .	1er Bloc B-1st Block B	Tourelle	23.86	18.95	.....	42.81
Raoul Miville	P.29-Pt.29 . . B-1st	1er Bloc Block B	Tourelle	14.74	14.61	.....	29.35

Propriétaire — Proprietor	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxes	Total
Luc Martin	P.41-Pt.41 ..	1er Bloc A-1st Block A	Tourelle	5.65	.....	.....	5.65
Eloi Pelletier	P.11-A.Pt. 11-A	1er-1st.	Cap-Chat	24.59	43.50	.....	68.09
Yvon G. Pelletier	P.1-C-Pt.1- C	2e-1nd.	Tourelle .....	.....	.....	.....	.....
Albert Servant	P.Ouest H Pt. West H	5e-5th.	Tourelle	43.79	65.19	.....	108.98
Albert Servant	P.21-Pt.21 ..	1er Bloc A-1st Block A	Tourelle	98.60	22.75	.....	121.35
Louis Vallée	Maison construite sur 24-A-13 House built on 24-A-13	1er-1st.	Fief Ste-Anne des Monts	33.25	42.67	.....	75.92
Léonard Vignola	Maison construite sur 16-A-13 House built on 16-A-13	1er-1st.	Fief Ste-Anne	32.63	34.52	.....	67.14
Germain Collin	P.25-Pt.25 ..	1er Bloc A-1st Block A	Tourelle	89.06	95.38	.....	184.44
Florian Collin	P.10-Pt.10 4-A & 4-B..	5e-5th	Tourelle	39.97	91.20	.....	131.17
Edmond Daraïche	37-8	3e-3rd 1er-1st.	Fief Ste-Anne des Monts	53.92	30.15	.....	84.07
Hubert Collin	12-B	4e-4th	Tourelle	47.84	1.48	.....	49.32
Luc Collin	P. 14	1er Bloc A-1st Block A	Tourelle .....	.....	.....	.....	.....
Lue Collin	P.6-C.P.7-A P.7-B.P.10-5	3e-3rd 5e-5th	Tourelle	83.40	.....	.....	83.40
Succ.-Est. M.-Mr. & Mme-Mrs Isidore Pelletier	P. 28	1er-1st.	Tourelle	63.42	84.53	.....	147.95
Succ.-Est. Adrien Pelletier...	P.11-2	2e-2nd.	Cap-Chat	3.95	17.91	.....	21.86
	19-1	4e-4th.	Cap-Chat .....	.....	.....	.....	.....
	Pt.11-2-19-1						

Corporation Scolaire Ste-Anne des Monts paroisse — School Corporation of Ste-Anne des Monts Paroisse

André Albert Lepage	P.6.	1er-1st.	Cap-Chat	28.38	158.70		187.09
---------------------------	-----------	----------	----------------	-------	--------	-------	--------

Donné à Sainte-Anne des Monts, ce quinze
avril mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
Corporation Comté No 3 de Gaspé,
37042-17-2 LS-PHILIPPE LANGELIER.

Given at Ste-Anne des Monts, this fifteenth
day of April, one thousand nine hundred fifty-
four.

LS-PHILIPPE LANGELIER,
Secretary-Treasurer,
Corporation of County No. 3 of Gaspé.
37042-17-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que
les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { AIME MIRON *et al.*, de-
N° 967. { mandeurs vs LUCIEN
DAOUST, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement faisant partie du lot N°
255 des plan et livre de renvoi officiels de la pa-
roisse Ste-Cécile, mesurant cinquante pieds de
largeur par cent pieds de profondeur, mesure an-
glaise, et borné comme suit: en front par le Che-
min Larocque, d'un côté par le lot N° 254, à
l'arrière et de l'autre côté par le résidu dudit lot

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respect-
ive times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, { AIME MIRON *et al.*, plain-
No. 967. { tiffs, vs LUCIEN DA-
OUST, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

"An emplacement forming part of lot No. 255
on the official plan and in the book of reference
of the parish of Ste-Cecile, measuring fifty feet
in width by one hundred feet in depth, English
measure, and bounded as follows: in front by the
Larocque Road, on one side by lot No. 254, in
rear and on the other side, by the residue of the

N° 255 appartenant à M. Philias Daoust, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste-Cécile, à Valleyfield, district de Beauharnois, MARDI, le VINGT-CINQ MAI 1954, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, (Signé) ERNEST POIRIER,
Valleyfield, 20 avril 1954. 37049-17-2-o

said lot No. 255 belonging to Mr. Philias Daoust, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Cécile, at Valleyfield, district of Beauharnois, TUESDAY, MAY TWENTY-FIFTH, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

(Signed) ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office,
Valleyfield, April 20, 1954. 37049-17-2

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { LEO DUTILLY, plâtrier
N° 5266. { de la cité de Granby,
district de Bedford. deman-
deur, vs W. N. GOSSELIN, contracteur domici-
lié à 59 rue Mountain en la cité de Granby,
dit district, défendeur, et LE REGISTRATEUR
de la division d'enregistrement de Shefford, à
Waterloo, mis-en-cause. Comme appartenant
au défendeur.

Un immeuble situé sur le coin nord-est de la
rue Glen et de la rue Mountain à Granby, P.Q.,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels du cadastre du canton, maintenant cité
de Granby, comme étant partie ouest des lots
N° 18 et 17 de la subdivision du lot numéro
507, avec une maison dessus érigée."

Pour être vendu à la porte de l'église catho-
lique Ste-Famille de Granby, comté de Shefford,
MERCREDI le CINQ (5) MAI 1954, à DIX
heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
A. ST. MARTIN.
Palais de Justice, le 29 mars, 1954. 36920-14-2-o

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { LEO DUTILLY, plasterer
No. 5266. { of the city of Granby,
district of Bedford, plaintiff
vs W. N. GOSSELIN, contractor domiciled at
59 Mountain Street, in the city of Granby,
said district, defendant and THE REGISTRAR
of the Registration Division of Shefford, at
Waterloo, Misc-en-cause As belonging to the
defendant.

"An immoveable situate on the northeastern
corner of Glen and Mountain streets at Granby,
P.Q., known and designated on the official plan
and in the book reference of the township's
cadastre, now the City of Granby, as being the
western part of lots numbers 18 and 17 of the
subdivision of lot number 507, with a house
thereon erected."

To be sold at the Catholic church door of
Ste Famille of Granby, county of Shefford,
WEDNESDAY, the FIFTH (5) day of MAY,
1954, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
A. ST. MARTIN,
Court House, March 29, 1954. 36920-14-2

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { FERNAND B. MAJOR,
N° 2381. { avocat, des cité et district
de Hull, demandeur, vs AL-
BERT GRAVELINE, jr., de la ville d'Aylmer,
district de Hull, défendeur.

"Un certain emplacement ayant front sur la
rue Brook, en la ville d'Aylmer, connu et désigné
comme étant le lot numéro quatorze cent soixan-
te et seize (1476) aux plan et livre de renvoi offi-
ciels de ladite Ville d'Aylmer, avec toutes les
bâtisses dessus construites, incluant celle portant
le numéro cinquante-trois (53) de ladite rue Brook

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
St-Paul d'Aylmer, district, le PREMIER
juin, 1954, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
R. ST-PIERRE.
ce 20 avril 1954. 37050-17-2-o

HULL

District of Hull

Superior Court, { FERNAND B. MAJOR, ad-
No. 2381. { vocate, of the city and dis-
trict of Hull, plaintiff, vs AL-
BERT GRAVELINE, Jr., of the town of Aylmer,
district of Hull, defendant.

"A certain emplacement having frontage on
Brook Street, in the town of Aylmer, known and
designated as being lot number fourteen hundred
and seventy-six (1476) on the official plan and
in the book of reference of the said town of Ayl-
mer, with all the buildings thereon erected, in-
cluding the building bearing number fifty-three
(53) of the said Brook, Street."

To be sold at the parochial church door of
St. Paul of Aylmer, said district on JUNE
FIRST, 1954, at THREE o'clock in the after-
noon.

Sheriff's Office,
R. ST. PIERRE,
this 20th day of April, 1954. 37050-17-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec District de Rimouski
Cour Supérieure, { PAUL DUBÉ, commerçant
N° 14179. { de bois, Montréal, de-
mandeur vs LES HÉRI-
TIERS DE FEU FRANÇOIS DUBÉ en son
vivant cultivateur et entrepreneur de Sayabec
et de St-Damase, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la
vente des immeubles saisis dans la présente

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski
Superior Court, { PAUL DUBÉ, lumber mer-
No. 14179. { chant, Montreal, plaint-
iff, vs THE HEIRS of the
late FRANÇOIS DUBÉ, in his lifetime a
farmer and contractor of Sayabec and St.
Damase, defendant.

Public notice is hereby given that the sale
of immoveables seized in this case, which was

cause, qui devait avoir lieu à deux heures p.m. le 24 février 1954 à St-Damase, aura lieu à DEUX heures p.m. à la porte de l'église de St-Damase le DIX-SEPT MAI 1954.

Bureau du Shérif,
37046-o

Le Shérif,
CHARLES GARON.

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, district de Rimouski
Cour Supérieure, { J. H. MICHAUD, rentier de
N° 15823. { Rimouski, district de Ri-

mouski, demandeur, vs ISIDORE LAGACÉ, cultivateur de Bic, district de Rimouski, défendeur.

1° un lot de terre numéro deux cent cinquante-six (L-256) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile du Bic, Cté de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro deux cent quarante-sept et partie du lot N° deux cent quarante six (L-247 et P-246) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Ste-Cécile du Bic, étant une terre de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, au deuxième rang, borné au nord au premier rang, au sud au troisième rang, à l'est à Léo Lonchamp et l'ouest à Cyprien Lagacé ou représentants avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Une terre contenant quatre arpents plus ou moins de front sur quinze arpents plus ou moins de profondeur située au premier rang du Bic, à la Montagne, à Sergerie, borné au nord ouest au chemin de la Montagne, au sud est au deuxième rang, au nord est à Alfred Bernard ou représentants et au sud ouest à Pierre Voyer sans bâtisses dessus construites et dépendances, le dit terrain étant les lots de terres numéros deux cent cinq et deux cent six (L-205 et 206) du cadastre officiel pour la dite paroisse de Ste-Cécile du Bic.

4° Un circuit de terre de un arpent et demi de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front du deuxième rang à aller au fronteau des terres du premier rang, au sud de la montagne à Sergerie, borné au nord au dit fronteau, au sud au chemin de front du deuxième rang, à l'est aux représentants de Charles Auguste Turcotte et à l'ouest à Pierre Voyer, étant partie du lot N° deux cent cinquante deux (N° 252) au cadastre officiel de la dite paroisse de Ste-Cécile du Bic.

5° Une terre contenant un arpent et demi de front sur trente arpent de profondeur sise et située en le quatrième rang, de la paroisse de St. Fabien, bornée au nord-est au troisième rang, au sud est au cinquième rang, au nord-est à Cyprien Lagacé ou représentant et au sud ouest à François Isabelle, sans bâtisses dessus construites et dépendances, le dit terrain étant partie du lot N° cinq cent quatre-vingt onze (P-591) au cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien, Cté de Rimouski.

6° Une autre terre située en le quatrième rang de St-Fabien, contenant un arpent de front sur trente arpent de profondeur, bornée au nord-ouest ou troisième rang, au sud-est au cinquième rang, au nord-est à Auguste Turcotte et au sud-ouest à Louis Roussel, fils ou représentant, avec bâtisses dessus construites et dépendances étant partie du lot N° cinq cent quatre-vingt-un (P-581) du cadastre officiel de la paroisse de St-Fabien, Cté de Rimouski.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Cécile du Bic, le VINGT-SIX MAI, 1954 à DIX heures a.m.

Bureau du Shérif,
37048-17-2-o

Le Shérif,
CHARLES GARON.

to have taken place at two o'clock p.m., February 24th, 1954 at St. Damase, will be held at TWO o'clock p.m. at the church door of St. Damase, the SEVENTEENTH day of MAY 1954.

Sheriff's Office,
37046

CHARLES GARON,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski
Superior Court, { J. H. MICHAUD, Annuitant
No. 15823. { of Rimouski, district of

Rimouski, Plaintiff, vs ISIDORE LAGACÉ, farmer of Bic, district of Rimouski, defendant.

1. A lot of land number two hundred and fifty-six (L-256) of the official cadastre of Ste. Cecile of Bic, Cty. Rimouski, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. Lot number two hundred and forty-seven and part of lot No. two hundred and forty-six (L-247 and P-246) of the official cadastre for the said parish of Ste. Cecile of Bic, being a piece of land of three arpents of frontage by thirty arpents in depth, at Range two, bounded to the north by Range one, south by Range three, east by Léo Lonchamp and to the west by Cyprien Lagacé or representatives, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

3° A farm containing four arpents more or less of frontage by fifteen arpents, more or less in depth, situate at Range one, of Bic, at the Mountain Sergerie, bounded to the north-west by the Mountain road, southeasterly by Range two, northeasterly by Alfred Bernard or representatives and southwesterly by Pierre Voyer minus the buildings erected thereon and dependencies, the said land being lots of land number two hundred and five and two hundred and six (L-205 and 206) of the official cadastre for the said parish of Ste. Cecile of Bic.

4. A circuit of land measuring one arpent and a half in front by the depth which exists between the front road of Range two and the front line of the lands of Range one, south of the Mountain at Sergerie, bounded to the north by said front line, south by the front road of Range two, east by the representatives of Charles Auguste Turcotte and to the west by Pierre Voyer, being part of lot number two hundred and fifty two (No. 252) of the official cadastre of the said parish of Ste. Cecile of Bic.

5. A farm containing one arpent and a half of frontage by thirty arpents in depth, situate in Range four of the parish of St. Fabien, bounded to the north west by Range three, southeast by Range five, northeasterly by Cyprien Lagacé or representatives and southwesterly by François Isabelle, minus the buildings erected thereon and dependencies, the said land being part of lot number five hundred and ninety-one (P-591) of the official cadastre of the parish of St-Fabien, Cty of Rimouski.

6. Another farm situate in Range four of St-Fabien, containing one arpent of frontage by thirty arpents in depth, bounded northwesterly by Range three, southeasterly by Range five, northeasterly by Auguste Turcotte and southwesterly by Louis Roussel, son or representative, with buildings erected thereon and dependencies, being part of lot number five hundred and eighty-one (P-581) of the official cadastre of the parish of St-Fabien, Cty of Rimouski.

To be sold at the church door of Ste. Cecile of Bic, the TWENTY-SIXTH day of MAY 1954 at TEN o'clock a.m.

Sheriff's Office,
37048-17-2

CHARLES GARON,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, district de Rimouski
Cour de Magistrat, { CHARLES A. JOU-
N° 25540. BERT & AL QUE-
BEC, demandeur; vs AN-
TOINE LABRIE domicilié à Ste-Paula, district
de Rimouski, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la
vente des immeubles saisis en cette cause, qui
devait avoir lieu à deux hrs. p.m. au bureau
d'Enregistrement à Amqui, le 7 avril 1954, aura
lieu à DEUX hrs., p.m. au bureau d'Enregis-
trement à Amqui, le VINGT MAI 1954.

Le Shérif,

CHARLES CARON.

37047-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, { JACQUES ARCAND, en-
N° 18086. trepreneur de pompes
funèbres, domicilié et ré-
sidant dans la Ville de St-Félicien, district de
Roberval, demandeur vs ÉMILE PAQUETTE,
résidant à Canton Antoine, district de Roberval,
défendeur.

Tous les droits que le défendeur a ou peut
avoir dans et sur le lot de terre connu et désigné
sous le numéro dix (10) du rang cinq (5) du
Canton Antoine, avec bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la
paroisse de Notre Dame de Lorette (Canton
Antoine) Comté et district de Roberval, Pro-
vince de Québec, le TROISIEME (3) jour de
MAI 1954, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du Shérif, Le Shérif,

ANTOINE TREMBLAY.

Palais de Justice, Roberval, ce 29 mars 1954.
36921-14-2-o

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Québec
District of Roberval

Cour Supérieure, { LES CURÉS & MAR-
N° 15459. GUILLIERS de l'Oeu-
vre et Fabrique de la pa-
roisse de St-Cœur de Marie, corporation avec
siège à St-Cœur de Marie, demandeurs vs
ADÉLARD BERGERON, de St-Cœur de Marie,
défendeur.

Un terrain ou emplacement sis et situé dans
le village de St-Cœur de Marie, mesurant quatre-
vingt-trois (83) pieds de longueur sur cent
quarante (140) pieds de profondeur, faisant
partie du lot de terre connu et désigné sous le
numéro vingt-six-A (N° 26-A) du troisième (3)
rang, du canton Delisle borné comme suit:
Nord et Est, au terrain de la Fabrique; Sud et
Ouest, à deux rues qui s'y joignent, le tout avec
les bâtisses dessus érigées, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la
paroisse de St-Cœur de Marie, Canton Delisle,
Comté du Lac St-Jean, district de Roberval,
Province de Québec, le TROISIEME (3) jour
de MAI 1954 à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du Shérif, Le Shérif,

ANTOINE TREMBLAY.

Palais de Justice, Roberval, ce 29 mars 1954.
36922-14-2-o

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski
Magistrate's Court, { CHARLES A. JOU-
No. 25540. BERT & AL QUE-
BEC, plaintiff, vs AN-
TOINE LABRIE, domiciled at Ste. Paula,
district of Rimouski, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of
immoveables seized in this case, which was to
have taken place at two o'clock p.m., at the
Registry Office at Amqui, on April 7th, 1954, will
be held at TWO o'clock, p.m., at the Registry
Office at Amqui, the TWENTIETH day of
MAY 1954.

CHARLES CARON,

Sheriff.

37047

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, { JACQUES ARCAND
No. 18086. undertaker, domiciled
and residing in the Town
of St-Félicien, district of Roberval, plaintiff,
vs ÉMILE PAQUETTE, residing at Township
Antoine, district of Roberval, defendant.

All the rights that the defendant has or may
have in and upon the lot of land known and
designated under number then (10) of range
five (5) of the Township Antoine, with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish
of Notre-Dame de Lorette (Township Antoine),
County and district of Roberval, Province of
Quebec, this THIRD day of MAY, 1954, at
TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's Office, ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff.

Court House, Roberval, this 29th day of
March, 1954. 36921-14-2

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { THE CURATE AND
No. 15459. CHURCHWARDENS
of the Church Council of the
Parish of St-Cœur de Marie, corporation with
head office at St-Cœur de Marie, plaintiffs, vs
ADÉLARD BERGERON, of St-Cœur de Marie,
defendant.

A lot of land or emplacement located and
situate in the village of St-Cœur de Marie,
measuring eighty-three (83) feet in length by
one hundred and forty (140) feet in depth,
forming part of lot of land known and designated
under number twenty-six-A (No 26-A) of the
third (3) range, of the township Delisle, bounded
as follows: North and East, by the church
property; South and West, by two streets
adjoining hereto, the whole with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church
of St-Cœur de Marie, Township Delisle, County
of Lake St-John, District of Roberval, Province
of Quebec, this THIRD day of MAY, 1954,
at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's Office, ANTOINE TREMBLAY,

Sheriff.

Court House, Roberval, this 29th day of
March, 1954. 36922-14-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { UNITED LOAN COR-
N° 8287 { PORATION, corporation
legalement constituée ayant
son siège social et un établissement d'affaires en
les cité et district de Montréal, demanderesse, vs
HENRI LAPERLE, de Saint-Denis-sur-Richelieu,
district de Saint-Hyacinthe, défendeur:

Une terre située dans la première concession de
la paroisse de Saint-Denis, ayant une largeur de
2½ arpents sur une profondeur de 30 arpents,
plus ou moins, composée et formée comme suit:

a) du lot numéro deux cent quarante (240) des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
St-Denis, comté de St-Hyacinthe; mais à dis-
traire de ce lot la lisière de terrain vendue au
Gouvernement de la Province de Québec, sui-
vant titre enregistré à St-Hyacinthe sous le
numéro B-94557.

b) De cette partie du lot numéro deux cent
trente-neuf (Ptie-239) des plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de St-Denis, comté de
Saint-Hyacinthe, et bornée comme suit: d'un
bout à la rivière Richelieu; d'autre bout aux
terres de l'Amyot; d'un côté par Ptie-239 ap-
partenant à Léo Laperle; d'autre côté au lot
aud décrit. A distraire toutefois de cette partie
susdite:

1° la lisière de terrain vendue au Gouverne-
ment de la Province de Québec suivant titre
enregistré à Saint-Hyacinthe sous le numéro
B-94557;

2° la partie de terrain vendue à Ernest La-
perle suivant contrat de vente enregistré à Saint-
Hyacinthe sous le numéro 10058.

Le tout avec bâtisses y érigées; avec les servi-
tudes actives et passives, apparentes ou occultes
attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Denis sur Richelieu, le Mardi
VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1954, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ROLLAND BOUCHER.
St-Hyacinthe 21 avril 1954. 37055-17-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { UNITED LOAN CORPO-
No. 8287 { RATION, legal corpora-
tion having its head office and
a place of business in the city and district of
Montreal, plaintiff vs HENRI LAPERLE, of
Saint-Denis-sur-Richelieu, District of Saint-
Hyacinthe, defendant;

A farm situate in the first concession of the
parish of Saint-Denis, having a width of 2½
arpents by a depth of 30 arpents, more or less,
composed and formed as follows:

a) of lot number two hundred and forty (240)
on the official plan and in the book of reference
of the parish of St-Denis, county of St-Hyacin-
the; but to exclude from this lot the strip of land
sold to the Government of the Province of Quebec,
according to title registered at St-Hyacinthe un-
der number B-94557;

b) of this part of lot number two hundred
and thirty-nine (Pt. 239) on the official plan and
in the book of reference of the parish of St-Denis,
county of Saint-Hyacinthe, and bounded as
follows: at one end, by the Richelieu River; at
the other end, by the farms of l'Amyot; on one
side by Pt.-239 belonging to Léo Laperle; on the
other side, by the lot above described. To
exclude, however from the above mentioned
part:

1. the strip of land sold to the Government of
the Province of Quebec according to the title
registered at Saint-Hyacinthe, under the number
B.94557;

2. the part of land sold to Ernest Laperle
according to a deed of sale registered at Saint-
Hyacinthe under number 100588.

The whole with buildings thereon erected;
with the servitudes active and passive, apparent
and unapparent attached to the said immovables.

To be sold at the parochial church door of
Saint-Denis sur Richelieu. TUESDAY the
TWENTY-FIFTH day of MAY, 1954, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLLAND BOUCHER,
Sheriff's Office, Deputy-Shriff.
St. Hyacinthe, April 21, 1954. 37055-17-2-o

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Allaire vs Casavant.....	1407
Léonard vs Chartrand.....	1408
Rivet vs Stevenson.....	1407

ARRETÉS EN CONSEIL:

390 — Industrie du bois ouvré de Qué- bec.....	1396
391 — Industrie de l'imprimerie de Québec.....	1400

ASSEMBLÉE:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières.....	1408
---	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1377

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 17

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Allaire vs Casavant.....	1407
Léonard vs Chartrand.....	1408
Rivet vs Stevenson.....	1407

ORDERS IN COUNCIL:

390 — Wood working industry of Que- bec.....	1396
391 — Printing industry of Quebec....	1400

MEETING:

The Alma & Jonquières Railway Com- pany.....	1408
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1377

AVIS DIVERS:

A. Crosbie and Sons Ltd. (Directeurs)...	1410
Albermont Petroleums Limited (Vente d'actions).....	1408
Benedict Homebuilding Co-operative Society (Fondation).....	1410
Cabeldu Motors (Hull) Limited (Dist. de l'actif).....	1411
Coopérative d'Électricité des Colombiers (Fondation).....	1411
Coopérative d'Habitation du Conseil Central de Joliette (Fondation).....	1411
Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée (Dist. de l'actif).....	1411
Henri Neilson Ltée (Dist. de l'actif)...	1409
La Caisse d'Économie St. Paul's Credit Union (Fondation).....	1409
La Caisse Populaire de St-Albert le Grand (Fondation).....	1409
Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane (Règlements).....	1410
Metro Industries Ltd.— Les Industries Metro Ltée (Directeurs).....	1411
Patmar Home Building Co-operative Society (Fondation).....	1408
Saint-Elzéar-de-Beauce, munic. de (Changement de nom).....	1409
Syndicat Coopératif de St-Nazaire (Fondation).....	1410

CHARTES — ABANDON DE:

Astor Agencies Limited.....	1412
Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée.....	1413
Jocor Mines Limited.....	1412
La Cie de Bois de Sciage de la Rivière aux Pins Ltée.....	1412
Lake St Joseph Lumber Ltd.....	1412

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance N° 4, 1953 (Errata).....	1413
Ordonnance N° 43, 1953 (Erratum)....	1413

COMPAGNIES DISSOUTES:

Allied Film Laboratories Limited.....	1413
Bluestone Realities Inc.....	1414
Elger Nets & Lace Co. Ltd.....	1414
Moca News Corporation.....	1414
Persilliers Development Company.....	1414
P. G. Bussière Limitée.....	1415
Torchin Dress Co. Inc.....	1415
W. O. Tait & Fils Inc.....	1415

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans les comtés de Compton, Mégantic, Montcalm, St-Hyacinthe et Verchères....	1415
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

<i>Municipalité scolaire de:</i>	
Beauport, ville de.....	1418
Coaticook.....	1416
Lac St-Louis.....	1418
Mansfield.....	1417
New-Richmond.....	1417
St-Étienne-de-Languedoc.....	1416

TRAVAIL:

<i>Industrie ou métiers de:</i>	
Barbier, coiffeur et coiffeuse de St-Hyacinthe (Modification).....	1419

MISCELLANEOUS NOTICES:

A. Crosbie and Sons Ltd. (Directors)...	1410
Albermont Petroleums Limited (Sale of shares).....	1408
Benedict Homebuilding Co-operative Society (Foundation).....	1410
Cabeldu Motors (Hull) Limited (Dist. of the assets).....	1411
Coopérative d'Électricité des Colombiers (Foundation).....	1411
Coopérative d'Habitation du Conseil Central de Joliette (Foundation).....	1411
Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée (Dist. of the assets).....	1411
Henri Neilson Ltée (Dist. of the assets).....	1409
La Caisse d'Économie St. Paul's Credit Union (Foundation).....	1409
La Caisse Populaire de St-Albert le Grand (Foundation).....	1409
Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane (By-Laws).....	1410
Metro Industries Ltd.— Les Industries Metro Ltée (Directors).....	1411
Patmar Home Building Co-operative Society (Foundation).....	1408
Saint-Elzéar-de-Beauce, munic. of (Change of name).....	1409
Syndicat Coopératif de St-Nazaire (Foundation).....	1410

CHARTERS — SURRENDER OF:

Astor Agencies Limited.....	1412
Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée.....	1413
Jocor Mines Limited.....	1412
The Pine River Lumber Co., Ltd.....	1412
Lake St Joseph Lumber Ltd.....	1412

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance No. 4, 1953 (Errata).....	1413
Ordinance No. 42, 1953 (Erratum)....	1413

COMPANIES DISSOLVED:

Allied Film Laboratories Limited.....	1413
Bluestone Realities Inc.....	1414
Elger Nets & Lace Co. Ltd.....	1414
Moca News Corporation.....	1414
Persilliers Development Company.....	1414
P. G. Bussière Limitée.....	1415
Torchin Dress Co. Inc.....	1415
W. O. Tait & Fils Inc.....	1415

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the counties of Compton, Megantic, Montcalm, St-Hyacinthe and Verchères..	1415
--	------

EDUCATION:

<i>School Municipality of:</i>	
Beauport, town of.....	1418
Coaticook.....	1416
Lake St. Louis.....	1418
Mansfield.....	1417
New-Richmond.....	1417
St-Étienne-de-Languedoc.....	1416

LABOUR:

<i>Industry or Trades of:</i>	
Barber and hairdressing of St. Hyacinthe (Amendment).....	1419

EXAMEN DES AGRONOMES:

Admission à l'exercice de la profession
agronomique..... 1422

LETTRES PATENTES:

Abbotsford Poultry Farm Inc..... 1378
A. Brouillard Tire Service Inc..... 1379
Acadian Mining & Smelting Corpora-
tion..... 1379
Ahuntsic General Stores Ltd..... 1379
Canzos Inc..... 1380
Charest Construction Ci. Ltée..... 1380
Chez Marilyn Ladies Wear Inc..... 1380
Chez Zemel & Fils Ltée..... 1381
Cité de l'Entr'aide..... 1381
Comité du Monument Marguerite Bour-
geois..... 1381
Consolidated Maple Products Limited..... 1382
Construction A. Fraser Ltée..... 1382
Curved Wedge Company Ltd..... 1382
Fresnière Preserving Ltd.— Conserverie
Fresnière Ltée..... 1383
Garage Touchette & Villeneuve Auto
Inc..... 1383
George Textiles Inc..... 1383
Henri-F. Codère Inc..... 1384
Hi-Poultry Farm Ltd..... 1384
Hôpital Jean-Talon..... 1384
Household Equipment Co. Ltd..... 1385
Jardins Laval Ltée..... 1385
Jean Banville Inc..... 1385
J. E. McComber Furs Inc..... 1386
Kover-Lip Mfg. Co. Inc..... 1386
La Compagnie Interurbaine d'Immeu-
bles Ltée — Interurban Real Estate
Company Ltd..... 1386
L'Amicale St-Ignace Incorporée..... 1387
Langelier Fish and Game Club, Incor-
porated..... 1387
Les Entreprises Beauharnois Ltée..... 1387
Les Matériaux de Construction de Saint
Hyacinthe Limitée — St Hyacinthe
Builders Supplies Limited..... 1388
Les Placements Lemoyne Limitée —
Lemoyne Holdings Limited..... 1388
Lucien Vadeboncoeur & Cie Ltée..... 1388
Nortex Products Eastern Ltd..... 1389
Old City Television Limitée..... 1389
Propane Gas Center Company Limited
— Le Centre du Gaz Propane Compa-
gnie Limitée..... 1389
Quebec Homes and Mortgage Corpora-
tion..... 1390
Quebec Soaring Club — Club de Vol à
Voile de Québec..... 1390
Scierie Boivin Ltée..... 1390
Shannon Social and Sports Association..... 1391
Standard Motors (Quebec) Limited..... 1391

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Airborne Footwear Co. Ltd..... 1391
Atlantic Investments Inc..... 1392
Beauce Trading Company..... 1392
Beaulieu Incorporated..... 1392
Blue Bonnets Automobile Ltd..... 1392
Château Huntingdon Inc..... 1393
Diamond Investment Corporation..... 1393
Fortin Lumber Inc..... 1393
Fred Iddon Construction Co. Inc..... 1393
Les Services Funéraires de Québec Inc.
— Quebec Funeral Services Inc..... 1394
Quebec Sporting Goods, Limited —
Québec Sportif, Limitée..... 1394
Railway Exchange Building Company..... 1394
Roger Girard Inc..... 1394

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Admission to the practice of the Pro-
fession of Agronomist..... 1422

LETTERS PATENT:

Abbotsford Poultry Farm Inc..... 1378
A. Brouillard Tire Service Inc..... 1379
Acadian Mining & Smelting Corpora-
tion..... 1379
Ahuntsic General Stores Ltd..... 1379
Canzos Inc..... 1380
Charest Construction Ci. Ltée..... 1380
Chez Marilyn Ladies Wear Inc..... 1380
Chez Zemel & Fils Ltée..... 1381
Cité de l'Entr'aide..... 1381
Comité du Monument Marguerite Bour-
geois..... 1381
Consolidated Maple Products Limited..... 1382
Construction A. Fraser Ltée..... 1382
Curved Wedge Company Ltd..... 1382
Fresnière Preserving Ltd.— Conserverie
Fresnière Ltée..... 1383
Garage Touchette & Villeneuve Auto
Inc..... 1383
George Textiles Inc..... 1383
Henri-F. Codère Inc..... 1384
Hi-Poultry Farm Ltd..... 1384
Hôpital Jean-Talon..... 1384
Household Equipment Co. Ltd..... 1385
Jardins Laval Ltée..... 1385
Jean Banville Inc..... 1385
J. E. McComber Furs Inc..... 1386
Kover-Lip Mfg. Co. Inc..... 1386
La Compagnie Interurbaine d'Immeu-
bles Ltée — Interurban Real Estate
Company Ltd..... 1386
L'Amicale St-Ignace Incorporée..... 1387
Langelier Fish and Game Club, Incor-
porated..... 1387
Les Entreprises Beauharnois Ltée..... 1387
Les Matériaux de Construction de Saint
Hyacinthe Limitée — St Hyacinthe
Builders Supplies Limited..... 1388
Les Placements Lemoyne Limitée —
Lemoyne Holdings Limited..... 1388
Lucien Vadeboncoeur & Cie Ltée..... 1388
Nortex Products Eastern Ltd..... 1389
Old City Television Limitée..... 1389
Propane Gas Center Company Limited
— Le Centre du Gaz Propane Compa-
gnie Limitée..... 1389
Quebec Homes and Mortgage Corpora-
tion..... 1390
Quebec Soaring Club — Club de Vol à
Voile de Québec..... 1390
Scierie Boivin Ltée..... 1390
Shannon Social and Sports Association..... 1391
Standard Motors (Quebec) Limited..... 1391

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Airborne Footwear Co. Ltd..... 1391
Atlantic Investments Inc..... 1392
Beauce Trading Company..... 1392
Beaulieu Incorporated..... 1392
Blue Bonnets Automobile Ltd..... 1392
Château Huntingdon Inc..... 1393
Diamond Investment Corporation..... 1393
Fortin Lumber Inc..... 1393
Fred Iddon Construction Co. Inc..... 1393
Les Services Funéraires de Québec Inc.
— Quebec Funeral Services Inc..... 1394
Quebec Sporting Goods, Limited —
Québec Sportif, Limitée..... 1394
Railway Exchange Building Company..... 1394
Roger Girard Inc..... 1394

Simard & Frères Cie Ltée.....	1395	Simard & Frères Cie Ltée.....	1395
United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.	1395	United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.	1395
Vipond Ltd.....	1395	Vipond Ltd.....	1395
W. H. Currie Express and Storage Ltd.	1396	W. H. Currie Express and Storage Ltd.	1396
Wood Preservation Industries Limited — Les Industries de Préservation du Bois Limitée.....	1396	Wood Preservation Industries Limited — Les Industries de Préservation du Bois Limitée.....	1396
NOMINATION:		APPOINTMENT:	
Baillargeon, Claude.....	1422	Baillargeon, Claude.....	1422
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Edmond Sylvain Limitée 1954.....	1422	Edmond Sylvain Limitée 1954.....	1422
Michael Palangio Ltd.....	1423	Michael Palangio Ltd.....	1423
Premier Property Limited.....	1423	Premier Property Limited.....	1423
Sœurs de Charité de Sainte Marie — Sisters of Charity of Saint Mary....	1423	Sœurs de Charité de Sainte Marie — Sisters of Charity of Saint Mary....	1423
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Chicoutimi, canton de.....	1425	Chicoutimi, township of.....	1425
Granby, cité de.....	1427	Granby, city of.....	1427
Sorel, cité de.....	1428	Sorel, city of.....	1428
St-Blaise, commissaires d'écoles de....	1429	St-Blaise, School Commissioners of....	1429
St-Jean-Baptiste, munic. de.....	1424	St-Jean-Baptiste, munic. of.....	1424
Warwick, commissaires d'écoles du village de.....	1426	Warwick, School Commissioners of the village of.....	1426
VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company...	1430	Canadian Pacific Railway Company...	1430
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Gaspé N° 3, comté de.....	1434	Gaspé No. 3, county of.....	1434
Mégantic, comté de.....	1431	Mégantic, county of.....	1431
Rivière-du-Loup, comté de.....	1431	Rivière-du-Loup, county of.....	1431
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Miron <i>et al</i> vs Daoust.....	1436	Miron <i>et al</i> vs Daoust.....	1436
BEDFORD:		BEDFORD:	
Dutilly vs Gosselin.....	1437	Dutilly vs Gosselin.....	1437
HULL:		HULL:	
Major vs Graveline, jr.....	1437	Major vs Graveline, jr.....	1437
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Dubé vs Héritiers François Dubé.....	1437	Dubé vs Heirs of François Dubé.....	1437
Joubert <i>et al</i> vs Labrie.....	1439	Joubert <i>et al</i> vs Labrie.....	1439
Michaud vs Lagacé.....	1438	Michaud vs Lagacé.....	1438
ROBERVAL:		ROBERVAL:	
Arcand vs Paquette.....	1439	Arcand vs Paquette.....	1439
Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de St-Cœur- de-Marie vs Bergeron.....	1439	Curé and Churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique of the parish of St-Cœur de Marie vs Bergeron.....	1439
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
United Loan Corporation vs Laperle ..	1440	United Loan Corporation vs Laperle ..	1440

37025-o

37025-o

